

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



PLACEMENTS
SAVOIR OPTIMISER
SON ÉPARGNE FACE À LA HAUSSE
DES TAUX D'INTÉRÊT **PAGE 20**

FOOTBALL
CE QUE RÉVÈLE LA PREMIÈRE
LISTE DE ZIDANE À LA TÊTE
DES BLEUS **PAGE 12**



PRÉSIDENTIELLE

À l'aube de la campagne, Macron expose aux candidats un décor de crises internationales **PAGE 4**

ÉLECTIONS

En 2027, le centre craint le grand effacement **PAGE 5**

ÉTATS-UNIS

Le coût de la guerre d'Iran, enjeu de la campagne des «midterms» **PAGE 8**

CHASSE

Une ouverture de saison sous tension **PAGE 9**

MARIAGE

Retour de flamme pour les agences matrimoniales **PAGE 10**

PALÉONTOLOGIE

Le sang du «T. rex» était bien chaud **PAGE 11**

CHAMPS LIBRES

• La Federalist Society, cette machine conservatrice qui a conquis la justice américaine

• Un grand entretien avec Monique Canto-Sperber

• Les chroniques de Mathieu Bock-Côté et d'Albert Zennou

PAGES 15 À 17

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de vendredi :
Approuvez-vous le projet européen d'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 13 ans ?

OUI 85% NON 15%
VOTANTS : 79 693

Souhaitez-vous que le budget de Sébastien Lecornu soit adopté ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

708832591 / AKACHA / STOCK.ADOBE.COM ; ABDUL SABOOR / REUTERS

Comment Lecornu espère faire adopter son budget

Le premier ministre, qui a inscrit un « effort » de 54 milliards d'euros dans sa copie initiale, doit composer avec une majorité introuvable, les ambiguïtés du RN et la pression des marchés financiers.

Privé de majorité, Sébastien Lecornu joue une partie à haut risque avec les oppositions, et surtout avec le RN. Face à une gauche qui semble prête à voter la censure et à une droite qui attend des garanties, le

premier ministre sait que les 122 députés de Marine Le Pen pourraient décider du sort de son texte. Matignon multiplie donc les signaux en direction du parti nationaliste tout en cherchant à retourner contre lui

la menace d'une crise politique et financière à quelques mois de la présidentielle. L'exécutif parie que Marine Le Pen hésitera à provoquer un nouveau chaos budgétaire dont elle pourrait elle-même hériter en cas de

victoire en 2027. Sébastien Lecornu tente ainsi de transformer sa faiblesse parlementaire en piège politique pour ses adversaires. Avec, en dernier recours, l'article 49.3 ou la voie inédite des ordonnances.

→ **LES SOCIALISTES PRÊTS À CÉDER À LA TENTATION DE LA CENSURE** → **LES SYNDICATS, VENT DEBOUT, PRÉPARENT LA RIPOSTE** → **REGAIN DE TENSION SUR LES TAUX FRANÇAIS APRÈS LES ANNONCES SUR LES DÉFICITS** **PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL**



Les Français au secours du patrimoine en péril
Les Journées du patrimoine proposent ce week-end de sensibiliser les visiteurs sur l'état de péril des monuments. Si les Français ont versé un million d'euros pour la restauration de l'aile François 1^{er} à Chambord (ici, en 2021), il faudra faire davantage face aux nouvelles menaces. **PAGES 28 ET 29**

ÉDITORIAL par Gaëtan de Capèle

Le minimum requis

On savait la France dans de mauvais draps avec ses finances dans le rouge, mais les dernières nouvelles dépassent l'entendement. Le cadrage de Sébastien Lecornu pour le budget 2027 fait apparaître une situation tout bonnement catastrophique : en réalisant 54 milliards d'euros d'efforts budgétaires – ce qui relève pour l'heure de la politique-fiction –, le déficit public atteindrait encore le seuil calamiteux de 5 % du PIB l'an prochain. Et si rien n'était fait, le dérapage serait de 6,5 %, un niveau totalement hors norme, plus de deux fois supérieur à ce qu'autorisent les traités européens. On dira qu'on ne gouverne pas avec des tableaux Excel ni avec des pourcentages, mais tout de même : ces chiffres, sans doute inintelligibles pour le grand public, montrent que la France se trouve emportée dans une dérive financière mortifère, qui l'enfoncé chaque année un peu plus. Face à cet abîme, les annonces de la semaine, encore relativement floues, ne permettront aucunement de redresser la situation, à peine de la stabiliser. Elles apparaissent, tout au plus, comme le minimum requis pour éviter la catastrophe. Mais au moins ont-elles le mérite d'exister sans créer de drame.

Loin du plan d'austérité dénoncé par la gauche, qui consisterait à tailler à la hache dans les prestations, l'ambition se limite à freiner l'emballement des dépenses publiques, désormais hors de contrôle, en mettant le plus grand nombre à contribution. Le premier ministre, surveillé comme le lait sur le feu par les marchés financiers et otage de la fragmentation du paysage politique, est probablement allé le plus loin possible dans ce jeu d'équilibriste. Passera-t-il l'épreuve parlementaire ? Derrière les postures et les

Un tel budget stabiliserait à peine la situation

menaces, les prétendants sérieux à l'Élysée devraient y réfléchir à deux fois avant de baisser le pouce. Sous réserve d'inventaire, un tel budget, certes imparfait, aurait au moins une vertu : bloquer temporairement le compteur du déficit. Mais le rabot de la désindexation ne fait pas une politique. S'il ne veut pas se retrouver chaque année au pied du même mur budgétaire, le vainqueur de 2027 devra enclencher sans tarder des réformes de fond, à commencer par celle des retraites. ■

Allemagne : élections régionales à haut risque pour Merz

Le chancelier conservateur allemand, Friedrich Merz, affronte deux élections régionales ce dimanche, qui menacent d'affaiblir encore son autorité au sein de sa coalition et de son parti, la CDU. Les sondages annoncent une nouvelle percée du parti d'extrême droite AfD dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et une défaite des conservateurs à Berlin. La capitale pourrait, pour la première fois depuis la réunification allemande, être dirigée par le parti de la gauche ultraradical, Die Linke. **PAGES 6 ET 7**

TAJAN

VENTES D'AUTOMNE EN PRÉPARATION



Années 1930, clips de revers Cartier Tank cintrée



Maria Helena Vieira da Silva



Grands vins et spiritueux



Hippolyte François Moreau

Estimations gratuites de vos collections, œuvres d'art & objets précieux
Ariane de Miramon • info@tajan.com • 01 53 30 30 83

EXPERTISES • INVENTAIRES • SUCCESSIONS & PARTAGES

37, rue des Mathurins, 75008 Paris • www.tajan.com

Ambiguïtés du RN, pression des marchés... Après Sébastien Lecornu face à un casse-tête politique

Louis Hausalter Avec le service politique

Le premier ministre doit composer avec une Assemblée nationale éclatée, des oppositions entrées en campagne présidentielle

Sébastien Lecornu a abattu ses cartes. Et attend désormais de voir comment vont jouer les oppositions. En détaillant dans *Le Figaro* son projet de budget, avec «un effort budgétaire d'environ 54 milliards d'euros, dans la stabilité fiscale», le premier ministre a donné le coup d'envoi d'un bras de fer qui s'annonce long et périlleux, alors que le Parlement s'emparera en octobre du projet de loi de finances, puis du projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Sans aucune certitude de parvenir à faire adopter ces textes, alors que les nuages s'accumulent sur la conjoncture économique et financière.

Dans l'immédiat, les réactions les plus virulentes à la copie gouvernementale sont venues des partis de gauche. «Un baroud d'honneur macroniste qui nous dirige droit dans le mur», a fustigé le député La France insoumise Éric Coquerel. Un budget de «casse sociale» fait «pour les riches», a tempêté le patron du Parti communiste Fabien Roussel. Les socialistes sont tout aussi critiques - le député PS Arthur Delaporte a pointé une «potion d'austérité» - mais hésitent sur la ligne à tenir. L'an dernier, Sébastien Lecornu avait topé avec le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, en échange d'une suspension de la réforme des retraites d'Élisabeth Borne. Mais le contexte est désormais très différent : la campagne présidentielle a commencé et la France, sous pression des marchés financiers, n'a plus de marge de manœuvre budgétaire.

Un cadre du bloc central à l'Assemblée ne se fait donc pas d'illusions : «À gauche, ils sont obligés de voter la censure.» La droite, fortement sensible aux pistes d'économies présentées - comme le gel du point d'indice des fonctionnaires ou la meilleure régulation des arrêts maladie - reste néanmoins prudente. «On n'achète pas un chat dans un sac, glisse un cadre des Républicains. Il y a beaucoup de flou. Par exemple, les 54 milliards sont présentés comme un «effort» et non comme une réduction des dépenses. Qu'est-ce que cela signifie?»

Mais les regards se tournent surtout vers les 122 députés du Rassemblement national. Le parti de Marine Le Pen n'est pas tombé à bras raccourcis sur Sébastien Lecornu, mais réclame lui aussi les détails. «Évidemment, on attend la copie qui sera posée sur la table», souffle un proche de la candidate, qui a bien lu les appels du pied du premier ministre : délai de carence avant que les étrangers touchent les allocations non contributives, économies sur les énergies renouvelables, négociation de la contribution de la France au budget de l'Union européenne...

Cela ne présage en rien de l'attitude du RN. La seule chose que souhaite éviter Marine Le Pen, c'est une loi spéciale qui la priverait de marge de manœuvre si elle arrivait au pouvoir. Après avoir sous-entendu qu'elle pourrait accepter un budget «imparfait», la candidate a lâché mercredi sur LCI : «Je ne m'interdis rien.» Bref, le RN souffle le chaud et

«Le premier ministre ne s'enferme dans rien. Il fait avec ce qu'il a en face de lui, avec une donnée fondamentale : sans budget, point de salut pour le pays»

Vincent Caure Député Renaissance

le froid. Une situation qui rappelle furieusement celle de l'automne 2024, quand Michel Barnier, malgré plusieurs concessions à Marine Le Pen, a fini par être renversé avec les voix des députés nationalistes. Un communicant de l'exécutif fait le pari que l'attitude de la candidate, en pleine campagne présidentielle, sera différente : «Le Pen veut aller chercher l'électorat modéré au second tour, donc son intérêt n'est pas de provoquer le bordel. Elle peut dire à ses électeurs : «C'est un très mauvais budget, mais la réponse n'est pas la censure, c'est de voter pour moi».»

Sébastien Lecornu prend-il le risque de s'enfermer dans un tel jeu de poker menteur avec le RN ? «Le premier ministre ne s'enferme dans rien. Il fait avec

ce qu'il a en face de lui, avec une donnée fondamentale : sans budget, point de salut pour le pays», estime le député Renaissance Vincent Caure, qui préside la commission des lois de l'Assemblée. Car avant l'ouverture du débat parlementaire, Sébastien Lecornu mène une stratégie d'interpellation de l'opinion publique, en tentant de faire porter aux oppositions la responsabi-

lité des conséquences d'un possible échec, à quelques mois de l'élection présidentielle. «Parmi ceux qui imaginent avoir une chance réelle de présider le pays l'année prochaine, personne ne peut souhaiter hériter d'un désordre absolu et hors de contrôle», a-t-il martelé dans nos colonnes.

«Les candidats n'ont pas intérêt à ce que le débat se concentre sur le budget,

veut croire en écho un proche d'Emmanuel Macron. Tous ceux qui se voient à l'Élysée préféreront avoir des marges de manœuvre. Une loi spéciale les mettrait dans la mouise.» L'exécutif mise aussi sur la pression d'une opinion inquiète de la montée des taux d'intérêt auxquels la France emprunte. «Ce budget arrive à un moment où les Français sont beaucoup plus soucieux et attentifs à



Les socialistes prêts à céder à la tentation de la censure

Célestine Gentilhomme

En politique, peut-être plus qu'ailleurs, la vérité d'un jour n'est pas toujours celle du lendemain. Il y a moins d'un an, les socialistes ne juraient que par le compromis, monnayant leur non-censure contre des «victoires» arrachées au gouvernement de Sébastien Lecornu. «Un choix douloureux», reconnaît-on encore à la direction du PS, mais justifié par l'urgence de doter le pays d'un budget. Sauvé par la «bienveillance» des socialistes, auxquels il avait concédé une coûteuse suspension de la réforme des retraites, le premier ministre avait réchappé à toutes les censures puis fait adopter ses deux textes budgétaires.

De l'histoire ancienne. En découvrant la première copie budgétaire de Sébastien Lecornu, dévoilée jeudi soir dans *Le Figaro*, les troupes d'Olivier Faure n'ont pu que ressortir l'éternelle menace d'une censure. Un projet «offensif» avec un effort budgétaire d'environ 54 milliards d'euros, disait le premier ministre, qui prévoit, entre autres, le gel du point d'indice des fonctionnaires et possiblement des aides personnelles au logement (APL), ou encore l'instauration d'un «délai de carence» pour le versement d'allocations sociales non contributives aux étrangers arrivant en France... Soit tout «l'inverse de ce que propose» le PS, a répliqué le député Arthur Delaporte, dénonçant la promesse d'une «potion d'austérité».

Sébastien Lecornu continue pourtant de se montrer «ouvert» au dialo-

gue avec les oppositions, qu'il a pris soin de convier à de futures consultations par l'intermédiaire de ses ministres. «Les socialistes avaient fait le bon choix l'année dernière», a insisté le chef du gouvernement au *Figaro*. Sauf que l'état d'esprit n'est plus vraiment au compromis sur sa gauche. «On est beaucoup moins allant que l'année dernière. Il ne nous aide pas vraiment à aller à la discussion avec lui... Ça augure d'un budget austère», soupire la députée Estelle Mercier, chef de file socialiste sur le budget, qui doit rencontrer la semaine prochaine le ministre des Comptes publics, David Amiel.

«Contrairement à l'année dernière, Lecornu n'a aucune marge de manœuvre avec le bloc central, Philippe, Attal et Retailleau ne voudront jamais céder sur quoi que ce soit»

Un membre du PS

Mais à sept mois de l'élection présidentielle, le parti à la rose est rattrapé par un dilemme : faut-il montrer le visage d'une gauche de gouvernement et chercher une voie de passage, ou censurer d'office pour ne pas apparaître comme un soutien de l'exécutif macroniste ? «Il n'y a pas beaucoup de suspense. On se situe d'abord par rapport aux incidences politiques de nos votes», concède un député PS, pour qui la censure semble inévitable. Un socialiste de premier plan complète :

«On va arriver avec nos gros sabots en disant qu'il faut imposer les grandes fortunes. Mais contrairement à l'année dernière, Lecornu n'a aucune marge de manœuvre avec le bloc central, Philippe, Attal et Retailleau ne voudront jamais céder sur quoi que ce soit.»

Les socialistes se savent surtout observés à la loupe par le reste de la gauche, qui se fait toujours un malin plaisir à les dépeindre en «suppôts du macronisme». Insoumis, communistes et écologistes n'ont pas non plus oublié que leurs ex-partenaires avaient, la fois précédente déjà, promis de faire tomber le gouvernement, avant finalement de laisser passer un budget de «compromis». À ceci près que, cette année, les socialistes sont d'abord préoccupés par leur propre primaire, prévue les deux premiers week-ends d'octobre. Difficile de prôner la non-censure pour qui rêve, à gauche, de contester l'hégémonie de Jean-Luc Mélenchon et de refermer la page du macronisme.

La preuve, même le favori Raphaël Glucksmann promet désormais de soutenir la censure, en cas de «régression sociale et écologique». Une formule floue, certes, mais qui rompt avec la relative prudence dont il faisait montre par le passé. Un an plus tôt, en pleine saison budgétaire, le social-démocrate était tout sauf un irréductible «censeur», allant jusqu'à qualifier d'«acte grave» le fait de renverser un gouvernement. «Raphaël n'a aucun intérêt à être la caution d'un mauvais budget», analyse un influent socialiste. Surtout quand son principal concurrent, Olivier Faure, mais aussi l'«out-

sider» Ségolène Royal, ont bien l'intention de pousser le curseur le plus à gauche possible pendant les trois débats télévisés de la primaire. «Si Raphaël Glucksmann gagne au premier tour de la primaire, est-ce qu'il n'a pas intérêt à prouver qu'il est de gauche en censurant?», s'interroge-t-on dans le camp «fauriste». «Nous serons tous alignés sur la position de celui qui gagnera la primaire», résume un lieutenant du PS.

Tous, sauf peut-être... François Hollande. L'ancien président, qui ne croit pas beaucoup en cette primaire, ne compte sûrement pas laisser ses amis socialistes lui dicter ce qu'il doit faire pendant ces discussions budgétaires. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le député de Corrèze théorise un «moment de vérité» au mois de décembre, échéance à laquelle lui-même officialisera ou non ses nouvelles ambitions présidentielles.

En surplomb, François Hollande, qui s'entoure et reçoit de nombreux experts à son tout nouveau QG à Paris, se veut l'apôtre de la négociation et du compromis avec le gouvernement. «Il ne faut pas que le pays soit arrêté. Je ne censurerai pas s'il n'y a pas de provocations», a-t-il encore plaidé, la semaine dernière, sur le plateau de Franceinfo. Un moyen, sans doute, d'apparaître comme «le» candidat des modérés, quand son rival Raphaël Glucksmann, coïncé par la primaire, prend le risque de s'éloigner des déçus du macronisme. «L'influence de Hollande ou de Cazeneuve sera nulle sur notre position sur le budget», prévient-on autour de l'eurodéputé. ■

Vent debout, les

Pierre-Loeiz Thomas

La rentrée sociale semblait bien calme pour le moment. Ce mois de septembre a bien vu quelques mobilisations dans les hôpitaux ou dans les casernes de pompiers, mais rien de comparable aux grandes manifestations qui s'étaient tenues à la même époque l'année dernière. «On ne dit rien parce qu'on ne sait pas ce qu'il y a dans la copie», s'excusait presque un syndicaliste il y a quelques jours. Après les annonces de Sébastien Lecornu ce jeudi, les syndicats sont désormais au courant. Et ils ne sont pas contents.

Dans sa feuille de route budgétaire dévoilée au *Figaro*, le premier ministre n'a épargné personne. «C'est une copie offensive sur la réduction de la dépense publique dans un pays qui y est trop dépendant», s'est-il justifié dans nos colonnes, se défendant au passage de présenter un budget d'austérité. Les 54 milliards d'euros d'économies avancées par l'exécutif vont demander des efforts conséquents pour les plus jeunes, mais aussi pour les fonctionnaires et les retraités. «C'est un risque politique, je ne l'ignore pas», assume Sébastien Lecornu.

En s'attaquant à des dossiers qui fâchent, le premier ministre le sait, il ouvre la boîte de Pandore syndicale. La seule évocation du gel du point d'indice des fonctionnaires a d'ailleurs suffi à mettre le feu aux poudres. La revalorisation de ce palier qui sert de calcul au salaire brut des agents de la fonction publique est une revendication de longue date des organisations syndicales.

ses annonces sur le budget, et financier

et la dégradation de la situation financière française.

l'équilibre des comptes publics», estime un conseiller ministériel.

Justement, les récents interlocuteurs de Sébastien Lecornu décrivent un premier ministre fébrile quant à la situation financière. «Le pire qui pourrait nous arriver, c'est un accident de marché avant la présidentielle», redoute un cadre du bloc central. Sébastien Lecornu doit aussi composer avec les exigences

d'Emmanuel Macron, qui ne veut pas remettre en cause la politique de l'offre et essaie de contenir le dérapage des finances publiques, alors que la dette publique atteint 117 % du PIB (19 points de plus qu'en 2017). «Lecornu a fait un budget pour qu'il soit lu par les marchés, estime un patron de parti du bloc central. Le hic, c'est que les prix de l'essence augmentent et que la colère sociale peut

s'amplifier.» Vendredi, au cours d'une conférence de presse qui a suivi une réunion avec les partis sur les tensions géopolitiques et les prix de l'énergie, Emmanuel Macron a d'ailleurs appelé à ne pas «dépendre un maximum d'argent» pour faire face à cette crise, mettant plutôt en avant son action pour «traiter les causes», c'est-à-dire les voies d'approvisionnement.

«Lecornu a fait un budget pour qu'il soit lu par les marchés. Le hic, c'est que les prix de l'essence augmentent et que la colère sociale peut s'amplifier»

Un patron de parti du bloc central

Pendant que le président tente de débloquer les routes du pétrole, le premier ministre cherche donc à dégager un chemin parlementaire. En l'absence de majorité, il pourrait ne rester à Sébastien Lecornu qu'un choix entre le recours à l'article 49.3 et l'usage (inédit) des ordonnances, celles-ci ne pouvant intervenir qu'après 70 jours de débats au Parlement. Un interlocuteur régulier d'Emmanuel Macron esquisse cette piste : «L'an dernier, le président souhaitait les ordonnances mais avait perdu son duel avec Lecornu. Cette fois, ça pourrait être différent.» Un scénario envisagé aussi par Hervé Marseille, patron du groupe centriste au Sénat : «Le président voudra partir avec un budget réglé. Il dira à Lecornu : "Voilà les ordonnances, circulez, il n'y a rien à voir".» Pour l'instant, cette possibilité reste officiellement taboue dans les couloirs de l'exécutif, où l'on martèle que c'est désormais au Parlement de s'emparer de la copie budgétaire. Un ancien ministre soupire : «70 jours, c'est long...» ■

Sébastien Lecornu, lors d'une séance de questions au gouvernement, à l'Assemblée nationale, en juillet.

JUMEAU ALEXIS/ABACA



syndicats préparent la riposte



«Cela confirme la nécessité absolue d'une grève la plus forte possible de la part des agents publics», a déclaré Sophie Binet (ici, le 1^{er} mai, à Paris).

Selon les calculs de Matignon, son maintien au niveau actuel devrait permettre d'économiser 2 milliards d'euros l'année prochaine.

Il n'en fallait pas plus pour déclencher la colère des syndicats. «C'est un scandale», s'est aussitôt indigné Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. «Cela confirme la nécessité absolue d'une grève la plus forte possible de la part des agents publics», a martelé la

chef de file du premier syndicat de la fonction publique. La date a déjà été fixée au 29 septembre. Au début du mois, une large intersyndicale (CGT, FO, CFDT, Unsa, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP) avait appelé à une journée de grève et de manifestations ce jour-là pour justement demander une revalorisation des rémunérations et des moyens budgétaires.

Proximité des élections professionnelles

Après ces annonces du premier ministre, les rangs des manifestants devraient s'épaissir un peu plus. Sophie Binet a déjà prêté «une journée noire», invitant au passage «tous les salariés du privé à les rejoindre». «Cela peut effectivement être un déclic, avance Laure Revel, secrétaire générale de la CFDT-fonctions publiques. Au moment où le projet de budget va passer devant la représentation nationale et où des discussions seront encore possibles, espérons qu'elles seront constructives pour la défense de la fonction publique et du service public.»

Sébastien Lecornu a bien tenté de calmer le jeu en promettant «d'ouvrir des discussions avec les syndicats pour éviter que les fonctionnaires ayant les salaires les plus bas ne soient exposés à l'inflation». Le premier ministre aurait également pu rappeler que le gel du point d'indice ne veut pas dire qu'individuellement, les salaires n'augmenteront pas ou que les primes ne seront pas versées. Cela n'aurait sans doute pas suffi à tempérer leurs ardeurs. D'autant que les organisations de salariés sont tentées d'y aller fort. En décembre prochain se tiendront des élections professionnelles dans la fonction publique.

Faire du bruit maintenant pour contrer le budget pourrait également servir d'arguments de campagne dans quelques mois.

Au-delà du gel du point d'indice, c'est bien l'ensemble de la copie budgétaire qui cristallise les tensions. L'annonce d'un nouveau serrage de vis de 2,5 milliards d'euros dans le budget du ministère du Travail fait grincer des dents. Pour réussir à entrer dans les enveloppes fixées par Matignon, Jean-Pierre Farandou a déjà prévu de toucher au compte professionnel de formation (CPF) «qui mérite quelques ajustements», juge Sébastien Lecornu. De quoi agacer encore un peu plus les syndicats, vent debout contre toute modification du dispositif.

Si Sébastien Lecornu jure de préserver «le minimum vieillesse, l'allocation aux adultes handicapés, le RSA ou les petites pensions», la désindexation des retraites, la remise en cause de l'abattement fiscal de 10 % dont bénéficient les retraités ainsi que le gel des aides au logement et les économies annoncées sur les arrêts maladie pourraient également pousser les syndicats à mobiliser leurs troupes dans les rues.

Le premier ministre pourrait alors vivre, comme l'an passé, un automne chahuté. Entre septembre et octobre 2025, le premier ministre avait dû faire face à plusieurs jours de grèves. Devant les leaders syndicaux reçus à Matignon, il avait avoué être le premier ministre «le plus faible de la V^e République». Quelques semaines plus tard, la pression sociale était redescendue et le budget, finalement adopté. Reste à savoir si la stratégie pourrait fonctionner une seconde fois. ■

Regain de tension sur les taux français après les annonces sur les déficits

Julie Ruiz Perez

Ce vendredi matin, Bercy devait retenir son souffle en attendant l'ouverture de la Bourse après les annonces budgétaires de Sébastien Lecornu dans un entretien au Figaro. Le coup n'est pas venu tout de suite. Les taux d'emprunt de la France, bien qu'orientés à la hausse, n'ont pas connu de violente flambée à l'ouverture. Pourtant, à la mi-journée, sur les marchés, un seuil est franchi. Tout aussi inquiétant : l'écart entre les taux d'emprunt à 10 ans de la France et de l'Allemagne – un indicateur majeur de la confiance des marchés dans la capacité de l'État à rembourser sa dette, aussi appelé «spread» – a atteint 1 point de pourcentage (ou 100 points de base). Cette différence n'avait pas été aussi élevée depuis 2012, année paroxystique de la crise des dettes souveraines de la zone euro.

Jeudi dans la soirée, le ministère de l'Économie a officiellement dégradé sa prévision de déficit pour 2026. «Le gouvernement table sur un déficit de 5,4 %», a annoncé un conseiller ministériel. Ce chiffre fatidique va donc déraper cette année de 0,4 point (soit une douzaine de milliards d'euros) par rapport à la cible inscrite dans le budget 2026 (5 %) et de 0,3 point par rapport au déficit 2025 (5,1 %). Quelques heures avant cet aveu d'échec, le premier ministre Sébastien Lecornu fixait, dans son interview au Figaro, à 5 % l'objectif de déficit pour l'année prochaine. Il indiquait également qu'il comptait inscrire un effort de 54 milliards d'euros dans son budget 2027 et annonçait plusieurs mesures d'économies telles que le gel du point d'indice des fonctionnaires ou le gel de certaines prestations sociales. Autant d'annonces susceptibles de provoquer une colère sociale dans un pays rendu inflammable par la hausse du prix des carburants.

Ainsi, à plusieurs titres, ces nouvelles ont de quoi inquiéter les marchés. Pour rappel, la dette française dépassait les 117 % du PIB au printemps et son déficit compte parmi les plus élevés de la zone euro. En décembre, l'Agence France Trésor estimait que le pays émettrait environ 310 milliards d'euros de dette cette année. À l'époque, l'obligation française s'échangeait à un taux compris entre 3,4 % et 3,6 %. Ce vendredi, en milieu de journée, le taux souverain français était installé au-dessus de 4,5 %, un niveau qu'il n'avait pas atteint depuis 2008. Il n'est pas descendu sous les 4 % depuis la fin août.

Fin février, le conflit au Moyen-Orient a entraîné une augmentation mondiale de l'inflation et des taux d'emprunt des États. Pendant des mois, la France a suivi le mouvement, voyant progresser son niveau de rendement au même rythme que ceux des voisins de la zone euro. Mais, depuis quelques jours, le «spread» bat de tristes records. Pour beaucoup d'experts, ce phénomène est symptomatique de la défiance croissante des marchés envers la dette française avant le budget 2027 et l'élection présidentielle.

Surtout, le dérapage du déficit 2026 et la modeste cible de réduction pour 2027 indiquent que le retour de la France sous les 3 % – la règle européenne – est encore bien loin. Toutefois, les investisseurs s'attendaient à cette dérive de la trajectoire de redres-

sement des comptes publics. «Les nouvelles sont négatives à la marge, mais les marchés ont intégré depuis longtemps que le déficit français n'atteindrait pas les 5 % prévus cette année», analyse Alexandre Stott, économiste en charge de la France et de l'Europe chez Goldman Sachs, qui tablait sur un déficit autour des 5,3 % depuis des mois. L'absence de panique sur les taux français à l'ouverture laisse à penser que l'annonce de Bercy n'a, de fait, pas été une grande surprise pour les milieux économiques.

Pour les experts, les finances publiques françaises sont engagées dans une longue période d'instabilité qui durera au moins jusqu'à la présidentielle. «Il est possible que la composante politique en France l'emporte sur la composante géopolitique», prévoit Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marché chez IG France. «La campagne présidentielle va être compliquée, va alerter et inquiéter les marchés. On peut s'attendre à des tensions sociales qui s'ajouteraient aux tensions obligataires», abonde Vincent Juvyns, analyste pour ING. À ces incertitudes s'ajoutent celles liées à l'adoption du budget : «Il est difficile de distinguer une voie de passage, explique l'économiste de Goldman Sachs, d'autant que l'an dernier le compromis avait coûté cher au gouvernement.» Le projet de loi de finances déposé en octobre prévoyait une cible de déficit de 4,7 % pour 2026. Au fil des renoncements, le gouvernement avait réduit son ambition de redresser les comptes en la portant à 5 %. «Les investisseurs prennent en compte qu'un scénario similaire pourrait se reproduire cette année», affirme l'expert.

«Les nouvelles sont négatives à la marge, mais les marchés ont intégré depuis longtemps que le déficit français n'atteindrait pas les 5 % prévus cette année»

Alexandre Stott Économiste en charge de la France et de l'Europe chez Goldman Sachs

Malheureusement, ce pessimisme risque de peser sur une équation budgétaire déjà inextricable. La hausse des taux provoque mécaniquement une augmentation de la charge de la dette. Cette année, elle est estimée à 65 milliards d'euros, soit plus que les budgets de l'éducation ou de la défense (hors retraites). La hausse des intérêts cette année explique à elle seule un quart du dérapage du déficit, selon une source à Bercy. En 2027, la dette va continuer de peser lourd sur le budget. «Le pays va devoir trouver 10 milliards d'euros supplémentaires pour la financer!», s'exclame Sébastien Lecornu, dans Le Figaro.

Malgré tout, les autorités se veulent rassurantes et jurent qu'il n'y a pas de risque de crise financière. «Aujourd'hui, ce que nous constatons sur le marché de la dette française, c'est qu'il n'y a pas de difficultés de l'Agence France Trésor pour lever des fonds. La dette française est très attractive et les investisseurs achètent nos titres, demandent plus de titres que ce que nous offrons et donc il n'y a pas de craintes sur le financement de l'État», assurait mardi Emmanuel Moulin, le gouverneur de la Banque de France. ■

Un écart inédit depuis 14 ans

Taux d'intérêt des emprunts d'État à 10 ans depuis 2010



Source : Bloomberg

À l'aube de la campagne, Macron expose aux candidats un décor de crises internationales

Nicolas Barotte

Le chef de l'État a reçu vendredi à l'Élysée les candidats à la présidentielle ou leurs représentants pour leur détailler les conséquences des crises internationales en Ukraine et au Moyen-Orient.

La campagne se déroulera dans l'ombre pesante de crises internationales multiples. Sur le trottoir en face de l'Élysée, les candidats à la présidentielle ou leur représentant ont dû en convenir. À l'issue de la réunion convoquée vendredi matin par le président de la République, les commentaires étaient lestés par la gravité des faits. Pendant plus de deux heures, le président de la République, qui se pose en « garant » du scrutin et qui s'inquiète pour la cohésion nationale, leur a exposé les conséquences de la guerre en Ukraine, engagée il y a plus de quatre ans et demi par la Russie, et de la guerre décidée par les États-Unis et Israël contre l'Iran au printemps dernier. Les promesses électorales ne pourront pas s'affranchir de cette réalité. Aucune sortie de crise n'est à prévoir à court terme, a prévenu le président.

« Nous avons eu des informations sur la situation internationale, qui est loin d'être rassurante », a rapporté le prési-

« Lorsque les mobilisations sociales protestent contre les conséquences de phénomènes qui ne sont pas le résultat d'actions gouvernementales, elles disent une souffrance, mais elles produisent moins une solution. Restons unis, concentrés »

Emmanuel Macron

dent du RN, Jordan Bardella, qui représentait Marine Le Pen. « La situation internationale est durablement dégradée », a admis Manuel Bompard pour Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise. Avant la guerre, le RN et le LFI plaidaient, chacun à sa manière, pour un dialogue conciliant avec la Russie. Depuis 2022, ils tentent de faire oublier ces positions anciennes. Le contexte s'est considérablement durci. « Il y a des raisons d'être inquiet », a commenté lucidement l'écologiste Marine Tondelier. « Le président de la République a la responsabilité d'expliquer la situation. Certains n'en ont pas conscience », a observé l'ancien premier ministre Édouard Philippe. L'impact des crises « va se faire durablement sentir », a-t-il ajouté. Bruno Retailleau, Raphaël Glucksmann et Fabien Roussel l'ont souligné aussi.

En alertant les candidats à sa succession sur l'état du monde, le président de la République espère éviter une exploitation de la colère sociale et imposer un consensus minimal sur le diagnostic géopolitique. Face aux manœuvres de déstabilisation orchestrées par la Russie



Le président de la République, Emmanuel Macron, vendredi à l'Élysée, après sa rencontre avec les candidats à sa succession ou leurs représentants.

THOMAS SAMSON / VIA REUTERS

et dans la perspective d'un possible « choc » militaire dans les prochaines années, le « renforcement de la résilience » est un premier rempart, confie un haut gradé français. Alors que les armées doivent se préparer à toutes les hypothèses, l'état du pays et le résultat de la prochaine élection sont devenus un sujet d'inquiétude dans les États-majors. « La division nous rendra moins forts pour affronter ces crises », a déclaré le chef de l'État.

À l'issue de la réunion à l'Élysée, le président de la République a présenté devant la presse un panorama inquiétant. « La menace hybride russe à l'égard des Européens et de la France s'est intensifiée », a-t-il mis en garde. À huis clos, son propos avait été appuyé par les exposés des responsables du renseignement intérieur, extérieur et militaire. « Nul n'est à l'abri », a insisté le président, en invitant à une « posture de vigilance ». Le gouvernement va travailler à un plan de protection des infrastructures critiques et des sites sensibles. Des dispositions réglementaires sont déjà prévues dans la loi de programmation militaire adoptée en juillet.

« La deuxième crise que nous vivons, ce sont les conséquences de la guerre au Proche et Moyen-Orient, et en particulier les conséquences sur le prix de l'énergie. Nul n'ignore ici ce que vivent tant et tant de nos compatriotes, de familles, depuis ces dernières semaines où le prix des carburants a fortement augmenté », a-t-il complété, sans démentir l'hypothèse que le prix de l'essence dépasse bientôt 2,50 euros par litre. La situation est « angoissante », a-t-il ajouté. Mais la hausse des prix n'est « pas la conséquence de décisions gouvernementales », a-t-il insisté. Elle « est due intégralement aux guerres et à la situation internationale » au Moyen-Orient et en Ukraine.

La colère sociale forme un terrain de campagne inflammable. « Les mobilisations sociales sont toujours légitimes, mais elles sont efficaces lorsqu'elles ont un débouché qui est à la main du gouver-

nement », a prévenu le président de la République. « Lorsqu'elles protestent contre les conséquences de phénomènes qui ne sont pas le résultat d'actions gouvernementales, elles disent une souffrance, mais elles produisent moins une solution. Restons unis, concentrés », a-t-il recommandé, alors que le fantôme des « gilets jaunes », le mouvement social

qui avait fracturé son premier mandat, resurgit. Les candidats des extrêmes rêvent d'en profiter.

Si personne ne peut nier que la France n'est pas responsable de la guerre en Iran et que l'agressivité de la Russie s'accroît, aucune unité nationale n'est à espérer. « Ceux qui n'ont pas été capables, quand les États-Unis ont attaqué



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Une pérennisation du « format Saint-Denis » ?

Sans avoir jamais modifié les institutions, Emmanuel Macron laissera peut-être à son successeur un legs en la matière. L'expression « format Saint-Denis » a en effet été utilisée dans le communiqué officiel de la présidence annonçant la réunion des chefs de parti sur la situation internationale et ses conséquences sur la question énergétique en France.

Opération de communication ou tournant durable de gouvernance ? C'est à la rentrée 2023, pour tourner la page des turbulences de la réforme des retraites, que le chef de l'État avait eu cette idée dans l'espoir - l'illusion ? - de faire émerger des propositions consensuelles. C'était avant la funeste dissolution mais, déjà, la majorité n'était plus que relative ; et, ne renonçant pas à son concept de « dépassement », Macron se demandait comment conjurer le spectre de l'immobilisme menaçant son second mandat. La rencontre avait eu lieu dans les locaux de l'établissement de la Légion d'honneur, à Saint-Denis. D'où son appellation.

Le format avait surpris et séduit. Mais n'avait pas donné de fruits concrets. L'appel à plus de référendums, formulé par tous, s'étant perdu dans



les sables, les thèmes mis en avant par les uns (l'immigration, les retraites) étant rejetés par les autres. L'idée aurait pu en rester là, mais Macron a renouvelé et, finalement, pérennisé la formule, en la transférant à l'Élysée et en la recentrant sur les questions de politique internationale, de sécurité et de défense. Ce fut le cas à plusieurs reprises sur l'Ukraine. C'était à nouveau le cas ce vendredi.

Selon une formule qu'affectionne le chef de l'État, un « format Saint-Denis » a pour ambition de « partager la contrainte ». Communiquer aux chefs de parti, dont beaucoup aspirent à lui succéder, des informations stratégiques et parfois confidentielles est ainsi un moyen de les pousser à sortir de l'opposition de principe et de formules. Et, en leur faisant toucher du doigt la gravité autant que la complexité des

enjeux mondiaux, les « hisser au bon niveau de responsabilité », comme le prétend l'un de ses proches. Autant dire : à les préparer à la fonction - lecture altruiste de l'exercice - tout en restant au centre du jeu et en leur montrant sa propre maîtrise du sujet - lecture narcissique du même exercice.

À sept mois - jour pour jour - du premier tour de la prochaine présidentielle, le « format Saint-Denis » trahit aussi un autre souci d'Emmanuel Macron : jouer son rôle jusqu'au terme de sa présidence. N'étant plus directement opérationnel, même s'il suit de très près la préparation du budget, il cherche à préserver une forme de suprématie institutionnelle et régaliennne. Il ne peut ni se représenter, ni parrainer un prétendant, ni dicter les discours des candidats, à commencer par ceux de son camp. Ne pouvant pas plonger dans la mêlée électorale, il prétend la surplomber. En misant sur ce message subliminal : écoutant la différence.

Quant au « format Saint-Denis », il reviendra à celui ou à celle qui le raccompagnera sur le perron de l'Élysée le 13 mai de dire s'il en fait à son tour un vecteur d'action et de communication ; ou s'il le range dans le tiroir des fausses bonnes idées. ■

2027
LE GRAND ORAL

DIMANCHE 20 SEPTEMBRE À 18H

SÉGOLÈNE ROYAL
Candidate à la primaire socialiste

Présenté par
Marc Fauvelle & Marie Chantrait
avec **Jim Jarrassé**

BFMTV.
LE FIGARO

En 2027, le centre craint le grand effacement

Loris Boichot et Lucas Hélien Envoyé spécial à L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse)

Peu convaincu par Attal et Philippe, le MoDem, qui fait sa rentrée, s'inquiète pour sa survie.

Les centristes sont tristes. Après deux quinquennats de leur allié Emmanuel Macron, empêché de se représenter, beaucoup ne se retrouvent dans aucun des candidats déclarés à l'élection présidentielle de 2027. Pas même ceux d'Horizons et de Renaissance, Édouard Philippe et Gabriel Attal.

Pour la rentrée du parti historique du centre, le Mouvement démocrate (MoDem), François Bayrou a réuni une sorte de club des « non-alignés », dans le cadre chic et champêtre du domaine de Mousquet, à L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse). L'ex-chef de gouvernement rassemble jusqu'à dimanche des personnalités allant de Jean-Louis Borloo à Xavier Bertrand, en passant par Thierry Breton, Éric Dupond-Moretti ou encore Elisabeth Borne.

Face aux « extrêmes », « nous choisissons la démarche pour que le pays échappe au pire », a-t-il indiqué dès vendredi soir devant ses troupes, conscient que se joue l'avenir de son courant politique en 2027. En arrivant sur site, où des glaces locales attendent les participants dans une ambiance musette, il s'est offert un court conciliabule sous l'ombre des platanes avec Bernard Cazeneuve.

Une parenthèse, en plein procès en appel des assistants d'eurodéputés du parti, et après une année marquée par sa dure défaite dans son fief de Pau. « La hantise de François Bayrou est d'être le fossoyeur du centre, car le centre, c'est sa vie », songe le député MoDem Richard Ramos.

Pour 2027, beaucoup s'alarment de la dispersion des candidatures à la présidentielle, face à une « extrême droite » et une « extrême gauche » en position de



Le président du MoDem, François Bayrou, vendredi, sur le perron de l'Élysée. SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

nouveau », au nom d'un « renouvellement profond » qu'attendraient les Français.

Dans la même veine, soucieux de préserver le dépassement des clivages gauche-droite cher au chef de l'État, les macronistes historiques s'activent. Deux hommes forts de sa campagne présidentielle de 2017, Clément Beaune et Philippe Grangeon, ont récemment lancé un appel à bâtir sans attendre une large coalition, allant de la « gauche étanche à LFI » jusqu'à « la droite hermétique au RN ». « On ne gagne pas contre Marine Le Pen sans un vaste rassemblement, dès le premier tour », écrivent le haut-commissaire au Plan et l'ex-conseiller spécial d'Emmanuel Macron, dans une tribune publiée dans *La Grande Conversation*.

« Le centre est au cœur d'un combat très difficile, et qui semble en passe d'être perdu, pour la défense des valeurs fondamentales qui sont les nôtres depuis la Libération »

Jean-Louis Bourlanges
Ancien député MoDem

L'hypothèse d'une élection présidentielle gagnée, mais d'une majorité toujours relative à l'Assemblée nationale, après les élections législatives, reste un cauchemar pour les centristes. Le scénario du « grand plongeon », redoute Hervé Marseille, président de l'UDI, partisan de discussions immédiates pour préparer ce scrutin.

Mais, dans le débat public, la pression des extrêmes est trop forte pour le « bloc central », à entendre la présidente du Parti radical, Nathalie Delattre. « Les électeurs ne retiennent que les idées "y a qu'à, faut qu'on" des populistes, en ayant conscience que ce n'est pas financé, mais ça les marque », observe la sénatrice de Gironde. Et au centre, il y a une sorte de gloubi-boulga de cuisine. Il faut qu'on montre notre capacité à nous réunir. » ■

François Bayrou maintient le tabou de sa succession

En un an, François Bayrou a perdu Matignon, puis sa mairie de Pau. Mais, à 75 ans, il reste décidé à garder son parti. C'est lui qui a lancé la rentrée de son Mouvement démocrate (MoDem), vendredi 18 septembre, par un discours à L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse). Comme chaque année. À la tête de plusieurs partis centristes depuis 1994 - le Centre des démocrates sociaux, Force démocrate, l'UDF puis le MoDem -, l'ex-premier ministre tient à ne pas ouvrir sa succession. À l'Élysée, son allié Emmanuel Macron est empêché par la Constitution de se représenter. Pas lui.

En mars prochain, François Bayrou devait remettre en jeu la présidence de sa formation. « On a le temps », a-t-il fait comprendre à ses troupes. Il a fait adopter par son conseil national, avant l'été, le report de cette échéance à octobre 2027. Selon lui, « il n'était pas raisonnable de faire l'élection en plein milieu de la campagne présidentielle ». Surtout au moment où l'avenir du centre en politique, le combat de sa vie, est menacé. Et où il laisse planer le flou sur son ralliement en 2027, depuis qu'il a renoncé à une quatrième candidature.

Difficile, toutefois, de maintenir l'interdit de l'après-Bayrou, tant la compétition s'accroît, en coulisses, entre ses deux potentiels héritiers : Marc Fesneau, chef des 37 députés MoDem, et Jean-Noël Barrot, ministre des Affaires étrangères. Sans compter la demande de renouvellement constatée dans les fédérations. « Sur le terrain, des militants disent : "il faut changer" », rapporte un responsable départemental. Tous ont été pris de court, en 2021, par le décès brutal de Marielle de Sarnez, la « sœur d'armes » de François Bayrou, qui a plongé la formation centriste dans le désarroi. Depuis, le Béarnais s'appuie sur ses deux vice-présidents, en se gardant bien d'afficher sa préférence. « Avoir permis de les faire éclore, c'est une très grande fierté », affirme-t-il en privé.

Au MoDem, où tous s'accordent sur une ligne sociale-libérale et proeuropéenne, chacun s'est fait une spécialité. Au stratège Marc Fesneau, 55 ans, les discrètes discussions avec les partis alliés, les négociations à l'Assemblée nationale et les discours sur l'agriculture, qu'il a pilotée comme ministre de 2022 à 2024.

Au surdiplômé Jean-Noël Barrot, 43 ans, fils de l'ancien ministre Jacques Barrot, les multiples déplacements à l'international avec Emmanuel Macron - encore dimanche, pour une assemblée générale des Nations unies à New York -, les odes au corpus idéologique du centre et les plateaux des « 20 Heures ». Une exposition médiati-

que que lui confère son statut de chef de la diplomatie.

« Jean-Noël est assez actif, observe Arnaud Péricard, maire (Horizons) de Saint-Germain-en-Laye, dans son département des Yvelines. Le Quai d'Orsay est un outil qui lui permet de voir pas mal de monde. » À partir du 28 septembre, l'ambitieux ministre se lance dans une série de douze déplacements, déclinaisons locales de sa « Fête de la démocratie » qu'il a inaugurée en juin à Versailles. Dans son parti, le député Richard Ramos le pousse à se déclarer en 2027 : « Il faut qu'on ait la capacité d'avoir un candidat qui incarne une nouvelle génération. Cela devrait être Jean-Noël Barrot », estime-t-il, même si l'intéressé dit l'exclure.

Pour ne pas mécontenter le président du MoDem, Marc Fesneau et Jean-Noël Barrot prennent soin de ne pas nourrir le récit d'une « guerre des chefs »

Pour ne pas mécontenter François Bayrou, les deux hommes prennent soin de ne pas nourrir le récit d'une « guerre des chefs ». « C'est une erreur de les opposer, ils sont complémentaires ! », assure Marie-Pierre Vedrenne, ministre déléguée (MoDem) à la Citoyenneté. Rare trace publique de leur lutte d'influence, Marc Fesneau a réagi sur X, en avril, aux propos de son rival évoquant dans *La Tribune Dimanche* un « ralliement chèrement payé » du parti à un candidat en 2027. « Nous ne sommes pas à vendre », avait répliqué le député.

Les intérêts des deux démocrates-chrétiens ont déjà divergé lors de la nomination de Michel Barnier, en septembre 2024. Marc Fesneau n'hésitait pas à dénoncer une droite qui « exprime un sentiment de domination », alors que Jean-Noël Barrot, silencieux, attendait d'être nommé au Quai d'Orsay. Malgré leur fidélité à François Bayrou, ils n'ont pas défendu haut et fort ses dernières initiatives. Ainsi de sa proposition d'une large primaire allant de la gauche à la droite modérées, ou de sa promotion d'une candidature de l'ex-commissaire européen Thierry Breton.

En interne, beaucoup observent avec circonspection cet affrontement sourd. Une « guerre des Diadoques », selon la comparaison ironique de l'ex-député MoDem Jean-Louis Bourlanges, du nom des batailles menées pour la succession d'Alexandre Le Grand. Mais François Bayrou, « c'est quelqu'un qui ne dételle pas, relève-t-il. Renoncer, c'est mourir ». ■

force dans les sondages. Au point de leur faire craindre l'effacement total au second tour. « Chaque jour, le risque s'aggrave sans que personne ne semble le mesurer », a déclaré François Bayrou vendredi soir. En aparté, le chef de file des députés MoDem, Marc Fesneau, s'inquiète de la « campagne sans faute » de l'Insoumis Jean-Luc Mélenchon.

Pour éviter la disparition, François Bayrou, qui a renoncé à briguer l'Élysée une quatrième fois, tente de faire valoir sa préférence. Il a plaidé cet été, dans *Le Figaro*, pour une large primaire allant de la gauche sociale-démocrate jusqu'aux « gaullistes ». De François Hollande, avec qui il maintient le dialogue, jusqu'à Bruno Retailleau, qu'il respecte.

L'ex-premier ministre a poussé, pour sa part, une candidature de l'ancien commissaire européen Thierry Breton. Sans susciter l'entrain espéré. Cette initiative, « ça a un côté "je fais monter les enchères" », décrypte une parlementaire du MoDem. « Ce n'est pas parce qu'on n'est pas candidat qu'on doit garder sa

langue dans sa poche. On s'engagera pleinement dans cette campagne », a assuré mardi, au « 20 Heures » de France 2, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

À l'heure des conflits internationaux et des autoritarismes, « le centre est au cœur d'un combat très difficile, et qui semble en passe d'être perdu, pour la défense des valeurs fondamentales qui sont les nôtres depuis la Libération », prévient l'ancien député MoDem Jean-Louis Bourlanges. Et cette figure historique du parti d'énumérer la construction européenne, l'État de droit ou encore les libertés fondamentales. « À ce jour, la plateforme centrale est en situation d'extrême précarité. Si elle ne dégage pas un candidat qui dise vraiment quelque chose au pays, elle sera perdue », alerte-t-il.

Mais l'expérience du gouvernement aux côtés des macronistes, pendant dix ans, rend cette ambition moins audible qu'auparavant. Conscient de l'impopularité d'Emmanuel Macron, François Bayrou plaide pour un « cycle vraiment

Comprendre la

valeur de vos objets

Arts décoratifs, le 23 novembre 2026

Vins de collection, le 7 octobre 2026

Révéler leur

prix

ESTIMATION

EN LIGNE

Gros & Delettrez

Maison de ventes aux enchères

Rive gauche : + 33 (0)1 42 22 04 17 • rivegauche@gros-delettrez.com

Rive droite : + 33 (0)1 47 70 83 04 • rivedroite@gros-delettrez.com

Friedrich Merz sous pression maximale avant les élections régionales

Aude Bariéty de Lagarde Correspondante à Berlin

Après sa débâcle en Saxe-Anhalt, la CDU craint de nouveaux mauvais résultats dimanche à Berlin et dans le « Meck-Pom » qui fragiliseraient encore plus le chancelier... Jusqu'au point de rupture ?

Élections régionales de septembre, rounds deux et trois. Dimanche, deux semaines après les habitants de Saxe-Anhalt, ceux de Berlin et du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale sont à leur tour appelés à se rendre aux urnes afin d'élire leur maire ou leur ministre-président pour les cinq prochaines années. Si aucune de ces élections ne s'annonce aussi cruciale que celle de Saxe-Anhalt, elles se tiennent toutefois dans un contexte explosif et sont surveillées de près, en Allemagne comme à l'étranger, et notamment à la chancellerie fédérale, où le chef du gouvernement, Friedrich Merz (CDU), subit une pression maximale. Le 6 septembre dernier, à Magdebourg, la capitale régionale de Saxe-Anhalt, les élus et militants de l'Afd exultaient au Vieux Théâtre tandis que ceux de la CDU assistaient, hébétés, à leur débâcle depuis l'hôtel Maritim. Avec 43,8 %, le parti créé en 2013 signait le meilleur résultat à une élection régionale de son histoire, sans pour autant parvenir à décrocher la majorité absolue des sièges au Parlement régional. Depuis, le candidat tête de liste Ulrich Siegmund multiplie les tractations pour tenter d'arracher cette majorité et devenir ministre-président - ce qui constituerait une première.

En parallèle, les campagnes dans la capitale fédérale et le « Meck-Pom » sont entrées dans leur dernière ligne droite. Avec, en toile de fond, des questions obsédantes : l'« effet domino » qu'Ulrich Siegmund appelait de ses vœux durant sa campagne va-t-il avoir lieu ? Après avoir inondé la Saxe-Anhalt, la « vague bleue » va-t-elle déferler sur les autres Länder ? La déroute de la CDU en Saxe-Anhalt sera-t-elle suivie d'une perte de la « mairie rouge » de Berlin et d'un naufrage dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale ? La capitale fédérale sera-t-elle dirigée par une maire de gauche radicale pour la première fois ? Il faudra attendre dimanche 18 heures pour le savoir. Mais les derniers sondages donnent déjà des éléments de réponse.

À Berlin, après sept années de coalition SPD - Verts - Die Linke, la CDU et le SPD gouvernent la ville-région depuis avril 2023 sous la houlette du maire conservateur, Kai Wegner. Mais ce n'est pas ce dernier qui mène la

campagne actuelle de la CDU. Empêtré dans un scandale lié à la coupure d'électricité massive survenue au mois de janvier à la suite d'un incendie criminel - il s'était accordé une pause tennis en pleine crise puis avait menti sur les appels qu'il avait passés ce jour-là - le quinquagénaire a renoncé en juillet à être tête de liste.

C'est Stefan Evers, chargé des finances, qui a pris le relais. Il recueille actuellement 20 % des intentions de vote, juste derrière la candidate de Die Linke, Elif Eralp, à 22 %. À respectivement 18 % et 15 %, se trouvent l'Afd et les Verts. Et en cinquième position, le SPD pointe à 12 %. L'élection berlinoise, plus centrée sur les enjeux locaux que fédéraux - les électeurs citent le logement comme première préoccupation - est donc encore très ouverte.

« Une victoire de Die Linke constituerait un tournant historique : jamais un parti de gauche radicale n'a dirigé le gouvernement de Berlin »

Jeanette Süß

Chercheuse au Comité d'études des relations franco-allemandes de l'Ifri

Les deux coalitions les plus souvent évoquées sont CDU - SPD - Verts ou Die Linke - SPD - Verts. La dynamique semble toutefois du côté d'Elif Eralp, « candidate populaire incarnant un profil jeune, moderne, multiculturel mais plus radical », note Jeanette Süß, chercheuse au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Dans un « briefing » datant de début septembre, cette dernière rappelait qu'« une victoire de Die Linke constituerait un tournant historique : jamais un parti de gauche radicale n'a dirigé le gouvernement de Berlin ».

Dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, Land rural et bordé par la mer Baltique situé dans le nord-est de l'Allemagne, l'Alternative für Deutschland a longtemps fait la course en tête. Mais dans la dernière ligne droite, le mouvement aujourd'hui crédité de 36 % des voix s'est fait souffler la première place par le SPD de la ministre-présidente Manuela Schwesig (37 %), qui capitalise sur sa

popularité personnelle et a réalisé une très belle remontée au cours des derniers mois. En troisième position, Die Linke, partenaire junior de la coalition gouvernementale actuelle, réunit 9 % des intentions de vote.

Derrière, la CDU enchaîne les sondages catastrophiques et pointe désormais à 6 %. « Le pire résultat du parti remonte à 1951, lorsqu'il avait obtenu 9 % à Brême. Il risque désormais de faire encore moins bien », analyse Wolfgang Muno, enseignant à l'université de Rostock. Et avec la marge d'erreur de deux ou trois points de pourcentage dans les sondages, il n'est même pas certain que la CDU franchisse la barre des 5 % nécessaires pour être représentée au Parlement régional.

Le politologue voit plusieurs explications à ce naufrage. D'abord, la valse des leaders locaux de la CDU ces dernières années. « L'actuel président du parti, Daniel Peters, est le cinquième président régional de la CDU en moins de dix ans. Et il est très peu connu », commente-t-il. Ensuite, l'échec du mouvement conservateur à occuper son nouveau rôle de parti d'opposition après l'élection régionale de 2021, à la suite de laquelle il n'a plus fait partie de la coalition gouvernementale. « La CDU n'a pas su gérer la situation, pas réussi à se démarquer en tant qu'opposante, pas présenté de programme concret », poursuit Wolfgang Muno.

Pour la CDU locale, la « goutte d'eau qui fait déborder le vase » ne vient toutefois pas du Mecklembourg ; elle ruisselle depuis Berlin. Le « mécontentement » à l'encontre de la CDU fédérale, de la coalition gouvernementale et du chancelier Friedrich Merz est « massif », soulignent en chœur plusieurs politologues interrogés par *Le Figaro*. 88 % des Allemands se disent désormais insatisfaits du travail du natif de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, au pouvoir depuis mai 2025 seulement. Une impopularité « tout simplement catastrophique », commentent ces mêmes experts.

« Au-delà des enjeux locaux, il est très fréquent que les élections régionales soient influencées par des enjeux fédéraux et que les électeurs votent en partie "pour" ou "contre" le gouvernement fédéral en place, rappelle Carsten Koschmieder, enseignant à la Freie Universität de Berlin. Il est difficile et rare pour un candidat de réussir à échapper à



Le chancelier fédéral Friedrich Merz lors d'un meeting électoral, au siège de la CDU à Berlin, le 17 septembre.

DDP/ANDREAS GORA VIA REUTERS

cette tendance ; c'est par exemple le cas de Manuela Schwesig, la candidate du SPD dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, car c'est une ministre présidente très appréciée ».

La CDU, elle, subit de plein fouet le rejet suscité par son président. Dans ces conditions, Friedrich Merz peut-il rester en poste à la chancellerie jusqu'à la fin de son mandat, prévue en 2029 ? Bien que le chef du gouvernement ait assuré qu'il ne comptait pas « abandonner », il subit une pression chaque jour plus forte, y compris au sein de son propre parti, et les rumeurs de Kanzlerwechsel (changement de chancelier) se font de plus en plus insistantes.

Il a d'ailleurs convoqué une réunion de la direction de la CDU dimanche soir, au moment des résultats des deux élections régionales, et annulé son voyage à New York prévu la semaine prochaine. Seule éclaircie dans sa sombre semaine : la déclaration commune des huit ministres présidents CDU du

pays appelant à la « stabilité » et l'« unité ». « Les citoyens peuvent avoir confiance : nous nous attaquerons à leurs problèmes. En tant que ministres présidents, nous voulons et allons y contribuer avec le chancelier fédéral », ont-ils écrit. Toutefois, note un bon observateur de la vie politique allemande, « l'existence même d'une telle déclaration en dit long... et le nom du chancelier n'est pas précisé ! ».

Les électeurs des autres partis, eux, ne donnent pas cher de la peau du septuagénaire. « Ça va être difficile pour lui de tenir jusqu'en 2029 », estime Jenny, 35 ans, croisée à un meeting du SPD à Rostock. « Si les résultats à Berlin et dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale sont très mauvais, le débat va encore s'envenimer, renchérit Wolfgang Muno. Mais ensuite se pose la question de l'alternative. Qui pour remplacer Friedrich Merz ? » La presse allemande cite souvent les noms de Hendrik Wüst, ministre président CDU de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, et de Markus Söder, ministre président CSU de Bavière. Mais jusqu'à présent, conclut le politologue, « personne n'a encore osé sortir du bois... » ■

À Berlin, le logement, priorité des électeurs... et des partis

« Pour la visite d'appartement, montez s'il vous plaît au troisième étage du premier bâtiment. Merci », annonce l'affichette scotchée sur la porte cochère en bois sombre. Au troisième étage de cet immeuble berlinois de l'entre-deux-guerres au crépi beige, l'une des portes palières est en effet entrebâillée.

Juste derrière, une agente immobilière coche sur une longue liste les noms des personnes venues visiter le fameux appartement, tout en répondant aux nombreuses questions qui lui sont posées. Dans toutes les pièces, couples avec ou sans enfants, parfois avec chien en laisse, inspectent les lieux tout en observant du coin de l'œil la concurrence. Au moins une vingtaine de personnes sont présentes simultanément - et d'autres sont encore attendues.

Une scène désormais banale à Berlin, qui n'est plus la ville « arm, aber sexy » (« pauvre, mais sexy ») décrite par Klaus Wowereit, maire (SPD) entre 2001 et 2014. Comme dans beaucoup d'autres métropoles européennes, la recherche d'un toit y est devenue un véritable parcours du combattant. « Un enfer »,

souffle même un néo-Berlinois venu gonfler les rangs des 3,92 millions d'habitants de la capitale allemande - dont près de 85 % de locataires, selon des chiffres de l'Office de la statistique de Berlin-Brandebourg datant de 2022. Alors que la population locale croît à un rythme soutenu, « dépassant l'activité de construction », souligne Kristin Wellner, professeur à la Technische Universität (TU) de Berlin, un système à double vitesse présentant « des distorsions particulièrement marquées » s'est peu à peu mis en place : les heureux locataires de longue date s'accrochent à leur appartement aux prix restés très bas, tandis que ceux qui cherchent à se loger sont confrontés à la fois à la faiblesse de l'offre disponible et à la cherté des loyers.

« La situation tendue sur le marché du logement berlinois apparaît particulièrement clairement lorsqu'on effectue une comparaison à long terme », souligne l'Investitionsbank Berlin (IBB), qui publie tous les ans un rapport sur le marché du logement. Dans son étude datant de 2025, l'IBB met en évidence que la médiane des loyers proposés s'élevait à 9 euros du mètre carré en 2016 contre 15,78 euros du mètre carré

en 2025, « soit une hausse de 75,3 % ». « La pression sur les prix ne se manifeste pas seulement dans le centre-ville, mais également dans les quartiers périphériques, et s'étend de plus en plus à la périphérie de Berlin ainsi qu'à l'ensemble de l'aire métropolitaine », ajoute le rapport. De quoi pousser plus de 10 000 personnes dans les rues berlinoises, le samedi 5 septembre dernier, avec le mot d'ordre : « Des logements, maintenant ! Faites baisser les loyers ! »

La situation est si difficile que la question du logement s'est imposée comme la première préoccupation des habitants de la capitale fédérale, loin devant les enjeux liés aux transports, à la criminalité, à l'éducation et à la propreté, et a

« J'ai toujours dit que, si j'étais élue maire, je mettrais tout en œuvre pour rendre la ville à nouveau abordable et faire baisser les loyers »

Elif Eralp Tête de liste de Die Linke à Berlin

pris une place importante dans la campagne électorale qui se termine ce week-end. Les Berlinois votent ce dimanche afin d'élire leurs représentants pour les cinq années à venir. Qui succèdera au maire CDU actuel, Kai Wegner, à la Rotes Rathaus (« mairie rouge »), et à la tête de quelle coalition ? Le dauphin de ce dernier, Stefan Evers, actuellement chargé des finances ? La populaire Elif Eralp, tête de liste du parti de gauche radicale Die Linke ? Les derniers sondages, très serrés, incitent à la prudence. Die Linke est actuellement en tête avec 22 %, devant la CDU (20 %), l'Afd (18 %), les Verts (15 %) et le SPD (12 %).

Tous ces partis savent à quel point le sujet du logement est crucial pour les électeurs. Die Linke, en particulier, a su s'emparer de la thématique. Sur la façade de la Karl-Liebknecht-Haus, le siège du mouvement de gauche radicale depuis 2007, une immense banderole réclame de « rendre les loyers abordables ». La candidate Elif Eralp va même jusqu'à ostensiblement porter autour du cou une chaîne dorée avec l'inscription « Mietendeckel » (« plafonnement des loyers ») ! Questionnée par *Le Figaro* lors d'un échange avec la presse étrangère,

elle confirme qu'elle considère la problématique des loyers comme « la principale question sociale » de la ville. « J'ai toujours dit que, si j'étais élue maire, je mettrais tout en œuvre pour rendre Berlin à nouveau abordable et faire baisser les loyers », insiste-t-elle, avant d'énumérer les mesures proposées par son parti en la matière. Parmi ces dernières, le plafonnement des loyers pour les sociétés immobilières appartenant au Land de Berlin, ce qui « soulagerait immédiatement 400 000 ménages berlinois », la création d'un office régional chargé de lutter contre les « loyers abusifs » et de protéger les locataires ou encore le transfert dans le secteur public des logements détenus par des entreprises immobilières privées propriétaires de plus de 3 000 logements à Berlin. Résultat de l'hyperprésence de Die Linke sur cette thématique : le parti est considéré par les électeurs berlinois comme le plus compétent sur la question, loin devant la CDU et le SPD, actuellement au pouvoir. Un atout de taille pour le mouvement de gauche radicale, qui a de véritables chances d'occuper la plus haute fonction de la Rotes Rathaus pour la première fois. ■

A.B.



Mecklembourg : Manuela Schwesig, la sociale-démocrate qui se dresse contre l'AfD

Elle entre sous les applaudissements sous le chapiteau du Circus Fantasia situé sur les quais du port urbain de Rostock, cheveux blonds coupés court, chemisier rouge et allure déterminée. Elle, c'est Manuela Schwesig, ministre-présidente du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et candidate du parti social-démocrate SPD à la prochaine élection régionale. Deux semaines après le séisme politique causé par la victoire du parti d'extrême droite AfD en Saxe-Anhalt, tous les regards sont tournés vers cette région du nord-est de l'Allemagne et vers Berlin, qui votent toutes deux ce dimanche 20 septembre. Dans la capitale fédérale, l'AFD a certes beaucoup progressé, mais est toujours devancée dans les enquêtes d'opinion par Die Linke et la CDU. Dans le « Meck-Pom », le parti d'extrême droite a très longtemps été en tête des sondages. Mais juste avant l'élection, il s'est fait dépasser d'un souffle par le SPD - 36 % contre 37 %.

Des chiffres qui semblent valider la stratégie adoptée par Manuela Schwesig : une campagne centrée sur sa personnalité, renforcée dans la dernière ligne droite par un positionnement anti-AfD très fort. Face au succès - comme partout en ex-RDA - de l'Alternative für Deutschland, la quinquagénaire se dresse désormais dans son Land comme la « Frau gegen blau », la « femme contre le bleu » (la couleur de l'AFD). Un slogan de fin de campagne éternné le 7 septembre, lorsqu'elle a dévoilé devant le château de Schwerin, la capitale régionale, un énorme panneau électoral rouge vif sur lequel son visage s'affiche en gros plan à côté de la phrase « Die Frau gegen blau ». Si elle semble plaire à ses électeurs croisés au Circus Fantasia et aux sondés, cette approche laisse toutefois certains observateurs sceptiques. « Personnellement, je ne trouve pas cela très judicieux, car il s'agit d'une campagne négative, et nous savons que ce type de campagne ne parvient guère à convaincre les indécis. Or, selon les derniers sondages, il y a encore environ 25 % d'indécis, et certains d'entre eux ne se décideront réellement que le jour même du scrutin », souligne le politologue Wolfgang Muno, enseignant à l'université de Rostock.

Ce mot d'ordre de « Die Frau gegen blau » confirme en tout cas que la campagne du SPD dans le Mecklembourg est avant tout centrée sur la personnalité de sa candidate, originaire du

Brandebourg voisin. « C'est la personnalité politique la plus connue du Land. Plus de 60 % des électeurs souhaitent qu'elle reste ministre-présidente », reprend Wolfgang Muno. Au Circus Fantasia, Jenny, 35 ans, et Thorsten, 51 ans, rivalisent d'éloges à son égard - « sympathique », « accessible », « à l'écoute », « concernée », « engagée »... Aucun des deux, ni d'ailleurs aucun des participants au meeting, n'aborde cependant le sujet risqué de ses anciens « très bons contacts » avec la Russie, notamment sur le dossier Nord Stream. « À l'époque, j'ai agi conformément à la ligne politique du gouvernement fédéral, a déclaré la principale intéressée dans une interview accordée à Welt TV début septembre. Avec le recul, force est de constater que c'était une erreur de croire que la Russie avait elle aussi intérêt à une coexistence pacifique dans la région de la mer Baltique. »

Une cote au plus bas

Illustration supplémentaire de la personnalisation de cette campagne : outre les traditionnels stylos, sont distribués à tout va des goodies parfumés à suspendre à l'effigie de Manuela Schwesig, avec la date de l'élection régionale. « Sa popularité est l'atout principal du SPD local », insiste le politologue. C'est aussi une manière de s'éloigner de l'encombrant SPD fédéral, que la candidate ne se prive pas de critiquer. À l'échelle de l'Allemagne, la cote du parti social-démocrate, au pouvoir en coalition avec la CDU-CSU, est au plus bas. Dans les derniers sondages, il ne recueille plus que 11 à 13 % des intentions de vote...

Après avoir adhéré au SPD au début des années 2000, Manuela Schwesig a rapidement gravi les échelons au niveau régional, puis au niveau fédéral. Fin 2013, elle intègre la « grande coalition » de la chancelière CDU Angela Merkel en tant que ministre de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse. Elle reste trois ans et demi à Berlin avant de repartir dans le Mecklembourg pour succéder au ministre-président Erwin Sellering (SPD), atteint d'un cancer. Jusqu'en 2021, la mère de deux enfants, touchée en 2019 par un cancer du sein, gouverne avec la CDU. Puis, à la suite de l'élection régionale du 26 septembre 2021, elle se tourne vers Die Linke.

Sauf retournement majeur de situation, elle a toutes les chances de rester ministre-présidente après l'élection de

dimanche, l'AFD étant toujours isolée des autres partis par le Brandmauer (cordon sanitaire). En fonction des résultats du scrutin, elle pourrait par exemple renouveler son alliance avec Die Linke, crédité de 9 % dans les sondages, en y ajoutant les Verts, à la condition que ces derniers atteignent la barre des 5 % nécessaires pour être représentés au Parlement régional.

Son principal adversaire s'appelle Leif-Erik Holm. Expérimenté - il est député au Bundestag depuis 2017 - l'ancien animateur radio n'a cependant pas mené une campagne aussi marquante que celle d'Ulrich Siegmund, le charismatique leader de l'AFD de Saxe-Anhalt. Celui qui a été qualifié par le magazine Der Spiegel d'« homme le plus dangereux d'Allemagne » était d'ailleurs attendu vendredi à deux meetings de l'AFD du Mecklembourg, en clôture de la campagne. « Je m'en réjouis particulièrement. Nous nous sommes mutuellement soutenus pendant nos campagnes. Et ici, nous espérons bien sûr profiter de la dynamique insufflée par la Saxe-Anhalt, confie Leif-Erik Holm. Pour la première fois, les citoyens voient qu'en votant, on peut bel et bien faire bouger les choses. En Saxe-Anhalt, de très nombreux abstentionnistes ont voté pour l'AFD. Et c'est ce à quoi je m'attends aussi chez nous. Il règne une atmosphère de renouveau, et nous pouvons en tirer parti ! »

Manuela Schwesig, elle, espère que sa folle remontée dans les sondages se traduira finalement par une première place dans les urnes. En septembre 2025, elle était créditée de seulement 19 % des intentions de vote. Elle n'a ensuite fait que progresser au fil des mois jusqu'à atteindre les 37 %, pendant que l'AFD se maintenait entre 34 et 37 %. « Si vous souhaitez que je poursuive mon travail, je vous demande de voter pour le SPD. C'est la seule chance réelle d'empêcher que l'AFD ne devienne la première force politique » dans la région, martèle la ministre-présidente sur la scène du Circus Fantasia. À la sortie, Wolfgang Muno l'observe se prêter au jeu des photos, répondre à une interview de la presse audiovisuelle, se pencher vers un enfant qui tient à la main le fameux personnage parfumé à son effigie. « Si elle l'emporte, je serais prêt à parier qu'elle sera la prochaine candidate à la chancellerie fédérale, souffle-t-il. En tout cas, son parti lui demandera si elle souhaite l'être. Car il n'y a plus beaucoup de figures de proue au sein du SPD... » ■

A. B.

La Pologne se prépare à tous les scénarios

Adrien Sarlat Varsovie

Le premier ministre, Donald Tusk, craint des frappes de drones ou de missiles russes contre son pays.

Il y a quatre-vingt-sept ans, l'URSS envahissait la Pologne à la faveur du Pacte germano-soviétique. Jeudi, alors que les sirènes retentissaient, que les habitants recevaient des alertes sur leurs téléphones et que des avions de chasse de l'Otan survolaient les deux régions frontalières de l'Ukraine, les commémorations du 17 septembre ont pris un tournant amer.

En l'occurrence, il ne s'agissait que de mesures préventives liées à une attaque aérienne russe sur l'ouest de l'Ukraine voisine. Mais pour la Pologne, la situation n'a jamais été aussi alarmante depuis 2022. Le premier ministre, Donald Tusk, a évoqué, dans les heures qui ont suivi, de sombres perspectives pour les prochaines semaines. « D'après les services de renseignements, le plan russe prévoit des frappes hybrides de drones et de missiles contre les pays soutenant l'Ukraine, notamment la Pologne. » Ce discours, étayé par les informations des services secrets polonais, russes et américains, semble indiquer que la Russie est prête à passer un nouveau cap dans sa stratégie de provocation, sans craindre cette fois de pénétrer ouvertement le territoire d'un membre de l'Otan, mettant l'alliance au défi.

« Ces frappes potentielles seront soit disant "aléatoires" et viseront à paralyser - ou du moins à affaiblir - le principe d'assistance mutuelle en cas d'agression d'un des membres de l'Otan. La version officielle (côté russe) affirmera qu'il s'agit d'un accident, et qu'aucune riposte de l'Otan n'est justifiée », a détaillé le premier ministre, décrivant ce qui s'annonce comme une fuite en avant.

Ces sombres prédictions ont de quoi angoisser les Polonais jusque dans les parcs de la capitale. « Jusqu'à récemment, la Russie était un peu plus loin de nous, et maintenant, il s'avère que parfois elle est sur la plage (où un drone s'est échoué), parfois sur les voies ferrées (à travers un sabotage), parfois dans un village frontalier : en fait, la menace se rapproche, tout simplement », se désole Anna, 70 ans, qui prévoit déjà de se cacher dans sa cave si la capitale venait à subir une attaque aérienne.

Assise sur un banc quelques mètres plus loin, Jolanta assure qu'elle a justement acheté des lampes de poche cette semaine pour équiper son sac d'évacuation avec sa sœur. « Si la situation l'exigeait, mes amis en France m'ont déjà dit qu'ils pourraient m'accueillir », se rassure la Varsoviennne, qui a pris le temps d'assurer ses arrières.

Face aux provocations de plus en plus fréquentes et rapprochées de la Russie ces dix derniers jours, les forces armées ont installé des dispositifs légers d'abris renforcés aux postes-frontières avec l'Ukraine. Dimanche dernier, un poids lourd touché par un drone a explosé à quelques mètres de l'un d'entre eux, tandis que deux kilomètres plus loin, la locomotive d'un train reliant Kiev à Varsovie connaissait le même sort. Plus au sud du pays, le ministère de la Défense a

également annoncé au début du mois la création d'un nouveau régiment de lutte antiaérienne, particulièrement cruciale. « Il s'agit de couches supplémentaires de protection du ciel polonais contre les missiles, les avions et les drones », a déclaré le ministre de la Défense Władysław Kosiniak-Kamysz, annonçant la création de cette nouvelle unité à Brzesko, dans la voïvodie de Petite-Pologne.

Ces prochaines semaines, Varsovie prévoit également de déployer un système de surveillance électronique incluant des capteurs de mouvement sur 100 kilomètres le long de la frontière avec l'Ukraine. Le dispositif viendra compléter le bouclier oriental, qui sécurise les frontières avec la Russie et la Biélorussie. Le gouvernement entend d'ailleurs le renforcer en construisant des tours d'observations équipées de systèmes opto-électroniques et de détecteurs de drones.

Et l'armée polonaise pourrait bien compter sur de nouveaux renforts. Alors que 10 000 soldats envoyés par Washington stationnent déjà dans le pays, Donald Trump a publié un message optimiste concernant la construction d'une nouvelle base américaine ce jeudi. « Des progrès majeurs ont été réalisés (...). Si cela se concrétise, l'emplacement (de cette base) sera annoncé très prochainement », a-t-il écrit sur son réseau Truth Social.

« Jusqu'à récemment, la Russie était un peu plus loin de nous, et maintenant, la menace se rapproche, tout simplement »

Anna

Habitante de Varsovie

Du côté de la défense civile en revanche, le gouvernement peine à enseigner les bons réflexes aux citoyens. En plus du livret de sécurité, que tous les Polonais ont reçu dans leur boîte aux lettres l'hiver dernier, le ministère de la Défense leur propose des sessions de formations encadrées par les militaires dans le cadre des programmes intitulés « Toujours Prêts », « Vacances avec l'armée », ou encore la journée « Entraîne-toi avec l'armée ».

« Nous avons quelques mois pour convaincre tous les Polonais d'adopter les bons réflexes et nous le ferons », a assuré le ministre de l'Intérieur, Marcin Kierwinski, ce jeudi, laissant entendre que le gouvernement préparait de nouveaux dispositifs pour renforcer la protection civile.

Le ministère de la Défense rappelle dans le même temps que la construction d'abris antiaériens est en cours, alors que les lois régissant leur construction ont été votées en début d'année. Mais leur mise en place et la rénovation des anciens refuges souterrains prennent du temps. Selon la Cour des comptes, les abris fonctionnels en Pologne aujourd'hui ne sont en capacité d'accueillir que 5 % de la population totale du pays. ■



Le premier ministre polonais, Donald Tusk, lors d'une conférence de presse à Bratislava, en Slovaquie, le 10 septembre.

Erdogan songe à briguer un nouveau mandat

Delphine Minoui Correspondante à Istanbul

La candidature du président turc à sa réélection laisse craindre une accélération de la dérive autoritaire du pays.

C'est donc confirmé. Après avoir laissé planer le doute sur son retrait de la course politique, le président Erdogan entend se présenter à sa propre succession, selon un proche conseiller. Le scrutin « aura lieu le 16 avril 2028 (soit un mois avant la fin théorique de son mandat de cinq ans, NDLR) si la décision d'organiser de nouvelles élections est prise avec le soutien de 360 parlementaires » sur 600, a déclaré devant la presse Mehmet Uçum, en charge des affaires juridiques au sein de la présidence, tout en affirmant qu'il s'agirait, cette fois-ci, de son dernier mandat en cas de victoire.

Ce tour de passe-passe n'a pas surpris grand monde. L'organisation d'un scrutin anticipé permet à l'homme fort de la Turquie de contourner la Constitution, qui l'empêche de se présenter s'il va au terme de son mandat actuel. Et, *in fine*, de renforcer encore plus son pouvoir sur un pays qu'il dirige depuis 2003 : d'abord comme premier ministre, puis depuis 2014, comme président, déjà réélu deux fois.

L'AKP, son parti islamo-conservateur, et ses alliés ultranationalistes du MHP contrôlent actuellement 326 sièges au Parlement turc. Mais déjà, en juin dernier, Mehmet Uçum avait insinué la possibilité de dissoudre l'Assemblée en vue de la convocation d'une élection anticipée, qui pourrait être favorable à Erdogan. Lors de sa dernière victoire, en mai 2023, le chef de l'État turc avait pourtant affirmé qu'il s'agissait de son ultime mandat, jurant vouloir ensuite confier le sort du pays « à (ses) jeunes ». Certaines de ses déclarations avaient néanmoins récemment trahi son désir de rester aux commandes : l'illustration, s'alarme une universitaire qui préfère taire son nom, d'un « autoritarisme désormais acté ». Elle s'alarme de l'érosion fulgurante de l'État de droit et de la liberté d'expression, encore récemment illustrée par les rafles massives visant des membres et des militants de la communauté LGBT.

Depuis le putsch avorté de juillet 2016, et la chasse aux sorcières qui s'était ensuivie, le président Erdogan a démultiplié les manœuvres pour renforcer son emprise sur le pays. Il a, dès

2017, fait réformer la Constitution, transformant le système parlementaire en un régime présidentiel où le chef de l'État concentre la totalité du pouvoir exécutif. Au fil des dix dernières années, la presse indépendante s'est réduite comme peau de chagrin, criminalisée par une justice aux ordres, et économiquement asphyxiée. Les universités ont été purgées de leurs meilleurs professeurs. Les uns après les autres, les principaux rivaux d'Erdogan

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors de l'inauguration de projets de développement à Rize, en Turquie, le 13 septembre.

IMAGO/APAIMAGES VIA REUTERS

se sont retrouvés derrière les barreaux : l'opposant kurde Selahattin Demirtas, emprisonné depuis 2016, le philanthrope Osman Kavala, arrêté en 2017 et condamné à la réclusion à perpétuité, le très populaire maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, en prison depuis plus d'un an, et condamné la semaine passée à deux ans et demi de réclusion pour « injures ». Le très nationaliste Ümit Ozdag, chef du parti turc anti-immigration Zafer, est lui aussi passé en 2025 par la case prison, avant d'être libéré après cinq mois de détention. Comble de l'ironie : quand ils ne sont pas pointés du doigt comme « terroristes », les adversaires d'Erdogan sont régulièrement taxés de « corruption », une ac-

cusation qui vise régulièrement l'entourage du président et qu'il retourne contre ses opposants.

Calcul politique

La récente « main tendue » aux Kurdes dans le cadre du processus de démilitarisation du PKK aurait pu laisser entrevoir une fenêtre d'ouverture. Mais de l'avis des observateurs, il s'agit d'un calcul politique pour diviser l'opposition, au moment même où le CHP, la principale formation anti-Erdogan, a été placé sous tutelle judiciaire et policière, et où son dirigeant, Özgür Özel, a été destitué. Si ce dernier a rebondi en créant le Yeni Parti (Nouveau parti), le chemin reste semé d'embûches. Ces derniers mois,

des dizaines d'élus (aux dernières élections municipales de 2024) ont été destitués ou arrêtés et plusieurs municipalités placées sous tutelle du pouvoir. Cette répression est, selon Özgür Özel, révélatrice d'une érosion accélérée de l'État de droit. « Les prochaines élections opposeront démocrates et autocrates », s'alarmait-il, le 12 septembre, lors d'une allocution à Üsküdar, sur la rive asiatique d'Istanbul. Le choix de ce quartier n'était pas anodin : bastion traditionnel de l'AKP d'Erdogan, il avait basculé dans l'opposition lors du dernier scrutin, jusqu'à ce que sa maire élue, Sinem Dedetas, soit suspendue de ses fonctions le 1^{er} août dernier dans le cadre d'une enquête pour... corruption. ■



Le coût de la guerre d'Iran, enjeu de la campagne des « midterms »

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

Les républicains ont de plus en plus de mal à défendre un conflit impopulaire devenu une impasse stratégique pour les États-Unis.

La guerre d'Iran pèse sur la campagne républicaine. Alors que les pénuries de munitions réduisent les options à la disposition du président américain, les coûts directs et indirects du conflit s'accumulent, sans que la guerre donne le signe de se rapprocher d'une issue, qu'elle soit militaire ou diplomatique. Donald Trump a de nouveau laissé planer le doute, annonçant jeudi qu'il hésitait entre une escalade massive et la reprise de négociations. « Je vais bientôt devoir prendre une décision importante. Est-ce que je veux attaquer et les anéantir, ou pas ? C'est une décision importante. Tout peut arriver avec moi. »

Mais les déclarations du président américain ont perdu depuis longtemps déjà une grande partie de leur effet. Les conséquences d'une guerre prévue pour durer quelques semaines et qui entre bientôt dans son huitième mois deviennent de plus en plus difficiles à éluder.

Les prix du carburant sont en hausse partout aux États-Unis, atteignant les niveaux de 2022, alimentant l'inflation. Les dépenses militaires occasionnées atteignent des sommes considérables, alors que les stocks de munitions de précision s'épuisent, obligeant les Américains à dégarnir certains théâtres au profit du Moyen-Orient. L'ampleur des destructions et des pertes matérielles subies par les Américains et leurs alliés a été revue à la hausse.

Militairement, la situation s'est installée dans un mélange d'épreuve de force économique et d'affrontements sporadiques. Le blocus naval américain exerce une pression sur l'économie iranienne, la marine américaine coulant occasionnellement des navires iraniens qui tentent de le forcer. Mais l'Iran continue d'entraver une grande partie du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, affectant les prix mondiaux du pétrole. L'offensive des houthis au Yémen la semaine dernière a été une mauvaise surprise stratégique. Les États-Unis ont laissé leur allié saoudien seul face à cette menace directe contre leurs exportations pétrolières, qui avaient été redirigées vers la mer Rouge. Mais l'apparition d'un deuxième goulet d'étranglement au commerce maritime ne joue pas en faveur des États-Unis.

Diplomatiquement, la situation semble au point mort. Trump doit s'entretenir la semaine prochaine en marge du sommet des Nations unies avec les dirigeants de six pays du Golfe pour discuter de la situation.

Militairement, les dégâts matériels infligés par l'Iran aux forces américaines se sont révélés plus importants que les premières estimations du Pentagone, qui ne communique qu'à minima.

Un rapport de l'inspection générale du secrétariat à la Défense américain paru cette semaine a estimé que les attaques iraniennes ont endommagé et

détruit « des centaines de bâtiments et d'installations » dans les bases militaires américaines situées dans la région : à Bahreïn, en Irak, en Jordanie, au Koweït, à Oman, au Qatar, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Près d'une cinquantaine d'appareils militaires américains ont été endommagés ou détruits, dont sept avions de ravitaillement en vol KC-135, quatre chasseurs F-15, un avion d'alerte avancé Awacs, quatre hélicoptères AH-6 et au moins 30 drones MQ-9 Reaper.

« Je vais bientôt devoir prendre une décision importante. Est-ce que je veux attaquer et les anéantir, ou pas ? C'est une décision importante. Tout peut arriver avec moi »

Donald Trump
Président des États-Unis

La destruction des bases navales américaines dans le Golfe est venue s'ajouter aux contraintes de l'US Navy, qui maintient deux porte-avions et leur groupe aéronaval pour assurer le blocus contre l'Iran, soit plus d'une vingtaine de bâtiments, dorénavant contraints de se ravitailler à Diego Garcia, dans l'océan Indien, à plusieurs milliers de milles nautiques du Golfe.

La base navale de Bahreïn qui sert de quartier général au Commandement central des forces navales américaines et à la cinquième flotte américaine est inutilisable. « Ils ont complètement détruit Bahreïn », a reconnu le secrétaire par intérim de la marine américaine, Hung Cao, lors d'un entretien. Les ambassades et les autres installations diplomatiques américaines ont aussi subi des dégâts plus importants qu'annoncé.

L'effet de ces annonces a été augmenté par la publication dans les médias américains de photos inédites prises par des militaires américains et montrant l'ampleur de ces destructions.

Politiquement, la guerre est ses effets sur l'économie sont venus compliquer la campagne des candidats républicains aux élections de mi-mandat. La Chambre des représentants a voté cette semaine pour la troisième fois une résolution sur les pouvoirs de guerre pour forcer le président à obtenir l'accord du Congrès pour poursuivre les opérations militaires. Cette résolution n'a guère d'effets, puisqu'elle doit être contresignée par le président, mais trois républicains supplémentaires ont voté avec les démocrates.

« Vous vous souvenez quand Donald Trump a déclaré que cette guerre ne durerait que quelques semaines ? », a lâché l'auteur de la motion, Seth Moulton, élu démocrate du Massachusetts, et

ancien marine ayant servi pendant la guerre en Irak. Il est temps que le Congrès « pose réellement des questions difficiles, comme la Constitution nous y oblige, plutôt que de se soumettre à une nouvelle Administration belliciste ».

Le Pentagone a indiqué au Congrès que le coût de la guerre contre l'Iran s'élevait désormais à plus de 42 milliards de dollars, soit une augmentation de 4,5 milliards de dollars par rapport à la dernière estimation publique. Selon d'autres méthodes de décompte le coût réel pourrait dépasser les 100 milliards de dollars.

L'opacité du Pentagone sur le déroulement de la guerre nourrit aussi la frustration du Congrès, y compris chez un nombre croissant de républicains. Jeudi, plusieurs élus ont qualifié de peu claires les réponses fournies par Elbridge Colby, le numéro trois du Pentagone, chargé de la stratégie, lors d'une audition à huis clos au Capitole.

La session de la Chambre a été ajournée mercredi, et les représentants ont quitté Washington pour faire campagne dans leurs circonscriptions, ajournant un vote de destitution prévu jeudi contre le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth. Cette motion, déposée par le représentant du Kentucky Thomas Massie, ancien allié de Trump qui a rompu avec lui au sujet de l'affaire Epstein, avait pris au dépourvu les dirigeants républicains. ■

Angélique Négroni

Après les ravages des incendies pour la faune et la flore, une pétition réclame l'interdiction de la pratique pendant trois ans dans les zones sinistrées.

« Une battue de sangliers sous la surveillance des gendarmes, je n'avais jamais vu ça, dans l'Oise ! », s'insurge Denis Jacob, le maire de Neuilly-en-Thelle. Après avoir été la cible de menaces de mort, les chasseurs ont été contraints de demander la protection des forces de l'ordre pour mener, le 13 septembre dernier, une opération de régulation à la demande des autorités. « Une opération nécessaire parce que ces animaux, en surnombre, ravagent les récoltes et constituent un danger pour les automobilistes. Pour aller d'un champ à l'autre, ils traversaient une route », justifie l' élu. Le jour J, au petit matin et alors que des gendarmes étaient présents, plusieurs véhicules étaient stationnés non loin du lieu d'intervention des chasseurs. « Une présence plutôt inhabituelle. Mais finalement les voitures sont parties et tout s'est bien passé », relate soulagé Philippe Lobo, le responsable de l'association de chasse communale.

Cet épisode témoigne du niveau de tension qui accompagne l'ouverture de la chasse dans le pays. Après avoir commencé dans le Sud la semaine dernière, la saison est lancée dans le Nord ce week-end. Déjà peu en odeur de sainteté auprès d'une partie de la population, les chasseurs redoutent une montée en puissance des violences contre eux cet automne. « On brûle déjà nos pavillons de chasse, on scie nos miradors, on nous insulte sur les bords de route, on essuie des menaces de mort. Mais cette fois, on a peur d'être agressé », reconnaît le président de la Fédération nationale des chasseurs, Willy Schraen.

L'été 2026, marqué par de nombreux incendies majeurs, constitue peut-être un point de bascule pour la pratique. Les forêts ravagées et les images d'animaux brûlés tournant en boucle sur les réseaux sociaux ont poussé les antichasse à monter au front. Alors que des préfets ont interdit pendant un an la pratique dans les zones calcinées, comme dans le Var ou en Seine-et-Marne, des voix



Des chasseurs, accompagnés de leurs chiens, participent à une chasse au cerf lors de l'ouverture de la saison, le 13 septembre, à Macaye (Pyrénées-Atlantiques).

s'élèvent pour réclamer une sanctuarisation plus durable. La pétition lancée fin juillet pour demander un moratoire de trois ans dans les massifs forestiers meurtris par le feu et autour des zones brûlées a remporté un certain succès. « Plus de 500 000 signatures » s'étonne même Bruno Valentin, un habitant du Cantal qui en est à l'origine. Les mots qui accompagnent sa pétition ont fait mouche chez certains : « Comment justifier que l'on tire sur des êtres vivants qui n'ont plus aucun buisson où se cacher ? Derrière les arbres calcinés, il y a des survivants. Des animaux qui ont échappé aux flammes par miracle, épuisés, affamés, privés de leurs abris et de leurs points d'eau », peut-on lire.

Lors de l'université d'été du mouvement La Révolution écologique pour le vivant, la sortie de Sandrine Rousseau a mis le feu aux poudres. « Nous serons là debout, face à eux ! », a-t-elle martelé, encourageant l'affrontement avec les chasseurs. Des propos jugés irresponsables et dangereux par plusieurs associations de chasse dont certaines ont déposé plainte.

Pour Willy Schraen, l'élue écologiste a ainsi mis une cible dans le dos des chasseurs. « Outre des actions collectives de militants, on redoute surtout le passage à l'acte d'un individu isolé qui se sentirait investi d'une mission », s'inquiète-t-il. « On n'écarte pas l'idée qu'il y ait des violences contre nous », souligne de son côté Thibault Varenne, le président de la Fédération de la chasse en Gironde où 13 % de la forêt est partie en fumée. Furieux contre ceux qu'il appelle « les écologues de salon », il se défend : « on prélève de manière

« Si la main de l'homme n'intervient pas, les chevreuils en surnombre vont boulotter toute la végétation et les sangliers détruire les champs. Et les dégâts liés au gibier, ce sont les chasseurs qui les paient »

Philippe Lobo Responsable de l'association de chasse communale

responsable ! ». « Et c'est nécessaire, renchérit Philippe Lobo. C'est le seul moyen de maintenir un équilibre entre faune et flore. Si la main de l'homme n'intervient pas, les chevreuils en surnombre vont boulotter toute la végétation et les sangliers détruire les champs. Et les dégâts liés au gibier, ce sont les chasseurs qui les paient », rappelle-t-il. En 2025, la facture avait été salée : 90 millions d'euros. Pour Régis Hargues, le responsable de la Fédération de la chasse dans les Landes, autre secteur touché par les feux, la reconnaissance des défenseurs des animaux aura été de bien courte durée. « Car c'est nous, les chasseurs, qui avons nourri les pompiers pendant les incendies : 10 000 repas distribués à Biscarrosse en 10 jours ! »

Pas de quoi faire reculer les antichasse, qui restent campés sur leurs positions. Une action collective serait d'ailleurs en préparation. « Pour les animaux, c'est la triple peine : ils ont subi la canicule, les incendies et maintenant on les tue ! », dénonce ainsi Amandine Sanvisens de l'association Projet animaux zoopolis (PAZ). Agissant le

visage masqué, la lanceuse d'alerte antichasse, Vuk, vient de lancer un mot d'ordre : filmer les chasseurs qui auraient des pratiques condamnables. « Sortez vos téléphones. On ne leur fera pas de cadeaux », a-t-elle prévenu sur les réseaux sociaux. Un appel qui inquiète dans le monde de la chasse. L'association Futur, pour laquelle milite Vuk, vient de réclamer l'interdiction de la chasse pour les plus de 80 ans. « Avec un fusil à la main, ils sont dangereux à cet âge-là », tranche la militante.

En marge de ce conflit entre pro et antichasse, des particuliers continuent de secourir une faune meurtrie par les incendies. En Gironde, Karine Fouzon et l'association Touche pas à mon Popotte arpentent toujours la forêt pour venir en aide aux animaux blessés. Malgré leur placement dans des centres de soin, beaucoup finissent par succomber. Équipée de jumelles thermiques, Anne-Sophie Juan continue de son côté d'explorer la nuit la forêt à la recherche d'animaux blessés. « Il y en a encore », souffle-t-elle. Parfois, ce sont des chasseurs qui lui signalent la présence de bêtes en détresse. ■

Des effectifs rajeunis mais un manque d'inspecteurs pour faire passer le permis

Éric de La Chesnais

Ce week-end, une nouvelle saison de chasse démarre dans la partie nord de la France, après la moitié sud la semaine dernière. Chaque année, l'activité perd des adhérents. Depuis 2019, leur nombre est passé sous la barre du million. On compte désormais 909 560 chasseurs, soit une baisse de 12 % en sept ans. Toutefois les jeunes détenteurs du permis (moins de 25 ans) sont toujours plus nombreux. Ils représentent aujourd'hui 7 % des effectifs soit 2 points de plus en trois ans. En y ajoutant les moins de 35 ans, leur nombre grimpe à 18 %. Des jeunes chasseurs très motivés et assidus, peu importe leur classe sociale, qu'ils habitent à la campagne ou en ville.

La chasse est en effet un lieu de mixage social et intergénérationnel où, le temps d'une journée, artisans, étudiants, ouvriers, agriculteurs ou chefs d'entreprise partagent une même passion : la nature et le gibier. « On chasse entre copains, certains viennent parfois avec leurs parents. Dans notre groupe, il y a des jeunes entrepreneurs, des maçons, des routiers... On passe de bons moments », commente Jean-Bertrand Carré, détenteur du permis de chasse depuis qu'il a 16 ans et habitant à Martigné-sur-Mayenne, commune de 2 000 habitants. À la tête d'une petite entreprise de travaux

agricoles et de travaux publics, le trentenaire constate que « de plus en plus de jeunes passent le permis. Leur nombre n'est pas suffisant pour compenser le départ des anciens, mais leur arrivée amène à de nouvelles pratiques. En début de chasse, par exemple, on insiste beaucoup plus sur les consignes de sécurité et le respect des non-chasseurs que l'on pourrait croiser. Nous manions une arme à feu, il faut que l'on tire sans risque. »

« Il faudrait une centaine d'inspecteurs sur toute la France pour attirer encore plus de nouveaux permis »

Thierry Coste Conseiller politique de Willy Schraen, président de la Fédération nationale des chasseurs

Pour les jeunes urbains, la chasse est un moyen de renouer avec la nature et son silence. « Cela me permet de sortir de Paris et de son brouhaha pour me retrouver dans le calme, au cœur de la forêt, à observer la nature, traquer le gibier, étudier ses empreintes, confie Henri, 24 ans, chasseur depuis ses 18 ans en Haute-Marne. C'est un moment calme et ressourçant. » Interne en médecine générale dans un hôpital de la capitale, sa chasse préférée est « celle à l'approche de l'été. On a des dégâts pour tirer les chevreuils car il y en a trop et ils abîment les arbres, explique

Henri. Je me souviens de mon premier tir réussi, après un long moment de traque et d'observation dans ma tenue de camouflage. Un chevreuil, en plein cœur. Je participe à ma manière à la gestion de la forêt en prélevant du gibier. » Une fois les animaux tués, il faut les vider, les découper et les stocker dans une chambre froide pour cuisiner la viande plus tard. « Je fais des terrines de sanglier à l'armagnac ou aux noisettes, j'aime récupérer les filets de chevreuil pour en faire des tournedos, c'est super tendre et pas gras », ajoute ce marmiteux de la venaison.

Reste qu'avant de pouvoir partir crapahuter dans la nature avec un fusil, il faut obtenir le permis de chasser, ce qui n'est pas une sinécure. Les candidats sont nombreux à frapper à la porte des fédérations départementales de chasse (FDC), mais les élus peu nombreux, faute d'inspecteurs pour faire passer l'examen. « Il n'y a que 18 inspecteurs en France pour faire passer le permis, cela peut prendre six à huit mois. Quand on est jeune et qu'on veut le faire en groupe, cela en dissuade plus d'un, regrette Thierry Coste, conseiller politique de Willy Schraen, président de la Fédération nationale des chasseurs et proche d'Emmanuel Macron. Il faut absolument qu'on avance sur ce sujet avec l'OFB. Il faudrait une centaine d'inspecteurs sur toute la France pour attirer encore plus de nouveaux permis. » Actuellement, près de la moitié des personnes qui passent le permis ont moins de 25 ans. ■

ARTCURIAL



Rare ensemble de quatre « grands flambeaux » et leurs girandoles en argent
Par Thomas et François-Thomas Germain

ESTIMATIONS GRATUITES
& CONFIDENTIELLES
Mobilier & Objets d'Art

Vente en préparation - 16 & 17 décembre 2026

+33 (0)1 42 99 20 68 erama@artcurial.com

Stéphane Kovacs

Lassés par les applis, les Français en quête d'amour se tournent de plus en plus vers l'accompagnement personnalisé, le sérieux et la discrétion qu'offrent ces structures professionnelles.

Il y a « Michel, 66 ans, jeune retraité divorcé » qui « séduit d'emblée par son élégance naturelle et sa maturité sereine ». Hélène*, 56 ans, qui « croque la vie avec un naturel désarmant et une élégance pétillante ». Ou encore Sébastien, 39 ans, « animé par le désir profond et mûr de conjuguer son quotidien au pluriel ». Autant de profils au charme désuet que l'on débusque dans les fichiers du réseau d'agences matrimoniales Alliance conseil. On les croyait disparues, définitivement englouties par l'avalanche de sites et autres applis destinés à trouver l'âme sœur... Alors que le modèle des applications s'esouffle, celui de la bonne vieille « agence de rencontres sérieuses » connaît aujourd'hui un regain d'attractivité inespéré. Et plus si affinités.

C'est en 1825 qu'apparaissent, en France, les premières agences matrimoniales. Dans les années 1970, on en compte plus d'un millier. Avec des méthodes très pointues : « âge, poids, taille, critères recherchés, tout était codé dans des fiches perforées, une sorte de carte d'identité amoureuse », rappelle un montage des archives de l'INA. « Vous prenez la carte perforée de M^{lle} Duval, et celle de M. Durand, expliquait docement, en 1965, un expert dans le reportage. Vous les juxtaposez, et si, à la lecture par transparence, vous voyez apparaître beaucoup de points lumineux, c'est que M^{lle} Duval et M. Durand sont faits l'un pour l'autre. »

Épuisés après des kyrielles de « dates », de « swipes » (1) et de « likes » qui n'ont mené à rien, lassés de se sentir « considérés comme des objets » ou des numéros, dégoûtés parfois de s'être fait avoir par des escrocs ou des « brouilleurs », voilà que de plus en plus de célibataires se tournent vers le modèle éprouvé des « marieuses ». « On compte aujourd'hui un peu plus de 400 agences matrimoniales, avec des nouvelles qui apparaissent toutes les semaines, même si d'autres disparaissent, détaille Gilbert Liard, de l'Association française des conseillers en relations humaines (AFCRH). Elles peuvent remercier les applis de rencontres ; c'est parce qu'ils ont galéré dans cette foire aux mensonges que les gens viennent trouver la sécurité dans une agence sérieuse. On ne leur propose que des profils vérifiés, des gens qui ne recherchent pas une aventure extraconjugale, mais qui sont tout aussi libres et motivés qu'eux. »

Évacué le mot « matrimonial », un peu trop poussiéreux. Fondateur de Begin, Florent Hernandez est à la tête de la première plateforme de « matchmaking » en France. « Matchmaker » ? « Avec une touche de marketing et de modernité, cela donne « détecteur d'atomes crochus, orchestrateur de hasard et provocateur d'inattendu », sourit-il. Nous sommes soumis aux mêmes règles que les agences matrimoniales, ce qui nous oblige à vérifier l'identité de nos clients, leur activité professionnelle et leur livret de famille. À l'heure des algorithmes hasardeux et des relations virtuelles, l'idée est de replacer l'humain au cœur de la rencontre. Nos clients n'ont plus aucune gêne de faire appel à nous, car le marché de la rencontre s'est démocratisé grâce aux applis. Notre plus, c'est que grâce à nos partenariats interagences, si on ne trouve pas la bonne personne dans notre base, on va permettre à nos membres d'aller piocher dans les fichiers d'une autre agence. »

Chez Begin, on vient chercher l'amour à tout âge. « Notre adhérent le plus jeune a 22 ans, la doyenne, 83, précise Florent Hernandez. Mais notre cœur de cible est les 35-65 ans. On a un petit peu plus de femmes que d'hommes. Tandis que sur les sites, c'est 80 % d'hommes ! Quant aux critères, certains sont éliminatoires : la tranche d'âge, la distance, le physique. Toutes les femmes veulent des hommes grands. Même les



C'est en 1825 qu'apparaissent, en France, les premières agences matrimoniales. Dans les années 1970, on en compte plus d'un millier. Il en existe aujourd'hui un peu plus de 400, sur tout le territoire. STOCKBUSTERS - STOCKADOBECOM

Retour de flamme pour les agences matrimoniales

petites ! Elles ont aussi une grande exigence sur les cheveux ; eh oui, petit, gros et chauve, ça va être très compliqué... Les hommes, eux, s'arrêtent généralement à la corpulence. Viennent ensuite la politique, la religion, le niveau social, le savoir-vivre. Pour les plus jeunes, le projet de famille. Et puis on a quelques cas assez ardu, comme Corinne*, la soixantaine, inscrite depuis deux ans, qui en plus de critères très sélectifs, ne veut rencontrer que des hommes du signe du Bélier. » Avis aux lecteurs...

Désormais, plus de fiches perforées archivées dans des armoires, mais « un algorithme qui va nous classer tous les prétendants », décrit le PDG de Begin. Un peu à la manière de l'émission télévisée « Mariés au premier regard ». Ce n'est toutefois pas lui, mais notre IA, l'intelligence amoureuse, qui aura le dernier mot : si notre « matchmaker », qui connaît bien tous ses clients, estime que c'est le dixième de la liste qui est le plus pertinent, il proposera d'abord celui-là. »

« C'est parce qu'ils ont galéré dans une foire aux mensonges que les gens viennent trouver la sécurité dans une agence sérieuse »

Gilbert Liard Association française des conseillers en relations humaines

Avec les candidats ayant « une haute estime d'eux-mêmes », il faut être diplomate : « Je leur demande : « Cette personne dont vous rêvez, est-ce qu'elle rêve de vous ? », rapporte-t-il. Ça les fait redescendre sur terre. On essaie de cocher un maximum de cases, mais on ne les coche jamais toutes. S'il y a des critères importants qui ne sont pas respectés, mais que l'on pense intéressant de faire rencontrer ces deux personnes, on le signale ; elles sont ensuite libres de refuser ! » Et parfois, la magie opère. Comme pour Estelle, 82 ans, qui cherchait « un bricoleur ». « Le lendemain du rendez-vous, raconte le « matchmaker », quand on l'a appelée pour débriefer, elle nous a lancé : « Ouï, ça s'est très

bien passé avec Georges ! Vous voulez lui parler ? Il a passé la nuit là... »

En Île-de-France, c'est Alizée, 31 ans, « matchmaker » chez Begin, qui reçoit les clients. En trois ans, elle a doublé le nombre d'adhérents. Deux photos au moins, un questionnaire de 180 questions, un entretien de plus d'une heure et demie, et la voilà qui réfléchit aux « matchs » possibles, des étoiles dans les yeux. « Sur les applis, 95 % des gens se fient à la photo, raconte cette ancienne de l'appli Bumble. Sauf que la moitié des femmes l'ont retouchée, et que les hommes ne savent pas se mettre en valeur. Certains s'inventent aussi tout une vie ! Chez nous, les adhérents ne voient jamais la photo de l'autre avant un rendez-vous. Mais on est le plus transparent possible : on leur décrit le profil, les points communs, les centres d'intérêt, et ils nous font confiance... »

Comme Salima, 39 ans, et Mourad, 46 ans, qui ont rendez-vous la semaine prochaine. « Ils ont une compatibilité de 364 sur 400, c'est énorme !, s'enthousiasme Alizée. Mais ce que l'IA ne sait pas faire, c'est analyser leur vécu, leurs valeurs, leur environnement familial. Là, c'est à nous de jouer ! Au fil des rendez-vous, s'il n'y a pas d'incellence, on affinera les critères. » Finalement, « jamais toutes les exigences ne sont remplies, complète Laura, « matchmaker » à Marseille, qui veille sur plus de 500 adhérents. Plus de la moitié finiront par exemple par accepter un partenaire plus petit... C'est l'ouverture d'esprit qui fait que l'on tombe amoureux. Souvent, d'ailleurs, on me dit : « Jamais je l'aurais choisi sur Tinder ! » »

« L'accompagnement matrimonial vise une compatibilité globale plutôt qu'une simple correspondance fondée sur l'âge, la profession ou l'apparence physique, abonde-t-on, à Dijon, chez Alliance conseil. Les outils numériques peuvent comparer des informations déclarées, mais ils comprennent difficilement les nuances d'un parcours personnel. Une conseillère matrimoniale peut, au contraire, interpréter les hésitations, repérer les contradictions et identifier les attentes qui n'apparaissent pas immédiatement. Par exemple, une personne peut demander un partenaire très dynamique alors qu'elle recherche surtout

quelqu'un capable de la rassurer et de stabiliser son quotidien. »

Directrice de l'agence « de rencontres sélectives » Unicis-Paris Montparnasse - son groupe compte 90 agences en France -, Aurélie Sorlin constate elle aussi un « gros regain d'activité depuis la pandémie ». En cette « rentrée particulièrement soutenue », cette diplômée en sociologie du couple et de la famille, qui annonce « un taux de formation de couples de 69 % », enchaîne ce soir-là les rendez-vous jusqu'à 22 heures.

« Ce que l'IA ne sait pas faire, c'est analyser le vécu, les valeurs, l'environnement familial. Là, c'est à nous de jouer ! »

Alizée

« Matchmaker » chez Begin

« Le nombre d'inscrits a triplé, et ça ne s'arrête pas !, se satisfait-elle. Plus les années passent, plus les adhérents sont jeunes. Ils se disent lassés des applis, désabusés, comme un trentenaire qui m'a parlé, hier, de « burn-out » : ces mots viennent très souvent depuis plusieurs mois. Ils relèvent une dégradation des applis : beaucoup de monde mais des personnes qui ne sont pas forcément libres, prêtes ni équilibrées, ou qui les « ghostent » (ignorer du jour au lendemain, NDLR). Et puis certains utiliseraient l'IA dans leurs échanges, pour « mieux draguer »... »

À l'ère post « MeToo », « de moins en moins d'hommes osent aborder une femme, affirme la directrice. Par peur de se faire envoyer balader ou que leur approche soit mal perçue. Quand on vient en agence, c'est aussi pour la confidentialité de la démarche : une personne occupant un poste à responsabilité n'a pas envie que ses collègues voient sa photo sur les sites de rencontre ! »

Les tarifs ? Entre quelques centaines d'euros et plusieurs milliers, selon la durée du contrat, le type et le nombre de services inclus (organisation des rendez-vous, coaching séduction, suivi psychologique, relooking...). De Paris à Monaco, en passant par Genève

ou Saint-Tropez, les agences Demain c'est toi, par exemple, orchestrent « des rencontres exclusives pour des profils raffinés et exigeants ». Le contrat premium démarre à 4200 euros l'année, avec « rencontres illimitées ». Tandis que le contrat exclusif, à 7900 euros, inclut un rendez-vous avec la fondatrice, Valérie Roblès, un accès à « des profils exceptionnels », et « un accompagnement haut de gamme », avec « une assistance à l'organisation des premiers rendez-vous » et même « une suggestion de cadeaux »...

Parisien ayant emménagé à Nîmes il y a quelques mois, David, un commercial de 51 ans, avait « fait le tour des applis ». « J'y ai fait de belles rencontres, mais le fait de payer pour s'inscrire dans une agence, on se sent plus impliqué, est-time-t-il. Les applis, c'est l'ère Kleenex, presque du fast-food ! Moi, je suis dans une quête de sens : j'ai renoncé à certains critères, pour me concentrer sur quelqu'un qui partage mes passions. Et le deuxième rendez-vous a été le bon ; ça fait cinq mois maintenant qu'on forme un couple estampillé Begin. »

Récemment installée dans le Midi, Eva, 37 ans, vient tout juste de signer un contrat. « Les applis, c'était pratiquement devenu un travail, soupirer cet agent d'assurances, mère d'un ado. On est tellement sollicitée en tant que femme qu'on ne sait plus qui choisir ; j'avais une quinzaine de conversations éphémères en même temps, toute seule derrière mon écran. Tandis que là, on parle beaucoup avec la « matchmaker », c'est comme une copine dont on sait qu'on ne va pas la saouler avec nos histoires. »

Quant à Vanessa Tonnelier, elle est tellement convaincue qu'elle vient de quitter son emploi pour monter une agence matrimoniale, à la frontière suisse. « Ce qui me touche, c'est ce retour à l'humain, souligne cette ancienne commerçante de 41 ans, habitante du Doubs. L'amour ne se résume pas à une équation ! Est-ce que l'on doit confier son destin amoureux à un logiciel ? En fait, non ; c'est l'intuition, l'expérience et l'intelligence humaine qui doivent prendre le dessus. » ■

* Les prénoms ont été changés
(1) Le fait de faire glisser son doigt sur l'écran pour aimer ou rejeter un profil.

Le sang du « T. rex » était bien chaud

Vincent Bordenave

La température corporelle du dinosaure était comparable à celle des humains, révèlent de nouvelles analyses.

L'histoire ne dit pas s'il pouvait se réveiller le matin avec 37,2 de température. Le *Tyrannosaurus rex*, littéralement « terrible lézard géant », n'en était pas moins un animal au sang chaud, qui, contrairement aux reptiles d'aujourd'hui, n'avait pas besoin de se prélasser des heures au soleil pour maintenir sa température à un niveau acceptable. Une équipe de scientifiques menés par le paléontologue Randon Flores, de l'Université de Californie à Los Angeles (Ucla), a pu déterminer la température du dinosaure à 2,5 °C près, en se basant sur la composition chimique de trois dents découvertes dans la formation de Hell Creek, dans le Montana : elle était de 36 °C, soit comparable à celle des humains et des autres mammifères à sang chaud (*Science Advances*, 16 septembre 2026).

Les scientifiques estiment que les premiers animaux à pouvoir contrôler leur température corporelle sont apparus il y a 233 millions d'années, donc bien avant que les *T. rex* ne foulent le sol de notre planète. Cette faculté, appelée homéo-endothermie, est partagée par la quasi-totalité des oiseaux et des mammifères (à l'exception notable du rat-taupe nu). À l'inverse, les reptiles sont dits ectothermes et ont besoin d'une source de chaleur extérieure. « Dans l'imaginaire collectif, les dinosaures restent très proches des reptiles, mais leurs derniers représentants vivants sont en fait les oiseaux, rappelle Vincent Reneleau, paléontologue attaché honoraire au Muséum national d'histoire naturelle (Paris). Il ne serait donc pas surprenant que des dinosaures, comme le *T. rex*, aient partagé ce trait de caractère. »

Il y a une dizaine d'années, des scientifiques de l'Ucla ont mis au point une méthode chimique se basant sur les isotopes du carbone et de l'oxygène pour déterminer la température des animaux à partir de leurs restes osseux. Pour rappel, les isotopes sont des variantes d'un même élément chimique, qui se distinguent par le nombre de neutrons



contenus dans leur noyau. « Le taux de liaisons entre les isotopes lourds du carbone et de l'oxygène permet de savoir si le corps était froid ou chaud », raconte Vincent Reneleau. Problème : la méthode d'analyse détruit l'échantillon. Or les fossiles sont rares et précieux, plus particulièrement ceux de *T. rex*, dont les musées rechignent à se séparer, même en petite quantité. L'équipe de l'Ucla a perfectionné le procédé, réduisant d'environ 90 % la quantité de matériel nécessaire aux tests. Cela a suffi à convaincre le Musée d'histoire naturelle de Los Angeles de fournir des fragments de deux dents de Thomas, le

« Un *Tyrannosaurus rex* thermorégulé conforte les théories selon lesquelles les tyrannosaures étaient des animaux actifs, chassant ou se nourrissant de charognes pour alimenter leur métabolisme rapide »

Robert Eagle Coauteur de l'étude et paléobiologiste à l'Ucla

squelette de tyrannosaure le plus complet de la salle des dinosaures du musée, ainsi qu'une troisième dent isolée.

« Il faut ensuite s'assurer que la fossilisation n'a pas altéré la composition isotopique originelle, analyse Vincent Reneleau. Les auteurs s'en sont plutôt bien assurés ici. » Les scientifiques ont notamment comparé leurs résultats avec ceux obtenus sur un crocodilien de la même époque, dont la température corporelle apparaît bien plus basse, à 30 °C. « Si les températures obtenues résultaient de la modification de la composition moléculaire des fossiles au cours de leur évolution géologique, nous aurions

Le Musée d'histoire naturelle de Los Angeles a fourni aux chercheurs des dents d'un tyrannosaure de la collection du musée.

STEPHANIE ABRAMOWICZ, DINOSAUR INSTITUTE, NATURAL HISTORY MUSEUM OF LOS ANGELES COUNTY

eu les mêmes résultats pour les deux espèces », écrit ainsi Robert Eagle, coauteur de l'étude et paléobiologiste à l'Ucla dans un communiqué.

Cette étude permet d'avoir une idée assez précise de la température corporelle du *T. rex*, mais comme le précisent les auteurs eux-mêmes, elle n'apporte pas la preuve définitive qu'il était bien endotherme. « Il y a un phénomène physique assez simple qui fait qu'un animal de très grande taille maintient plus facilement une température élevée », explique Vincent Reneleau. Il n'est donc pas impossible que le *T. rex*, qui évoluait dans un climat assez chaud, avec une température extérieure moyenne autour de 20 °C à Hell Creek, ait simplement bénéficié de cette inertie thermique liée à sa masse imposante, plutôt que d'une véritable capacité physiologique à produire sa propre chaleur.

« Cependant, quand on étudie les données de la littérature, un certain nombre d'indices plaident pour une véritable endothermie. Des ossements ont été découverts en Alaska, où, si les températures n'étaient pas aussi basses qu'aujourd'hui, elles étaient plus basses qu'à Hell Creek, et aucun fossile de tortue ou de crocodilien n'y a été découvert », continue Vincent Reneleau. Le *T. rex*, bien qu'ayant évolué dans des environnements globalement chauds, a ainsi également pu survivre dans une zone habitable plus froide, s'étendant jusqu'à des territoires où les animaux à sang froid auraient péri.

Pour Robert Eagle, « un *T. rex* thermorégulé conforte les théories selon lesquelles les tyrannosaures étaient des animaux actifs, chassant ou se nourrissant de charognes pour alimenter leur métabolisme rapide ». Pour autant, si cette étude interroge sur la chronologie et l'apparition de l'endothermie dans le clade qui regroupe le *T. rex* et son cousin moderne, l'oiseau, elle ne peut s'appliquer à l'ensemble de leur lignée. « Les dinosaures sont très nombreux et très diversifiés, analyse Vincent Reneleau. Il y avait des dinosaures de quelques dizaines de grammes et d'autres pesants jusqu'à 70 tonnes, avec probablement tous les types de métabolismes possibles selon les espèces. » ■

La Méditerranée de plus en plus salée

Delphine Chayot

La mer se réchauffe aussi à un rythme accéléré, ce qui est très néfaste à la vie marine.

La mer Méditerranée se réchauffe et se salinise à un rythme qui s'accélère, y compris en profondeur. Ce constat est celui de chercheurs de l'Institut Ruder Boskovic, en Croatie, qui ont analysé un jeu de données de températures et de salinité remontant jusqu'à aux années 1950. Selon leur étude, publiée mercredi dans la revue *Geophysical Research Letters*, la vitesse des changements en cours dans une grande partie du bassin augmente au fil des décennies. L'Adriatique et la mer Ionienne apparaissent comme les zones où l'accélération est la plus marquée.

Par rapport à la moyenne observée entre 1950 et 1999, les chercheurs estiment les anomalies de température dans les années récentes à +2,04 °C dans les cent premiers mètres d'eau, à +1,13 °C entre 100 et 300 mètres et +0,62 °C jusqu'à 1000 mètres. Le signal est même détectable entre 1000 et 2000 mètres, avec une différence moyenne de +0,21 °C. Due à une augmentation de l'évaporation, mais aussi à une baisse des apports en eau douce des fleuves, la salinisation est observée de la surface aux eaux intermédiaires et profondes.

« Une hausse de deux dixièmes de degré peut sembler anodine au premier regard, mais c'est le signe d'une évolution massive et durable, souligne Jean-Pierre Gattuso, directeur de recherche émérite CNRS au laboratoire d'océanographie de Villefran-

che-sur-Mer. Pour réchauffer une masse d'eau aussi considérable, il a fallu beaucoup d'énergie. La chaleur accumulée dans les couches supérieures est progressivement redistribuée vers les profondeurs, notamment en hiver quand l'eau de surface se rafraîchit, devient plus dense, plonge et se mélange avec l'eau profonde. »

Ce processus explique l'apparition plus tardive d'anomalies persistantes à mesure que la profondeur augmente. Une étude menée au laboratoire de Villefranche-sur-Mer avait repéré dès 1990 un réchauffement des eaux profondes en Méditerranée occidentale : elle pointait une hausse de 0,12 °C de la température, en trente ans, au-delà de 2000 mètres.

Mortalités massives d'espèces

Pour produire les nouveaux résultats, les scientifiques croates ont rassemblé des observations régionales, des mesures historiques prises par bateaux et les données des flotteurs Argo. Ces systèmes d'observation enregistrent à intervalles réguliers différents paramètres dans la colonne d'eau et les transmettent par satellite. L'analyse révèle un réchauffement et une salinisation généralisée dans toute la Méditerranée, plus marqués en surface. Ces évolutions s'accompagnent d'une transformation des propriétés physiques des masses d'eau. L'eau devient plus légère en se réchauffant, mais la hausse de salinité la rend au

contraire plus dense. Dans certaines régions, les deux phénomènes semblent pour l'heure se compenser. « À terme, la modification de ces équilibres est susceptible d'affecter l'intensité des échanges entre la surface et les profondeurs, qui sont une source d'oxygène pour la vie marine des eaux profondes », commente Jean-Pierre Gattuso.

Si les effets écologiques de cette salinisation diffuse n'ont pas encore été mesurés, les dommages provoqués par le réchauffement de l'eau sont bien visibles. Les canicules marines entraînent des mortalités massives d'espèces. On sait moins de choses sur la biodiversité des grands fonds. « Plus on va en profondeur, plus les écosystèmes sont adaptés à des conditions thermiques stables depuis des millions d'années, souligne cependant Thierry Perez, directeur de recherche au CNRS, spécialisé en écologie marine. Une infime variation de température peut donc avoir des effets majeurs. »

Souvent décrite comme un « océan miniature », la mer Méditerranée est un bon laboratoire d'étude du changement climatique. Parce qu'il s'agit d'un bassin semi-fermé, le réchauffement et la salinisation y sont amplifiés. Les scientifiques veulent mieux comprendre les mécanismes en jeu dans l'accélération. Selon Thierry Perez, « elle suggère que l'océan Atlantique, qui alimente la Méditerranée par le détroit de Gibraltar, est en train de se réchauffer en profondeur. Ce serait inquiétant. » ■

ARTCURIAL



Jean-Baptiste Henri DESHAYES
Jeune fille au chapeau
et son chien
Ancienne collection
de Pierre Paul Louis Randon
de Boisset (1708-1776),
financier et collectionneur

ESTIMATIONS GRATUITES
& CONFIDENTIELLES
Maîtres anciens & du XIX^e siècle

Vente en préparation – Mardi 10 novembre 2026

Clôture imminente
du catalogue

+33 (0)1 42 99 20 26
mfournier@artcurial.com

Zidane innove pour sa première liste

Baptiste Desprez

Le sélectionneur de l'équipe de France a dévoilé son groupe des 23 joueurs pour ses quatre premiers matchs. Avec des choix forts.

Il a rêvé de ce moment depuis tellement longtemps. Alors Zinédine Zidane, costume et cravate noir, ne s'est jamais départi de son sourire vendredi au moment d'expliquer ses choix pour sa première liste dans le costume de sélectionneur de l'équipe de France. Dans un auditorium de la FFF plein à craquer, signe d'une attente considérable et d'une curiosité maximale, avec une présentation des internationaux différente de son prédécesseur, « ZZ » a tranché. Et par définition, le champion du monde 1998 a fait des heureux... et des malheureux. 23 noms, pas de liste élargie et des choix forts pour lancer son aventure.

À ce petit jeu, les nouveautés sont nombreuses avec la présence de cinq néophytes (le gardien Guillaume Restes, les défenseurs Andy Diouf et Jérémy Jacquet, le milieu Lucas Da Cunha, et l'attaquant Estéban Lepaul). Du côté des malheureux, le triple vainqueur de la Ligue des champions sur le banc du Real Madrid (2016-2018) a laissé sur le quai bon nombre d'éléments siglés Deschamps. Logique et attendu au moment de débiter un nouveau cycle. Ainsi, les frères Hernandez ne sont pas là, tout comme Lucas Digne, N'Golo Kanté, mais aussi Aurélien Tchouaméni ou encore Marcus Thuram, Maghnes Aklouché, Malo Gusto. « C'est un choix, je ne l'ai pas appelé et j'adore ce qu'il a fait, le joueur exemplaire qu'il a été », précise-t-il sur N'Golo Kanté. Il a 35 ans et j'ai quatre ans à la tête de cette équipe de France. Enfin je l'espère (sourire). » Sur Tchouaméni, vice-capitaine sous Deschamps, la question de la phase de



Le nouveau sélectionneur des Bleus, Zinédine Zidane, lors de sa conférence de presse, vendredi, au siège de la Fédération française de football, à Paris.

BENOÎT TESSIER/REUTERS

reprise est évoquée. Pas de mise à l'écart. « C'est mieux qu'il se prépare à Madrid tranquillement », répond le sélectionneur.

Pour ce qui est des contours de la liste, avec des nouveaux, des recalés et pas de groupe élargi, Zidane s'est expliqué. « Cela m'a demandé de la réflexion, avec des joueurs qui viennent de reprendre, entre les blessés et les minutes jouées, avoue-t-il. Il n'y a pas de rupture, mais une continuité que j'avais envie d'avoir, avec d'autres idées et amener ce que je sais faire en tant qu'entraîneur. C'est un premier rassemblement, les idées étaient assez claires. » Sur son projet de jeu, Zidane se veut clair et offensif : « Je suis animé par le jeu, on aura toujours un équilibre d'équipe, un mot à la mode,

mais j'ai envie que cette équipe joue. On a les éléments pour le faire. »

Dans le reste de la liste, le noyau dur entrevu sous les ordres de Didier Deschamps à la Coupe du monde ne bouge pas. Les trois joyaux Kylian Mbappé, Ousmane Dembélé et Michael Olise sont bien entendus de la partie pour la première de « Zizou », tout comme une grande partie du reste des habitués du maillot bleu (Maignan, Koundé, Upamecano, Konaté, Koné, Rabiot, Zaïre-Emery, Doué, Barcola...). L'un des chantiers du nouveau chef d'orchestre concernera aussi sa capacité à mettre en musique les artistes français, dans un contexte moins alourdi par la course au Ballon d'Or.

Souriant, taquin

Sur ce sujet, il ne s'est pas dérobé : « Je ne vais pas siffler la fin de la récréation car ce sont des débats, chacun peut dire ce qu'il veut. Je sais ce que c'est d'être Ballon d'Or, il faut respecter le désir des joueurs de l'être. Il n'y aura pas de dis-

cussion sur ce sujet quand on va se retrouver. C'est surtout à l'extérieur. On va se concentrer sur nos matchs. »

Souriant, taquin, parfois plus sec, sur des sujets divers et variés (Benzema, la polémique Mbappé avec Ceuta, la montée des marches à Clairefontaine), Zinédine Zidane s'en est très bien tiré. Sans trop en dire quand il le voulait. En écartant son propos sur les questions techniques. Tout en se muant en traducteur quand un confrère espagnol lui a posé une question. Fin et léger. Avant de débiter les choses sérieuses.

Dès lundi, les Bleus sont attendus à Clairefontaine par leur nouveau patron et les vingt-sept membres du staff avec un programme connu de longue date. Quatre rencontres de Ligue des nations : deux prévues à l'extérieur face à la Turquie et la Belgique (25-28 septembre à Kocaeli et Bruxelles) avant le grand retour au Stade de France contre l'Italie et à nouveau nos voisins belges (2-5 octobre). Une entrée en matière rugueuse et excitante. ■

Le sélectionneur continuera de résider à Madrid

Nouveau patron de l'équipe de France, Zinédine Zidane ne va pas non plus changer toutes ses habitudes. Et notamment concernant son lieu de résidence. Habitant de Madrid depuis juillet 2001 et sa signature au sein du Real Madrid de l'époque Galactiques, l'ancien numéro 10 mythique ne quittera pas la capitale espagnole. Un choix inédit - tous les sélectionneurs français du XXI^e siècle (Deschamps, Blanc, Domenech, Santini, Lemerre) étaient domiciliés en France - qui n'a pas été un sujet au sein de la FFF. Du côté de Madrid, Zidane, qui apprécie la vie sur place en compagnie de sa femme, a le loisir d'observer certains Bleus (Mbappé, Tchouaméni, Camavinga, Konaté) et peut se déplacer facilement en Europe. Au siège de l'instance fédérale, dans le 15^e arrondissement de Paris, un bureau lui est réservé, tout comme une chambre à Clairefontaine à l'occasion des séminaires ou rassemblements de la sélection. **B. D.**

5 ^E JOURNÉE LIGUE 1			
MONACO (2)		vendredi	LENS (10)
PARIS FC (5)		samedi 17h15	STRASBOURG (6)
ANGERS (11)		20h45	TROYES (12)
LE MANS (14)		-	LORIENT (9)
LYON (4)		-	RENNES (3)
TOULOUSE (17)		-	LE HAVRE (16)
AUXERRE (15)		dimanche 15h	BREST (7)
NICE (18)		17h15	LILLE (1)
MARSEILLE (13)		20h45	PARIS SG (8)

Tous les matchs en direct sur Ligue 1+

Tous les matchs en direct sur Ligue 1+

3 ^E JOURNÉE TOP 14			
CASTRES (9)		samedi 14h30	TOULON (12)
BAYONNE (11)	16h35	CLERMONT (7)	
LA ROCHELLE (3)	-	RACING (14)	
LYON (2)	-	PAU (1)	
MONTPELLIER (8)	-	PERPIGNAN (6)	
VANNES (13)	21h	TOULOUSE (4)	
BORDEAUX B. (5)		dimanche 21h05	ST. FRANÇAIS (10)

Tous les matchs en direct sur les chaînes Canal+

Tous les matchs en direct sur les chaînes Canal+

Basket : le surprenant duel des frères Parker à Roland-Garros

Christophe Remise

Pour son premier match officiel en tant qu'entraîneur de l'Asvel, Tony affronte TJ et sa Chorale, samedi.

Comme un symbole. Longtemps réfractaire à l'idée d'entraîner, Tony Parker a « pivoté » ces derniers mois. Coup d'essai l'été dernier à la tête des U17 français, éliminés en quarts de la Coupe du monde. « TP » passe aux choses sérieuses avec ses premiers pas en match officiel à la tête de « son » Asvel, dont il reste président, ce samedi (16 h, DAZN), face à Roanne, à Roland-Garros, en demi-finales de la Supercoupe LNB. Coach de la Chorale ? Un certain TJ Parker.

Un duel fratricide pour entamer son mandat aux commandes de Lyon-Villeurbanne, c'est pour le moins savoureux. « On pourra écrire des papiers sur la confrontation entre frères », sourit le meneur de Roanne, Antoine Diot, ancien coéquipier de Tony Parker chez les Bleus, assurant qu'il « faut mettre ça de côté, c'est Roanne contre l'Asvel, pas Tony contre TJ ».

« Ça, c'est pour vous, les médias, l'attention les deux frères Parker », abonde TJ Parker. Je n'en fais pas une histoire de famille. « Et entre moi et mon frère, nos batailles ne commenceront pas demain (ce samedi), elles ont débuté sur des 2x2 en famille, les jeux vidéo, les camps de basket », sourit-il encore. Parker contre Parker, ce n'est tout de même pas commun... « Un premier

match officiel, c'est toujours très symbolique, et encore plus parce que c'est contre mon frère. Une des premières choses qui me vient en tête, c'est que j'aurais aimé que mon père (décédé l'an dernier) soit là », souffle Tony Parker, estimant qu'on « ne pouvait pas écrire meilleur script ! C'est incroyable ».

Rappelons que Roanne, qui arrive à Roland-Garros en tant que « Petit Poucet » qui a « le couteau entre les dents », dixit Diot, participe à la Supercoupe comme champion d'Elite 2, promu en Betclic Elite. La « Green Team » (Asvel) a, elle, été repêchée suite à la défection du champion de France monégasque, exclu par la Direction nationale du conseil et du contrôle de gestion des clubs.

Laquelle DNCCG a d'ailleurs aussi tapé sur les doigts villeurbannais, refusant de valider le financement d'un fonds malaisien qui devait permettre à l'Asvel de présenter un budget de 59 millions d'euros. Le meneur international tricolore Sylvain Francisco fait par exemple partie des joueurs qui avaient dit oui... avant de partir. Avec un budget finalement estimé à 24 millions d'euros, le plus important de France, « TP » a quasi intégralement revu sa copie. Épaulé par l'ancien sélectionneur des Bleus, Vincent Collet, il disposera d'un effectif très solide, avec notamment les anciens



NBAers Patty Mills (champion NBA avec Parker en 2014) et Jae Crowder.

« On n'avait peut-être pas les moyens de nos ambitions ces dernières années, mais cette fois, il y a beaucoup d'espoirs et d'enthousiasme pour remporter l'Armée à trophées », lance le Villeurbannais Edwin Jackson, ami de longue date de « TonyP » à la ville et qui se dit « très content qu'il revienne à son premier amour. Je suis très content que quelqu'un de si important pour le basket en France soit un acteur plus présent, le basket français en a besoin ».

Pour ce qui est de ce budget ratiboisé, « TP » n'a pas caché que c'est « dommage et frustrant, mais je suis là pour le très long terme et si tout est décalé d'un an, c'est comme ça ». À noter que, d'ici

« On aurait tous voulu voir notre père au premier rang, avec son costard-cravate. Il nous a quittés un peu tôt... Mais je pense qu'il est très fier de ce qu'ont fait ses trois fils »

TJ Parker Entraîneur de Roanne



TJ Parker (à gauche), lors du match opposant le Paris Basketball au Bayern Munich, le 6 novembre 2025, à Paris. Tony Parker durant une séance d'entraînement, le 4 septembre, à Lyon.

E. GARNIER/PRESSE SPORTS ET ALEX MARTIN/AFP

bre 2023, par son président de frère, Tony. « Ce n'est jamais simple de couper un entraîneur, encore moins quand c'est ton frère... », souffle Tony Parker.

« J'ai été déçu par la manière », avait déploré TJ, un an plus tard, dans L'Équipe, regrettant de « ne pas avoir été tenu au courant ». Le tout avant de reconnaître que leurs relations ont été affectées par cet événement : « Un peu quand même ». « Aussi proches qu'avant ? Oui bien sûr. Mais c'est une question qu'il faut lui poser à lui, sourit Tony Parker. Ce sera toujours mon frère, c'est ma famille. Même s'il y a eu un moment où il a fallu qu'il digère, ce que je comprends très bien, je prends de la hauteur, je suis le grand frère (Sourire.) », ajoute l'ainé de la fratrie Parker. « Tout le monde pose cette question, mais il n'y a pas d'avant et après ! Quand Tony était en NBA, on ne se voyait pas souvent, vous savez ! Ce n'est pas parce qu'on a eu ce petit moment à l'Asvel... Il a eu son point de vue, moi le mien, on a mis les choses au clair, et aujourd'hui, il n'y a plus rien, on se voit comme on se voyait avant », rétorque TJ Parker.

Une chose est sûre : Tony Parker Sr sera dans la tête des deux frères ce samedi. « C'est un peu le décès de mon papa qui a créé cela, j'ai voulu revenir en France pour ma famille et écrire une histoire avec Roanne », glisse TJ Parker, y voyant un « clin d'œil de la vie. On aurait tous voulu le voir au premier rang, avec son costard cravate. Il nous a quittés un peu tôt... Mais je pense qu'il est très fier de ce qu'ont fait ses trois fils. Il nous a donné cette passion du basket. C'est un manque mais il faut continuer à avancer ». Avancer dans une toute nouvelle vie pour Tony Parker, celle d'entraîneur en chef. ■

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone
0156 52 27 27

sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Passez une annonce dès

260 €TTC pour un deuil,
145 €TTC pour un événement heureux.

Le détail de nos tarifs est sur notre site.

Tarif préférentiel pour les abonnés.

Naissances, Adoptions, Baptêmes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fête des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communica-tions diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations, Commémoration, Signatures, Départs en retraite, Vœux, Deuils, Condoléances, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Offices religieux, Prise d'habit, Jubilé, Jubilé sacerdotal, Ordination, Vœux monastiques.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr

Tél Abonnements :
0170 37 3170

fiançailles

M. et Mme Marc VEILLY-
de JOUFFROY d'ABBANS

le chevalier et Mme Alexandre
MENCIK von ZEBINSKY

sont heureux de faire part
des fiançailles de leurs enfants

Marie et Adrien

Paris. Bruxelles.

mariages

La comtesse
Christian de MAILLY-NESLE

est heureuse de vous faire part
du mariage de son fils

Emmanuel RIO

avec
Francesca
PAVERI-FONTANA

ce samedi 19 septembre 2026.

Castello di Jerago,
Varese, Italie.

naissances

Le docteur Grégoire COFFIN
et Mme, née
Agathe Becquet de Mégille,

partagent avec
Charles, Ariane et Victor,
la joie d'annoncer
la naissance de

Fabiola

le 3 septembre 2026, à Orléans.

communications

La semaine thérésienne
d'Apprentis d'Auteuil

se déroulera
du dimanche 27 septembre
au vendredi 2 octobre 2026.

Thérèse et son rayonnement
« Mon Dieu je veux tout ! »

Conférences, témoignages,
veillées, célébration, théâtre.

- Concert : sur les pas
de Thérèse
avec les grands compositeurs,
le dimanche 27 septembre,
à 16 h 30.
- Témoignage : Laurent Kerlo,
pardonner et aimer
pour renaitre,
le mercredi 30 septembre,
à 17 heures.
- Célébration solennelle :
Mgr Catta,
le jeudi 1^{er} octobre, à 18 h 30.
- Conférence : Mgr Chauvet,
Thérèse et Bernanos,
le vendredi 2 octobre,
à 17 heures.

Tout le programme
sanctuaireautesainttherese-
paris.org
40, rue Jean-de-La-Fontaine,
75016 Paris.

La Revue des Deux Mondes
recevra

Le comité France-Indochine
et l'Association des auditeurs
de l'IHEDN

organisent
le samedi 3 octobre 2026
de 9 heures à 17 heures,
un colloque réunissant
historiens, diplomates,
hauts-fonctionnaires,
sur le thème :

L'Indochine française
de 1940 à 1946

à l'École militaire, Paris (7^e).

Inscription gratuite
mais obligatoire avant le
mercredi 30 septembre 2026 :
https://www.paris-école-
militaire.fr/fr/forms/
colloquelindochine
desannees1940

Prix Claude Pompidou
pour la recherche
sur la maladie d'Alzheimer
et autres maladies
dégénératives du cerveau

doté de 100 000 euros
a distingué cette année
les travaux du
docteur Antoine Drieu
de l'université de Caen
et de l'équipe Inserm
à l'Institut psychiatrie
et neurosciences de Paris
(IPNP),
pour ses travaux sur l'unité
périvasculaire dans la maladie
d'Alzheimer.
Grâce à ce financement,
le lauréat et son équipe
pourront acquérir un
cytomètre haute performance
permettant le repérage
et l'analyse de particules
cellulaires très spécifiques.

Soutenir la Fondation
Claude Pompidou,
c'est lutter contre
la maladie d'Alzheimer
et les maladies dégénératives
du cerveau.

Fondation Claude Pompidou
42, rue du Louvre, 75001 Paris.
www.fondationclauda-
pompidou.org

conférences

À l'occasion
des six grandes conférences,
L'École du Louvre

vous convie à celle de

Annie Caubet
ancienne conservatrice
générale et directrice du
département des Antiquités
orientales du musée
du Louvre et archéologue
de terrain,

le vendredi 16 octobre 2026,
à 18 h 30.

Entrée libre dans la limite
des places disponibles.
Amphithéâtre Rohan,
Carrousel du Louvre,
99, rue de Rivoli, Paris (1^{er}).

Dans le cadre
des Journées transatlantiques,
le Cercle France-Amériques
vous convie au colloque

L'air des alliances :
recomposition
des puissances
et nouvelles
interdépendances,

le lundi 28 septembre 2026,
à 14 h 45.
Accueil à partir de 14 h 30.

16 h 20 - 17 h 40 :
Accueil de la Patrouille
de France Mission Liberté 250.
Allocation d'honneur :
général de brigade aérienne
Pierre Gaudillière,
sous-chef d'état-major
« activité » de l'état-major
de l'armée de l'air
et de l'espace.

Le colloque est initié par
la professeure Sarah-Myriam
Martin-Brûlé,
administratrice
de France-Amériques,
directrice
du Centre FrancoPaix
de la chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques
et diplomatiques,
et
Aubin Gonzalez Lapos,
secrétaire général exécutif,
France-Amériques.

Le colloque sera suivi
d'un verre amical.

Participation à prévoir.
Renseignements par e-mail à
manifestation@
france-ameriques.fr
et sur france-ameriques.org

9, avenue
Franklin-D.-Roosevelt,
Paris (8^e).

hommages

Éric de Rothschild,
président, du
Mémorial de la Shoah

vous prie de bien vouloir
assister à la traditionnelle
cérémonie
dédiée aux victimes
sans sépulture de la Shoah

Hazkarah

ce dimanche 20 septembre 2026,
à 10 h 15.

Allocution par
Anne Sinclair
journaliste et écrivaine.

Kaddish par le grand rabbin
Olivier Kaufmann.

Mémorial de la Shoah,
17, rue Geoffroy-l'Asnier,
Paris (4^e),
parvis du Mémorial
(métro Saint-Paul
ou Pont-Marie).
www.memorialdelashoah.org

deuils

Pascal et Florence Allibert,
Laure et Pierre-André Potts,
Stéphane et Sandra Allibert,
Geoffroy et Camille Allibert,
ses enfants,

ses huit petits-enfants,

les familles Allibert et Bernard

ont la tristesse
de faire part du décès de

Mme Thierry ALLIBERT
née Véronique Bernard,

survenu le 14 septembre 2026.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Justin, à Levallois-Perret,
le lundi 21 septembre 2026,
à 10 h 30.

Brest, Lannilis (Finistère).
Saint-Étienne-au-Mont
(Pas-de-Calais).
Toulon (Var). Aix-en-Provence
(Bouches-du-Rhône).
Nantes (Loire-Atlantique).
Combloux (Haute-Savoie).

Emmanuel et Cécile
Asselin de Willencourt,
Chantal et Bruno de Pontfarcy,
Hubert et Mathilde
Asselin de Willencourt,
Philippe et Muriel
Asselin de Willencourt,
Guillaume et Violaine
Asselin de Willencourt,
ses enfants,

ses 26 petits-enfants,
ses 34 arrière-petits-enfants

et toute la famille

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Roland
ASSELIN de WILLIENCOURT
née Jacqueline Montagner,

le 15 septembre 2026, à Brest,
à l'âge de 92 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le lundi 21 septembre, à 14 h 15,
en l'église Saint-Michel,
à Brest, suivie de l'inhumation
au cimetière.

Issy-les-Moulineaux
(Hauts-de-Seine).

Guy et Christelle de Beaucorps,
Anne et Arnaud Rouquayrol,
Renaud et Laurence
de Beaucorps,
Geoffroy et Cécile
de Beaucorps,
Jean et Delphine
de Beaucorps,
Hélène et Éric
Bellot des Minières,
ses enfants et beaux-enfants,

ses 23 petits-enfants,
ses 21 arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu de la

vicomtesse de BEAUCORPS
née Alix de Bodman,

le 14 septembre 2026,
à l'âge de 92 ans, munie
des sacrements de l'Église.

Elle a rejoint dans
la Paix du Seigneur
son époux Georges,
vicomte de Beaucorps.

La messe sera célébrée
le mardi 22 septembre,
à 10 heures, en l'église
Notre-Dame-de-Reouvrance,
à Orléans (Loiret),
suivie de l'inhumation
au grand cimetière d'Orléans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pierre et Valérie Boulart-Ballot,
Isabelle et Claude Gropsiron,
ses enfants et leurs conjoints,

Marie-Prune, Angela, Vincent,
Antoine, Pierre, Élena,
Clara et Lilie,
ses petits-enfants,

Jules, Balthazar, Louis, Manon,
Lucien, Hadrien, Maxence,
Roman, Victoria, Raphaël,
Zach et Pio,
ses arrière-petits-enfants,

les familles Ballot et Marinoni

ont la tristesse
de faire part du décès de

M. Philippe BALLOT

survenu le 16 septembre 2026,
dans sa 92^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 22 septembre,
à 10 heures, en l'église
Notre-Dame-de-Compassion,
Paris (17^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Garnache (Vendée).

Cécile et Émeric de Boissieu
et leurs enfants,
Blanche et Loïc d'Halluin
et leurs enfants,
Anne et Jean de Bonneval
et leurs enfants,
Guy et Caroline
de Baudry d'Asson,
François de Baudry d'Asson

font part du rappel à Dieu de la

comtesse
Roland de BAUDRY d'ASSON
née Inès Le Gouvello du Timat,
le 15 septembre 2026,
à l'âge de 84 ans, munie
des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-de-l'Assomption,
à La Garnache,
ce samedi 19 septembre,
à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Éric
Béchet de Balan,
Éloi et Aurélie,
M. et Mme Anthony Derville,
Valentine et Antoine,
ses enfants et petits-enfants,

la comtesse Geoffroy
de Faramond de Lafajole,
sa belle-sœur,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Hubert
BÉCHET de BALAN
née Diane
de Faramond de Lafajole,

le 11 septembre 2026,
dans sa 90^e année.

La cérémonie religieuse aura
lieu le mercredi 23 septembre,
à 10 h 30, en l'église
Saint-Augustin de Deauville
(Calvados).

L'inhumation aura lieu
le jeudi 24 septembre,
dans la plus stricte intimité.

Mme Vidye Claude Béhar,
son épouse,
M. Patrick Béhar,
son fils,
Raphaëlle et Alexandra Béhar,
ses petites-filles,
ainsi que toute sa famille

ont la profonde douleur
d'annoncer la disparition de

François BÉHAR
ingénieur Supélec,

survenu le 16 septembre 2026.

L'inhumation aura lieu
au cimetière parisien
de Pantin,
le jeudi 24 septembre,
à 11 heures.

M. et Mme
Arnaud Benoit-Cattin,
son fils et sa belle-fille,
M. et Mme Arnaud Boivent,
son gendre et sa fille,
Faustine, Paola, Gabrielle
et Pauline,
ses petites-filles,

ont la douleur
de faire part du décès de

Mme Yves BENOIT-CATTIN
née Geneviève Ruchaud,

rappelée à Dieu
le 14 septembre 2026,
dans sa 84^e année,
à Corbelin (Isère).

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Pierre-de-Montrouge,
à Paris (14^e),
le mardi 29 septembre 2026,
à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Anne Bergès,
née Sartoris, son épouse,
Alphée Dehours
et Emmanuel Brocard,
Maxime et Valentine Bergès,
ses enfants,

Victoire, Oscar, Albane,
Augustine, Faustine
et Colombine,
ses petits-enfants,

ont la grande tristesse
de vous faire part du décès de

Jean-Benoît BERGÉS

survenu à Bezannes (Marne),
dans sa 84^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 22 septembre,
à 11 heures,
en l'église Saint-Martin
de Bezannes.

Olivier (†) et Florence Bouis,
Véronique Bouis,
Sophie et Jean-Luc Duchemin,
ses enfants,

ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

Geneviève BOUIS
née Gilloux,

le jeudi 17 septembre 2026.

La cérémonie religieuse
aura lieu le lundi 21 septembre,
à 14 heures, en l'église
Notre-Dame-du-Peuple
de Draguignan (Var).

M. et Mme François Brun,
M. et Mme Pascal Lemaître,
M. et Mme (†)
Jean-Paul Fournial,
Mme Odile Gadesaude (†),
M. Bernard Gadesaude,
son frère, ses sœurs,
sa belle-sœur
et ses beaux-frères,
tous ses neveux et nièces

ont la tristesse
de faire part du décès de

Hélène BRUN

survenu le 16 septembre 2026,
dans sa 91^e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Jean-Baptiste
de Neuilly-sur-Seine,
le jeudi 24 septembre, à 10 h 30,
suivie de l'inhumation
au cimetière du Montparnasse,
à Paris (14^e).

Christine de Zaluski,
née Dazelle, sa fille,

Nicolas et Émilie de Zaluski,
Anne-Juliette et Frédéric
Plisson,
Mathilde et Alexandre
Fleytoux,
ses petits-enfants,
Alexia, Louise, Paul, Cécile,
Côme, Maxence, Constance,
Madeleine et Stanislas,
ses arrière-petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

Pierre DAZELLE
ancien président-
directeur général
de GTM bâtiment
et travaux publics,
chevalier
de la Légion d'honneur,

le 12 septembre 2026.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Ferdinand-des-Ternes,
Paris (17^e),
le lundi 21 septembre,
à 14 h 30.

L'inhumation aura lieu
au cimetière de Neuil-sur-Mer
(Charente-Maritime),
le mardi 22 septembre,
à 14 h 30.

Mme Nicole Dupille,
son épouse,

Géraldine, Amélie et Antoine,
Ayméric,
ses enfants,

Marin, Arthur, Joséphine,
Valentine et Pierre, Lucie,
Clément, Tanguy,
ses petits-enfants,

Hortense,
son arrière-petite-fille,

Mme Odile Dupille,
sa sœur,
M. Francis Dupille,
son frère,

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

M. Philippe DUPILLE

le lundi 14 septembre 2026,
dans sa 86^e année.

La messe sera célébrée
le mardi 22 septembre,
à 15 heures,
en l'église Saint-Pierre
de Nanteuil-le-Haudouin
(Oise), suivie de l'inhumation
au cimetière.

Ni fleurs ni couronnes.

M. et Mme Henri de Coninck,
M. et Mme Hubert Bournac,
ses enfants,
ses petits-enfants
et toute la famille

ont la tristesse
de vous faire part du
rappel à Dieu de

M. Alain de CONINCK

à l'âge de 92 ans,
le 17 septembre 2026.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Martin de Fronsac
(Gironde),
le mardi 22 septembre,
à 14 h 30.

Carqueiranne (Var).

Céline (†) et Benjamin Lenglet,
Sylvie et Gauvain Girault,
ses enfants,
Lucas, Arthur, Adèle, Alix,
ses petits-enfants,
Evelyne Darmon,
sa compagne,

ont la douleur
de faire part du décès de

Patrick FÉRON

général de l'armée de l'air,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 13 septembre 2026,
à l'âge de 78 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Sainte-Marie-Madeleine,
à Carqueiranne,
le mardi 22 septembre,
à 15 heures,
suivie de l'inhumation
au cimetière de Carqueiranne.

La vicomtesse Xavier
Gouzillon de Bézil,
en union avec
le vicomte (†) Xavier
Gouzillon de Bézil,
et la vicomtesse (†), née
Henriette Aymer
de la Chevalerie,
ses parents,

le vicomte et la vicomtesse
Guillaume Gouzillon de Bézil,
M. et Mme Timothée
Colas des Francs,
le vicomte et la vicomtesse
Emmanuel Gouzillon de Bézil,
ses frères, sœur,
beau-frère, belles-sœurs,
leurs enfants et petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

Gwénola
GOUZILLON de BÉLIZAL
membre associé de l'Institut
Notre-Dame de Vie,

le 18 septembre 2026,
dans sa 52^e année, munie
des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le mardi 22 septembre,
à 10 heures,
en l'église Saint-Sébastien,
à Saint-Sébastien-sur-Loire
(Loire-Atlantique).

L'inhumation aura lieu
au cimetière
Notre-Dame de Vie,
à Venasque.

Pascale Hernio,
son épouse,
Chrystel, Olivia et Brigitte,
ses filles,

ont l'immense tristesse
de faire part du décès de

M. Jean HERNIO

commandeur
de l'ordre national du Mérite,
lieutenant de vaisseau,
ancien secrétaire général
de l'École nationale
supérieure de techniques
avancées (ENSTA),

survenu le 15 septembre 2026,
à Clamart.

Une messe sera célébrée
en l'église Notre-Dame
de Malakoff (Hauts-de-Seine),
le jeudi 24 septembre,
à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Karel, Juliana et son mari,
Johann Kamphuis,
ses enfants,
Sophie Gilardoni,
son épouse,
Sylvie Kamphuis,
sa sœur,
son beau-frère et ses enfants

font part du rappel à Dieu de

Antoine KAMPHUIS

le 7 septembre 2026.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Notre-Dame-de-Grâce-
de-Passy, à Paris (16^e),
le lundi 28 septembre, à 10 h 30.



LE FIGARO
le carnet du jour

Une naissance ?
Entrez dans l'histoire

Publiez votre annonce dans le Carnet du Jour.

carnetdujour@media.figaro.fr - 01 56 52 27 27



PAR
Vincent Jolly

Lorsque l'on parle de sociétés secrètes soupçonnées de tirer les ficelles du monde depuis les coulisses, la très prestigieuse université de Yale ne tarde pas à arriver dans la conversation. C'est là qu'est née la fameuse Skull and Bones, fraternité étudiante ultra-exclusive et réservée aux descendants des grandes familles américaines. Mais c'est aussi sur ce sublime campus de New Haven qui abrite la meilleure et la plus sélective école de droit du pays qu'a vu le jour une autre organisation. Une bien moins occulte mais tout aussi puissante : la Federalist Society.

Les archives du *New York Times* parlent, en mai 1982, d'un premier symposium de cette société ayant attiré 200 étudiants. « *L'un de ses principaux intervenants était Robert H. Bork, considéré comme l'un des plus éminents juristes conservateurs du pays et pressenti pour occuper un poste vacant à la Cour suprême* », note alors le quotidien qui poursuit : « *Bork a notamment critiqué la tendance de la Cour suprême à "nationaliser la moralité"* », c'est-à-dire à laisser à une instance de juges non élus la capacité à légiférer sur ce qui est moralement juste ou non.

Aujourd'hui, la Federalist Society revendique plus de 50 000 membres (avocats, juristes, juges...) auxquels s'ajoutent plusieurs milliers d'étudiants en droit, chercheurs et intellectuels participant aux différents événements organisés par les différentes branches de l'organisation. Cinq juges sur neuf de la Cour suprême sont, ou en ont été, membres. Quelque chose qui n'a rien d'un secret ou d'une honte : pour les 40 ans de la Federalist Society, organisés à Washington en 2022, les magistrats de la Cour suprême Samuel Alito et Amy Coney Barrett étaient invités à prendre la parole et leurs confrères Neil Gorsuch et Brett Kavanaugh étaient également présents.

Quant au président de la Cour suprême, l'insaisissable John G. Roberts, il admet avoir participé à des événements mais réfute en être membre. Il a en revanche été l'un des principaux intervenants lors de la conférence annuelle de l'organisation en 2007.

Mais c'est en 2016 que la Federalist Society a réellement atteint l'apogée de son influence avec l'arrivée de Donald Trump sur la scène politique puis à la Maison-Blanche. Le Parti républicain, marié de force avec Donald Trump, avait réussi à faire comprendre à ce novice en politique à quel point il était indispensable d'investir les tribunaux dans un pays où, contrairement à la France, les juges disent et font la loi – et sont nommés sur décision de l'exécutif. Et Trump de demander au vice-président exécutif et actuel coprésident de la FedSoc de lui trouver une liste de juges « originalistes ». C'est-à-dire des juristes qui allaient interpréter la Constitution telle que les Pères fondateurs l'avaient souhaitée.

Aux États-Unis, l'originalisme constitutionnel consiste à soutenir que la Constitution doit être interprétée selon le sens qu'elle avait au moment de sa rédaction et, in fine, selon l'intention de ses auteurs. Elle s'oppose aux lectures classiques et progressistes qui, elles, considèrent que la Constitution doit être interprétée à la lumière des valeurs et réalités contemporaines, évoluant ainsi avec la société sans nécessiter systématiquement un amendement formel. Sur les trente premières nominations effectuées par Donald Trump au sein des puissantes et essentielles cours d'appel fédérales, vingt-cinq étaient membres de la Federalist Society.

L'histoire de cette organisation dépasse celle du simple succès d'un lobby juridique. Elle raconte aussi le parachèvement d'une révolution conservatrice qui s'est formée comme une lame de fond depuis des décennies ; mais d'une révolution qui ne représente pourtant pas nécessairement la majorité des convictions des Américains.

Une forme de revanche

« 1982, c'est le début de l'époque Reagan, qui est alors la première présidence conservatrice aux États-Unis depuis longtemps », analyse auprès du *Figaro* Peter S. Canellos, ancien journaliste du *Boston Globe* et ancien directeur de *Politico*, qui vient de sortir *La Revanche contre les années soixante* : Sam Alito et le triomphe du mouvement juridique conservateur. « Mais certaines racines du mouvement juridique conservateur sont en réalité antérieures à la Federalist Society. Sur le plan intellectuel, cela remonte à une forme de critique de la Cour suprême des États-Unis qui, des années 1950 aux années 1970, a orchestré une certaine période de libéralisation du droit considérable. » 1973 et l'arrêt *Roe v. Wade*, la décision sur le droit à l'avortement ; 1954 et celui de la déségrégation. Des décisions auxquelles s'ajoutent d'autres, comme sur la garantie du droit à la contraception, celle qui a contraint les États américains à abroger les lois interdisant les mariages interraciaux...

C'est pendant le deuxième mandat de Ronald Reagan que son procureur général Edwin Meese organise la riposte à cette libéralisation du droit – et à cette interprétation de la Constitution par la Cour suprême. C'est parce que le droit à l'avortement n'est pas venu d'un vote de la branche législative et des représentants élus au suffrage direct mais d'une sorte de court-circuit juridique décidé par des juges nommés qu'il a pu être aussi facilement annulé en 2022. « C'est l'une des leçons des dernières décennies », poursuit l'auteur. « Le pays évolue moins que la Cour suprême – contrairement à ce qu'on aurait pu dire auparavant. À en croire les sondages, ce n'est pas la position du pays qui a changé sur les questions de droit à l'avortement, c'est celle de la Cour suprême. » Alors, en 1984, Meese décrète que tous les postes à responsabilité au sein du système judiciaire devraient être



Le président de la Federalist Society, Leonard Leo, lors de la convention nationale des avocats, le 16 novembre 2017, à Washington.

La Federalist Society, cette machine conservatrice qui a conquis la justice américaine

Fondée en 1982, cette organisation de juristes conservateurs a patiemment placé ses membres à tous les échelons de la justice américaine. Jusqu'à guider Donald Trump, lors de son premier mandat, dans la nomination des magistrats qui ont fait basculer la Cour suprême. Mais ces juges refusent désormais de se comporter en obligés du président.

réservés à des conservateurs. Et l'un des moyens pour s'assurer de cette couleur politique ? Piocher dans les adhérents à la Federalist Society.

Officiellement, l'organisation est dépourvue d'affiliation religieuse. Son logo étant le profil de James Madison, l'architecte de la sacro-sainte Constitution des États-Unis qui interdit au gouvernement d'établir une religion nationale officielle ou d'exiger des tests religieux pour accéder à une fonction publique, il ne pourrait en être autrement. Elle est en revanche fortement investie, dès sa création, par une frange conservatrice des catholiques américains.

Antonin Scalia, nommé à la Cour suprême par Reagan en 1986, a été l'un des parrains intellectuels de la Federalist Society lorsqu'il était professeur de droit à l'université de Chicago (dont le campus, avec celui de Yale, a participé à la création de la FedSoc). Réputé pour son interprétation « originaliste » de la Constitution américaine, il meurt en 2016 mais laisse derrière lui un important héritage intellectuel,

notamment sur les bancs de la Cour suprême : Amy Coney Barrett a été son assistante juridique, et Brett Kavanaugh et Neil Gorsuch se sont souvent ouvertement réclamés de l'école de pensée de Scalia.

Et le lien entre l'originalisme juridique et le catholicisme se renforce depuis plusieurs décennies. Samuel Alito, le juge le plus conservateur de la Cour suprême, auteur de l'arrêt revenant sur le droit à l'avortement et l'homme au centre du livre de Peter S. Canellos, a rejoint en 2022 le conseil consultatif d'un nouveau programme de la faculté de droit de la Catholic University of America dont le but est justement d'explorer l'intersection entre originalisme et catholicisme.

Samuel Alito n'est pas seulement le produit de la Federalist Society ; il est aussi l'incarnation de cette révolution catholique qui s'est produite dans un pays fondé par des protestants et où la religion romaine reste pourtant minoritaire. Cinq juges de la Cour suprême viennent des rangs de la Federalist Society, et ces juges sont tous catholiques. « Ce n'est pas un hasard si un bon nombre de figures de proue du mouvement juridique conservateur sont des enfants ou petits-enfants d'immigrants européens, dont une majorité était catholique », poursuit Peter S. Canellos. « Ces jeunes, comme Sam Alito, ont grandi en fréquentant l'Eglise catholique tous les dimanches et en recevant une éducation plutôt conservatrice. C'était leur fondement moral, et ces personnes étaient probablement particulièrement choquées par des décisions comme l'arrêt *Roe v. Wade* de 1973. Il a pu régner alors chez eux le sentiment que le gouvernement américain était en guerre contre les croyants. »

Profonde déception

Une époque dans laquelle beaucoup des intellectuels médiatiques critiques de cette libéralisation, comme William Buckley, étaient catholiques. Et incarnaient l'idée selon laquelle, tandis que les autres dénominations chrétiennes pouvaient adopter des postures plus ouvertes sur certaines questions (les homosexuels, les relations sexuelles hors mariage, le divorce), les catholiques, eux, gardaient le cap sur ces sujets fondateurs de la morale importée d'Europe et de Rome par les immigrants.

Mais après avoir réussi à gommer leurs différends pour s'unifier derrière un même projet, le retour d'un Donald Trump totalement désinhibé à la Maison-Blanche pour un second mandat a rapidement révélé les failles entre lui et Leonard Leo, président de la Federalist Society ; et, indirectement, les fractures potentielles au sein du camp conservateur jusque-là rassemblé bon gré mal gré derrière Trump.

Après que des juges (même pas membres de la Federalist Society) ont estimé illégaux les droits de douane décidés par Donald Trump en 2025, le président américain a jeté l'opprobre sur l'organisation en estimant qu'il avait eu tort de compter sur elle lors de son premier mandat pour l'aider à choisir les juges à nommer. « Je suis profondément déçu par la Federalist

Society en raison des mauvais conseils qu'elle m'a prodigués concernant de nombreuses nominations judiciaires », avait-il écrit avant de qualifier Leonard Leo de « vrai salaud », estimant qu'il était une « mauvaise personne qui déteste probablement l'Amérique ». Une attaque aussi nourrie par le fait qu'Amy Coney Barrett, dernière juge nommée à la Cour suprême et « validée » par Leo, s'est opposée à plusieurs reprises au président en votant par exemple contre le gel de l'aide étrangère (USAID), l'usage d'un vieux texte de loi pour justifier l'expulsion de migrants vénézuéliens, ou encore les tarifs douaniers.

Leonard Leo a pourtant toujours été aligné sur l'idéologie *Maga*, ce qui n'est pas forcément le cas de beaucoup de membres de la Federalist Society. « La différence entre les deux hommes réside surtout dans la stratégie », analyse Amanda Hollis-Brusky, auteur de *Des idées avec des conséquences*, la Federalist Society et la contre-révolution conservatrice. « Leo a passé des décennies à constituer un système judiciaire composé de fidèles de la FedSoc qui ont permis à Trump, au camp *Maga* et à l'extrême droite de remporter des victoires. Mais lors de son deuxième mandat, le président a estimé que les juges n'agissaient pas assez rapidement pour qu'il puisse pleinement mettre en œuvre son programme. Trump a donc dénigré Leo et la Federalist Society, et a commencé à nommer uniquement des fidèles prêts à lui obéir, même au mépris de la loi. »

Elle poursuit : « Le véritable enjeu pour la Federalist Society à l'avenir sera de savoir comment elle gèrera l'influence néfaste du trumpisme. Et notamment de réussir à regagner et à maintenir une respectabilité dans le monde juridique malgré l'implication de Leonard Leo dans la politique du président. » Si les sondages ne se trompent pas, les démocrates vont regagner la Chambre basse du Parlement lors des prochaines élections de mi-mandat en novembre prochain. Certains espèrent même une victoire, improbable mais possible, au Sénat. Si cela se produit, il est fort à parier que Donald Trump voudra exercer encore plus son pouvoir et tentera ainsi de court-circuiter les démocrates au Congrès. Et tous ces potentiels litiges de se retrouver, à un moment, devant la Cour suprême que la Federalist Society et lui ont profondément influencée.

Il y a quelques jours, la Cour suprême des États-Unis a par exemple rejeté le plan du président visant à restreindre le vote par correspondance avant les élections de mi-mandat de novembre, ce qui constitue un revers pour la Maison-Blanche. Là encore, le problème relève plus du timing et de la stratégie que de l'idéologie : Brett Kavanaugh a par exemple estimé qu'il pourrait un jour considérer un changement de ladite règle mais a soutenu que « l'application de cette règle aux élections de 2026 serait arbitraire et abusive ». Un exemple de plus pour illustrer les aspérités du conservatisme américain et l'indépendance d'esprit de juges qu'on pensait entièrement inféodés à celui qui les a nommés à leur poste. ■

« Le classement Pisa confirme que la culture française, surtout écrite, est en voie d'effacement »

MONIQUE CANTO-SPERBER

Dans un ouvrage passionnant, la philosophe diagnostique la disparition de la culture française, notamment la culture écrite, sous l'effet d'une école affaiblie, des réseaux sociaux et désormais de l'intelligence artificielle. Avec cette tradition s'en va la possibilité de débattre et de partager un monde commun, argumente-t-elle.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Eugénie Boilait

LE FIGARO. - Vous diagnostiquez la « fin de la culture française ». Pourquoi une telle thèse ?
MONIQUE CANTO-SPERBER. - Il me paraissait nécessaire de dresser un constat et d'exprimer une inquiétude. Les ouvrages déplorant « la fin de » sont particulièrement nombreux aujourd'hui, mais très peu ont trait à la culture - la plupart évoquent la fin de l'identité française, du christianisme ou encore de notre « civilisation ». Ce dont je parle est plus limité dans sa portée, déjà observable, et ses conséquences seront irréversibles : la culture française, surtout la culture écrite, est en voie d'effacement. Voilà qui pourra paraître paradoxal au moment où jamais autant de livres n'ont été publiés, où l'offre de spectacles est considérable, où les places pour la Comédie-Française sont réservées dès le moment de leur mise en vente. Et pourtant, le nombre des lecteurs, des jeunes lecteurs surtout, a baissé de manière dramatique, les références culturelles communes sont en train de disparaître, l'aisance dans l'écriture et la lecture n'est plus du tout acquise pour la majorité des lycéens (le dernier rapport Pisa vient encore de le confirmer), la curiosité d'écouter un point de vue opposé au sien comme le souhait de comprendre ce qui le motive disparaît peu à peu. Chacun semble surtout attaché à ses certitudes, peu soucieux de les confronter à d'autres façons de voir. On est bien loin du goût du débat et de la discussion, avec son esprit belliqueux, non conformiste, amateur de bons mots et surtout d'arguments, qui sont la marque de l'esprit français, de Voltaire à Michel Audiard ou aux humoristes d'aujourd'hui.

Quelles ont été les étapes de ce processus ?
L'effacement progressif de la culture française s'est amorcé il y a une vingtaine d'années. Il s'est d'abord traduit par la baisse des exigences éducatives, la désaffection à l'égard de la notion de réussite scolaire, et surtout l'évolution des programmes, plus soucieux d'alerter les enfants sur les problèmes du monde que de leur donner des repères qui leur permettent de mettre les choses en perspective et de garder l'esprit ouvert. Les méthodes d'enseignement aussi ont évolué : les enfants n'étaient plus incités à lire une œuvre entière, ils se limitaient donc à en lire des résumés et des extraits. À partir des années 2010, la consultation parfois frénétique des réseaux sociaux (une quinzaine d'heures par semaine en moyenne) a substitué le zapping à la lecture attentive et créé aussi une segmentation dans l'accès à l'information. Enfin, depuis deux ans, l'usage désinhibé de l'IA générative est en train de remplacer les textes qu'on écrivait soi-même par ceux produits par un chatbot : c'est déjà le cas pour la majori-

té des étudiants. Dans mon livre, j'évite de porter des jugements de valeur. Je constate qu'une bascule a eu lieu, j'essaie de la décrire et de l'analyser. Le lecteur jugera par lui-même. Mais je voudrais insister sur le fait que, plus fondamentalement, c'est la réalité même de la culture comme transformation intérieure qui perd peu à peu son sens. L'accès aux œuvres, à l'expérience esthétique, aux récits, à l'architecture, à la musique, à la découverte du monde, est aussi l'occasion d'une intériorisation grâce à laquelle chacun se forge une façon de mieux voir le monde, de mieux écouter l'autre, de mieux saisir la complexité de la vie. Au fond, la culture, qu'elle soit savante ou populaire, est ce qui donne à notre expérience de la vie une profondeur et une capacité de résonance avec le monde et avec les autres. La culture moderne n'est évidemment pas une expérience homogène, vécue par tous de la même façon, mais elle a longtemps inclus des références communes : les mêmes livres lus en classe, des références historiques, des chansons dont tout le monde connaissait les paroles, des films aussi, dits « populaires », qui avaient été vus par tout le monde, quel que soit le niveau de diplôme ou le milieu social. Sans un minimum d'éléments partagés : parler de la même chose et se référer à des normes de discussion à peu près stables, il est difficile de débattre.

Votre ouvrage est en effet traversé par une inquiétude : « On se demande qui a vraiment lu, qui est vraiment l'auteur, on s'inquiète d'être bien compris lorsque l'on parle, et surtout si, quand on parle avec d'autres, on parle bien tous de la même chose », écrivez-vous. Cohabitions-nous tous avec ce sentiment étrange, celui d'une confusion, nous empêchant d'échanger véritablement ?
Cette difficulté du dialogue, qu'on peut observer dans les salles de classe, dans les débats télévisuels, à l'Assemblée nationale, et même dans les conversations privées, surtout entre générations différentes, vient en partie d'une modification des pratiques culturelles que sont la lecture, l'écriture, l'écoute même, et l'expression. Ces pratiques se sont transformées au point que dans certains cas on ne sait même plus ce qu'elles signifient. Prenons l'exemple de la lecture. Quand on me disait « J'ai lu un livre », j'étais certaine que cela voulait dire : « Je l'ai lu, donc je le connais bien, je peux en parler vraiment. » Maintenant, je sais que ce n'est plus le cas. « J'ai lu un livre », cela peut vouloir dire : « Je l'ai lu mais en même temps que je zappais sur les réseaux », ou bien « Je l'ai lu en regardant la fin, en relevant quelques phrases, à la recherche de ce qui fait un peu buzz » ; ou encore : « Je l'ai lu en audio en faisant la cuisine », ou même « Je l'ai lu, mais seulement le résumé et des extraits » et, pire que tout : « Je l'ai lu, mais en F, comme sur mon écran, lecture de la première ligne, de la moitié de la deuxième, et puis balayage vertical en regardant seulement le premier mot de chaque ligne. » On pourrait dire la même chose pour l'écriture. Lorsque des étudiants rendent des devoirs faits avec ChatGPT tout en finissant par se persuader qu'ils en sont les auteurs, que signifie « écrire » ? Comment trouver un langage commun face à des expériences de lecture et d'écriture si différentes ? Cela vaut aussi pour l'écoute : sommes-nous encore capables d'écouter ce que dit l'autre, de l'écouter vraiment, pour bien le comprendre et pouvoir en discuter ? Et de quoi va-t-on débattre ? Avec quelles règles implicites ? La saturation de l'espace mental laisse peu de place à la curiosité pour des convictions différentes des nôtres ou qui ne viennent pas conforter nos certitudes.

Lorsqu'ils répondent simultanément à leurs messages, ou qu'ils jugent leur lecture à l'aune de leurs convictions, lisent-ils vraiment ?
Il me semble que ce ne sont pas des manières de lire qui donnent véritablement la parole au livre, à son altérité. Il est difficile de lire vraiment sans libérer en soi une place pour que le livre s'impose en nous. Dans une série et un film, on vous donne un monde créé, avec le livre, vous le recréez vous-même. Les réseaux sociaux et l'addiction qu'ils procurent du fait des algorithmes qui y sont à l'œuvre tendent à nous donner les réponses que nous n'avons pas demandées à des questions qui n'ont pas été posées. Cela contribue à automatiser la production de l'écrit et donc à en diminuer la valeur, or cette valeur tient à sa singularité. L'IA générative, avec ses textes sans auteur, standardisés, accentue ce phénomène de nullification de l'écrit. Quand des textes écrits sans auteur, ou bien qui ne résultent d'aucune quête intérieure, d'aucune recherche, d'aucune création se multiplient, il en résulte que l'écrit n'a plus de valeur, et que la culture écrite est promise à un sombre avenir.

Vous expliquez que nos sociétés ont un rapport dégradé à la réalité, à la vérité, alors que c'était pourtant l'un des attributs de la culture française. De quoi parlez-vous ?
J'insiste sur ce point car la culture ne se caractérise pas seulement par des œuvres, des institutions et une transmission, mais aussi par une exigence à l'égard de la vérité et de la réalité. À partir du XVII^e siècle, la confiance mise dans la langue pour rendre le monde intelligible est omniprésente chez les moralistes, les écrivains, les philosophes, l'ambition était de dire le réel, que chacun voyait, mais de le dire d'une manière « fine, vive et nouvelle » : vo-

lonté de comprendre et non-conformisme, imagination verbale et rationalité forcenée. Or nous paraissions immergés aujourd'hui dans un monde de faux-semblants, où le réel n'est plus vu pour ce qu'il est, épais, avec ses grandeurs et ses détrit, mais transformé en soupe claire.

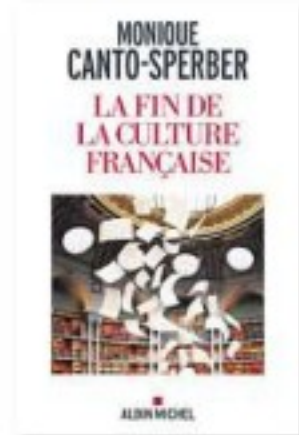
Vous évoquez dans votre ouvrage l'apparition, dans notre langage, du vocabulaire « inclusif » ainsi que de nouveaux concepts, comme le « continuum des violences ». A-t-on fait de la langue une arme contre le dialogue ?
Un vocabulaire nouveau s'est en effet imposé non sur tous les sujets mais sur certaines questions qui ont trait aux valeurs et aux identités, où les manières de parler ont évolué de façon à qualifier la réalité selon nos croyances et nos préférences. Ces expressions deviennent alors familières et finissent par s'imposer comme les seules façons de parler du réel. Mais il y a aussi des mots qui portent des jugements ou qui procèdent à des amalgames, ce dont témoigne la multiplication des termes en « -isme » : le terme « virilisme » peut servir à désigner un comportement masculin répréhensible, mais aussi une affirmation masculine qui n'a rien d'agressif, or l'emploi du terme les confond. Quant au « continuum des violences », il y a tellement de façons de comprendre l'expression que chacun peut y mettre ce qu'il veut : comment en discuter sérieusement sans être d'emblée piégé ? La langue ne doit pas servir à juger le réel. Par sa capacité de superposer description et désapprobation, le langage est la première prise de guerre dans la guerre culturelle qui fait rage aujourd'hui. Et de ce point de vue, les progressistes sont bien plus inventifs que les conservateurs.

Indépendamment de la guerre culturelle, la « culture écrite », qui est au cœur de la culture française, est agonisante, diagnostiquez-vous.
Qu'impliquerait sa disparition ?
La culture écrite est au cœur de la culture française et ses effets sont bien documentés. Elle a permis la transmission, le développement des capacités d'abstraction et de formalisation, la familiarité avec la pensée complexe. Elle est liée à l'enrichissement de la communication humaine, à la possibilité d'exprimer ses intentions, ses volontés, ses émotions. La diffusion de l'imprimerie au milieu du XV^e siècle lui a donné une diffusion considérable. Mais c'est au XVIII^e siècle que ce qu'on a appelé « la fureur de lire » a eu un immense effet social et politique : en lisant on découvrait des idées politiques différents et une pluralité de points de vue qui encourageaient l'esprit critique.

Pourquoi insister sur le désir de lire ?
Une génération comme la mienne, qui considérait la lecture comme une chose essentielle, voire vitale, a laissé la place à des générations qui s'en passent parfaitement et auxquelles la lecture ne semble pas manquer. Comment faire pour les ramener à la lecture ? Les arguments intellectuels (les livres permettent d'apprendre et de découvrir le monde) ne convainquent vraiment que ceux qui ont déjà le goût de lire. Il vaut donc mieux mettre en avant le plaisir de la sociabilité que permet la lecture, le plaisir de pouvoir en parler avec des jeunes de son âge mais aussi avec d'autres, de tous âges. Un autre moyen de ramener les jeunes à la lecture est d'évoquer avec eux le plaisir immense que cela procure : le plaisir non seulement de mieux se connaître et de découvrir aussi la langue universelle des lecteurs, mais aussi d'entrer dans un autre monde, dans d'autres vies, de sentir vibrer en soi la curiosité, l'engagement dans autre chose que soi-même. Nietzsche disait qu'« on ne lit qu'avec le corps entier ». La lecture est un fabuleux apprentissage des émotions, de notre capacité d'identification. C'est le cas aussi du théâtre, des séries et des films, mais la place laissée à l'imagination est alors plus restreinte, et il n'y a pas le même engagement physique : lire un livre, c'est le dévorer, s'y plonger, le ruminer, le digérer.

Il y a la question des réseaux sociaux, mais surtout celle de l'intelligence artificielle - et de ses dégâts - qui semble traverser votre ouvrage tout entier. En quoi modifie-t-elle radicalement notre culture ?
D'emblée, l'IA générative pose la question de l'auteur. Si des livres, des œuvres, des musiques sont composés par l'intelligence artificielle, la facilité de produire de l'écrit va provoquer la déperdition de sa valeur, y compris économique car peu voudront acheter des livres IA. Par ailleurs, les IA génératives produisent à partir de l'existant, on ne trouvera donc plus rien dans les textes produits des fulgurances de la culture française.

La culture française est-elle donc réellement vouée à disparaître ?
S'il y a un ressaisissement, plusieurs générations d'adultes devront rendre des comptes : on nous demandera : « Vous étiez là ? Vous avez vu ce qui se passait ? Vous n'avez rien fait ? » Les jeunes générations se rendront compte de ce qui leur manque. Il est injustifiable d'avoir laissé l'école se dégrader à ce point, de n'avoir plus appris à des générations entières à lire correctement, d'avoir laissé les réseaux sociaux et l'IA générative nous déborder. Notre pays va-t-il le détruire lui-même sa culture ? ■



■ LA FIN DE LA CULTURE FRANÇAISE
De Monique Canto-Sperber,
Albin Michel,
304 p., 21,90€.

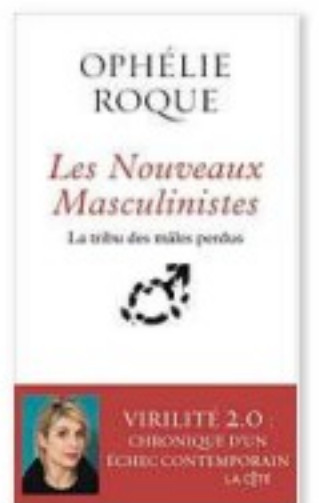


FABIEN CLAIREFOND

Les hommes sans joie



CHRONIQUE
Mathieu Bock-Côté



■ LES NOUVEAUX MASCULINISTES. LA TRIBU DES MÂLES PERDUS D'Ophélie Roque, Presses de la Cité, 240 p., 21 €.

Il y aurait péril masculiniste en la demeure. Il exigerait même, on l'entend des deux côtés de l'Atlantique, une réponse politique à grande échelle – le patriarcat, déstabilisé, pousserait les jeunes hommes à la radicalisation. Une menace terroriste se dessinerait même à l'horizon. De manière plus ludique, mais apparemment tout aussi dangereuse, le regard masculin sur la femme, avec sa charge de désir, serait réhabilité avec un sans-gêne condamnable – on le voit avec la polémique quasiment mondiale entourant Sydney Sweeney, s'exposant au monde peu vêtue, dans le cadre d'une publicité pour une entreprise de paris sportifs. Qui sont ces hommes non réformés, non rééduqués, qui confessent encore leur amour des courbes ? Derrière ces polémiques, les uns délirantes, les autres risibles, se révèle toutefois une nouvelle question masculine, qu'Ophélie Roque a entrepris de décortiquer dans son nouvel ouvrage, *Les Nouveaux Masculinistes* – le sous-titre *La Tribu des mâles perdus* décrit mieux l'objet de son enquête.

Un mot sur l'auteur, Ophélie Roque, qui s'est d'abord fait connaître avec *Black Mesa*, son premier roman, en 2023, un très grand livre, je le dis au passage. Ces derniers mois, elle s'est lancée sur X dans une série de portraits aussi drôles que méchants des membres de la classe politique – ils sont vite devenus viraux au point de se transformer en phénomène politico-littéraire. Elle prend ici une tunique de sociologue pour comprendre le malaise de l'homme contemporain. Point de départ : le monde des évidences d'hier s'est écroulé. Un homme savait autrefois comment se construire dans la vie, à travers une série d'expériences initiatiques, allant des premières batailles aux équipes sportives de jeunesse, pour

ensuite se marier, fonder une famille, devenir père, protéger les siens, et le monde. Cet idéal pouvait se décliner dans plusieurs rôles sociaux. Mais que reste-t-il quand ce chemin balisé se brouille, puis disparaît ?

S'ajoute à cet effondrement sociologique une crise du désir. La révolution féministe, et plus encore le néo-féminisme, ont jeté un soupçon sur le désir masculin et la possibilité d'une rencontre entre les deux sexes. Un immense ressentiment surgit. Il domine l'univers des « incels », contraction de célibataires involontaires, qui occupent une grande place dans la culture numérique. Désenchantés dans leur rapport aux femmes, convaincus des vertus d'une forme de darwinisme radical dans

La différence des sexes est irréductible, ancrée dans la nature humaine, et les deux sexes, jamais, ne se comprendront parfaitement

le domaine de la séduction, ces jeunes hommes s'imaginent renouer avec une masculinité primitive. Paradoxe du masculinisme : pour ne plus être une victime, l'homme doit devenir dominateur. De là un culte du corps, de la salle de sport, et le fantasme d'une gueule carrée comme celle d'un spartiate qu'il cherchera à travailler, quitte à se briser le visage au marteau pour la façonner. Ceux qui font cela sont de vrais débilés. Les réseaux sociaux poussent ici au pire.

On découvre une masculinité triste, vengeresse, sans joie. L'homme de plus de 40 ans qui lit cela se demande si cette sous-culture est bien réelle. Les hommes dont on parle ici ne veulent pas séduire,

conquérir, charmer, et au terme de tout cela, conclure, pourquoi pas. Ils ne goûtent pas la fréquentation de l'autre sexe, d'ailleurs, souvent, ils la fuient. Ophélie Roque décrit une scène cocasse et glaçante : un homme arrive dans une pièce où elle se trouve avec d'autres hommes. Il fait la bise à chacun. Puis devant elle, se braque, et lui offre une poignée de main. Dans quel monde une telle chose est-elle possible ? J'y vois une scène d'époque. Il y a dans cette masculinité en repli quelque chose de franchement agaçant. On aurait envie, comme Don Corleone, de dire aux petits geignards « *com- porte-toi comme un homme* ». Mais c'est alors que surgiront deux questions : que veut dire se comporter comme un homme ? Et qu'est-ce qu'un homme d'ailleurs ?

Se pose donc l'enjeu du récit. L'homme en a besoin pour s'inscrire dans le monde, le conquérir – car l'homme qui ne se voit pas comme un conquérant, d'une manière ou d'une autre, se sentira diminué. N'y voyons pas un fantasme viriliste. La différence des sexes est irréductible, ancrée dans la nature humaine, et les deux sexes, jamais, ne se comprendront parfaitement. Ophélie Roque le reconnaît, dans cet ouvrage subtil, éloigné de l'esprit de procès, qui permet de comprendre nos temps bizarres. Les femmes aimeraient avoir devant elle des hommes qui ne soient ni des brutes, ni des larves. Le monde d'hier n'avait pas tout à fait tort. Professeur, guerrier, artisan, prêtre, ou même moine-soldat : l'homme a besoin d'un rôle qui l'attend. S'il ne le trouve pas, si de temps en temps, il ne peut pas jouter, et devenir vainqueur du tournoi, il se liquéfie, et plutôt que d'incarner une saine virilité, il vire à la mauviette haineuse. Ce qui nous rappelle que le masculinisme n'est finalement qu'un féminisme inversé, en pire. ■

Marine Le Pen face à son dernier plafond de verre : l'économie



CHRONIQUE
Albert Zennou

Marine Le Pen dispose d'un avantage considérable : les sondages la placent depuis belle lurette au second tour de la présidentielle. Avec des intentions de vote proches d'un tiers des suffrages au premier tour, le RN a changé de dimension. Il n'est plus seulement ce parti protestataire qui recueillait les voix des Français en colère. Il aspire désormais au statut de parti de gouvernement et commence à être perçu comme une formation susceptible de diriger le pays. Encore faut-il franchir la barre des 50 % en agrégeant à son électorat naturel des électeurs venus d'autres horizons.

Or le principal réservoir de voix de Marine Le Pen se situe à droite. Les électeurs de Bruno Retailleau, d'Éric Zemmour et même une partie de ceux d'Édouard Philippe constituent des électeurs potentiels du RN au second tour. Elle doit donc envoyer des signaux à ces électeurs pour qui l'économie est importante. Le « plafond de verre » moral qui a jusqu'à présent empêché le RN d'accéder au pouvoir pourrait trouver une nouvelle incarnation avec l'économie. Et si c'était ce qui l'empêchait de remporter l'élection ? Au soir du premier tour, le 18 avril, les appels au « front républicain » devraient de nouveau se multiplier pour empêcher l'élection de Marine Le Pen. Mais la solidité de ce barrage dépendra aussi de l'identité de son adversaire. Face à Jean-Luc Mélenchon, les reports de l'électorat de droite vers la candidate du RN seraient sans doute facilités. La difficulté serait tout autre face à Édouard Philippe ou Bruno Retailleau. Dans cette configuration, Marine Le Pen devra convaincre bien au-delà de son socle. Fidéliser son électorat ne suffit jamais. La vieille formule reste valable : au premier tour, on choisit ; au second, on élimine.

Sur de nombreux sujets, les électors RN et LR se sont considérablement rapprochés. Même les retraités, longtemps parmi les catégories les plus fidèles à la droite traditionnelle, se sont ouverts au vote RN. L'électorat de droite n'est pas seulement sensible aux discours sur l'ordre, l'immigration ou l'identité. Il demeure également attaché à la maîtrise de la dépense publique, à la valeur travail, à la propriété, à la défense des entreprises et à la remise en cause de l'assistanat.

C'est là que le rapprochement entre les deux électors trouve ses limites. Les positions économiques

de Marine Le Pen continuent de susciter des réserves parmi les électeurs de droite et du centre, traditionnellement plus libéraux et moins favorables à un État protecteur omniprésent. Le paradoxe est que c'est précisément en adoptant un programme économique plus social que le RN a réussi son spectaculaire décollage électoral. Elle a longtemps défendu le protectionnisme, critiqué la mondialisation, valorisé les services publics et plaidé pour le retour de la retraite à 60 ans. Cette évolution participait pleinement à la stratégie de « dédialabolisation ».

Le résultat a été spectaculaire. Le RN est devenu le premier choix électoral d'une grande partie des catégories populaires et de la France périphérique, remplaçant parfois la gauche dans d'anciens bastions ouvriers du Nord et de l'Est. Mais cette stratégie porte en elle ses propres limites. Les marges de progression du RN ne se trouvent plus dans les anciens bassins industriels. Elles sont désormais chez les classes moyennes et supérieures, les cadres, les chefs d'entreprise, les professions libérales, mais aussi chez les Français propriétaires, soucieux de préserver leur patrimoine familial. Autrement dit, le cœur de la sociologie traditionnelle de la droite. Ces électeurs n'attendent pas nécessairement la même chose de l'État que l'électorat populaire du RN. Marine Le Pen a commencé à infléchir son discours en évoquant une règle d'or destinée à limiter le déficit sur les dépenses courantes de l'État. Mais une divergence fondamentale demeure : lorsque la droite traditionnelle réclame généralement moins d'État, le RN veut surtout un autre État, plus protecteur et plus interventionniste.

La question des retraites résume parfaitement cette contradiction. Marine Le Pen s'est constamment opposée au relèvement de l'âge légal de départ. Elle défend un départ à 62 ans, avec la possibilité de partir plus tôt pour certaines carrières longues. Une position cohérente avec les attentes d'une partie de son électorat populaire, mais beaucoup moins avec celles des électeurs de droite attachés à l'équilibre financier du système.

C'est d'ailleurs sur le terrain économique que la différence entre Marine Le Pen et Jordan Bardella est apparue avec le plus de netteté. Plus sensible à l'entreprise et à une approche libérale de l'économie, Bardella présente un profil plus compatible avec les attentes de la droite traditionnelle. Il assume également plus volontiers l'étiquette de droite,

là où Marine Le Pen continue de récuser cette classification.

Dès lors, la question devient politique : jusqu'où le RN peut-il évoluer vers une économie moins administrée sans désespérer les catégories populaires qui ont fait son succès ? Pour gagner, Marine Le Pen doit élargir sa base sans défaire la coalition électorale patiemment constituée depuis quinze ans.

Le RN mise notamment sur des économies liées à la réduction de l'immigration, à une moindre contribution française au budget européen ou à la suppression de dépenses qu'il juge inutiles. Elles sont censées permettre de préserver un niveau élevé de protection sociale tout en redressant les comptes publics. Mais l'équation est devenue d'autant plus difficile que la situation financière de la France s'est considérablement dégradée. Le poids croissant du service de la dette et le niveau des taux d'intérêt réduisent les marges de manœuvre dont disposera le prochain président.

Marine Le Pen semble avoir compris le danger qu'il y aurait à rester figée sur ses anciennes positions économiques. Elle a abandonné l'idée de rétablir l'ISF et s'oppose à certains alourdissements de la fiscalité du patrimoine. La baisse des droits de succession, la réduction des impôts de production et la suppression de normes pesant sur les entreprises devraient également figurer dans son programme.

Après la dédialabolisation politique vient donc le temps de la crédibilisation économique. Pour une candidate qui ambitionne désormais de gouverner, il ne suffit plus de dénoncer les politiques menées par ses prédécesseurs. Elle doit démontrer que son programme peut être financé et qu'une alternance RN ne provoquerait ni emballement des déficits ni inquiétude majeure chez les acteurs économiques.

A mesure que son électorat s'élargit, l'immigration et la sécurité ne peuvent plus être les seuls déterminants du vote RN. Les électeurs susceptibles de lui apporter les voix décisives le 2 mai 2027 s'inquiètent aussi de la dette, des impôts, du pouvoir d'achat, de la compétitivité des entreprises et du décrochage économique de la France. Un électeur n'est jamais réductible à une seule préoccupation. Et pour devenir majoritaire, le RN devra réussir sur l'économie ce qu'il a déjà accompli sur le terrain politique : lever les dernières réticences de ceux qui hésitent encore à lui confier le pouvoir. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trappier
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoit Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Eric Trappier

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)

Directrice déléguée
du pôle Figaro
Anne Pican
Éditeur
Robert Mergui

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 80 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurora Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux

ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0531 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ;
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €. Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €.

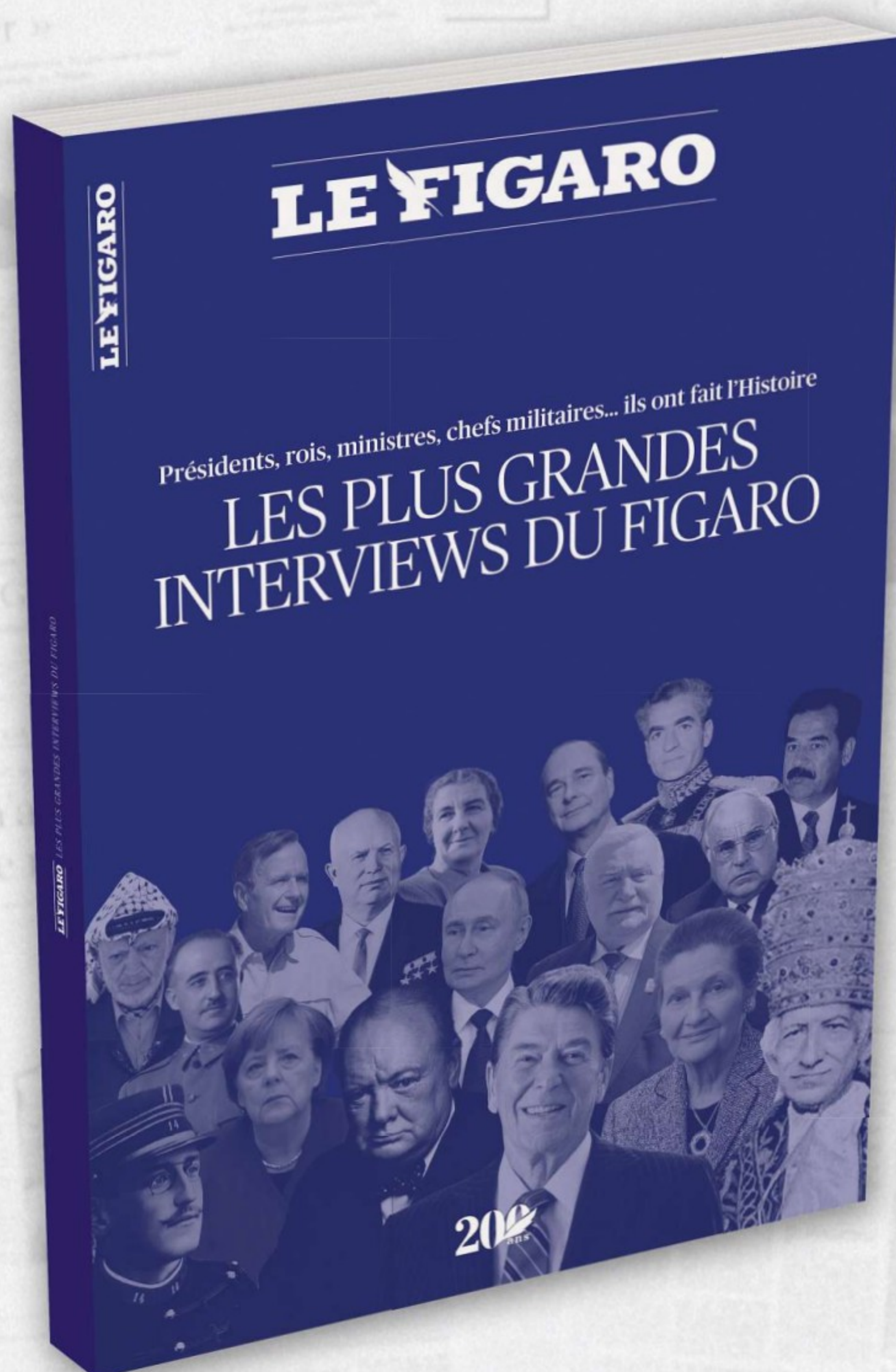
Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocollable européen
sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
1er cahier
16 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous
12 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4 Magazine
156 pages
Cahier TV 68 pages
Supplément 5 Madame
142 pages
Promo Portage
Wall-street Journal
diffusion sur une partie
du territoire national

NOUVEAU

200 ANS D'INTERVIEWS DU FIGARO DE CEUX QUI ONT FAIT L'HISTOIRE



Konrad Adenauer
Yasser Arafat
Mustafa Kemal Atatürk
Georges Boulanger
George H. W. Bush
Jacques Chirac
Winston Churchill
Alfred Dreyfus
Francisco Franco
Georges Ier de Grèce
Valéry Giscard d'Estaing
Herbert Hoover
Ruhollah Khomeyni
Nikita Khrouchtchev
Helmut Kohl
Léon XIII
Golda Meir
Angela Merkel
Gamal Abdel Nasser
Mohammad Reza Pahlavi
Vladimir Poutine
Ronald Reagan
Simone Veil
Lech Wałęsa

12,90 €

EN VENTE ACTUELLEMENT

chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

LE FIGARO
économie



Placements : comment profiter de la flambée des taux

La hausse du loyer de l'argent offre de nouvelles opportunités aux épargnants soucieux de trouver de bons rendements sans prendre trop de risques. **PAGE 20**

Berlin plaide pour une taxe sur les superprofits pétroliers

Berlin remet la pression sur Bruxelles. Réunis vendredi à Dublin, plusieurs ministres des Finances, Allemagne en tête, ont demandé à la Commission européenne de taxer les bénéfices exceptionnels des groupes pétroliers, dopés par la guerre au Moyen-Orient. «*Nous attendons que la Commission présente enfin des propositions*», a déclaré le

grand argentier allemand, Lars Klingbeil, déplorant sa « *réticence* » à avancer sur cette idée de taxer les superprofits. Berlin, Rome, Vienne, Varsovie, Lisbonne et Madrid avaient déjà formulé cette demande en août après un premier appel en avril. L'objectif est de récupérer une partie de ces gains pour financer des aides aux ménages et aux

entreprises confrontés à la flambée des prix de l'énergie. « Au niveau national, les États membres peuvent déjà instaurer une taxe sur les bénéfices exceptionnels, s'ils le veulent », a rappelé le commissaire européen aux Affaires économiques, Valdis Dombrovskis. La France souligne de son côté les difficultés d'un dispositif commun, les conséquences de ce choc

variant selon les pays. Pour l'Irlandais Simon Harris, dont le pays exerce la présidence tournante de l'UE, la réponse la plus efficace pour lutter contre les prix élevés des carburants reste « une désescalade au Moyen-Orient et la réouverture d'Ormuz ». Vendredi, le brent évoluait autour de 104 dollars le baril après avoir frôlé les 110 dollars cette semaine. **C.G.**

L'HISTOIRE

Mbappé délaisse les crampons Nike pour se chauser chez le suisse On

Nouveau transfert à sensation pour Kylian Mbappé. Le capitaine des Bleus ne va pas changer de club, et continuera à jouer au Real Madrid.

En revanche, le champion du monde 2018 quitte son équipementier de toujours, Nike, pour rejoindre la marque suisse d'articles de sport On. Même si le contrat du serial buteur avec Nike s'était terminé fin juillet, personne n'avait anticipé un tel coup de tonnerre.

Fondé en 2009, On est une marque connue pour ses chaussures de course et de tennis. En s'associant au plus grand footballeur français en exercice, elle fait une entrée fracassante dans le football.

Dans son communiqué annonçant la nouvelle, elle ne dévoile pas le montant de ce partenariat avec la superstar du ballon rond.

En revanche, elle ne boude pas son plaisir : *« Aujourd'hui, On annonce son entrée dans le football »*

A partial view of Kylian Mbappé on the right side of the page. He is wearing a white t-shirt with the 'on' logo on the chest and is holding a white smartphone.

aux côtés du champion de football Kylian Mbappé, marquant le début du voyage de la marque dans le plus grand sport du monde. » Les motivations de Kylian Mbappé à rejeter les dés sont moins directes. « Je veux apporter mon expérience et mon point de vue à ce que nous créons, repousser les limites grâce à l'innovation », indique le recordman de buts en Coupe du monde (22). Selon une source proche du dossier, le joueur est surtout devenu actionnaire d'On, ce qui a joué dans son choix, même si on ne connaît pas le montant de sa participation. Il suit ainsi l'exemple de la légende du tennis, Roger Federer, au tour de table d'On depuis la fin de sa carrière.

Le départ de Mbappé constitue un coup dur pour Nike : le leader mondial des articles de sport en avait fait sa principale tête d'affiche sur le marché du football, prenant le relais du Portugais Cristiano Ronaldo. ■

Amazon renonce à la livraison gratuite de livres dans ses lockers en France

Amazon lâche du lest. Accusé par les autres acteurs de la vente de livres en France de « contourner » la loi Darcos, qui impose 3 euros de frais de port sur les commandes d'ouvrages neufs inférieures à 35 euros, le géant de l'e-commerce renonce à la livraison gratuite dans ses caissiers automatiques. Au *Figaro*, il explique vouloir enterrer la hache de guerre avec les autres acteurs sur ce sujet, afin que la filière puisse se concentrer sur des enjeux plus urgents à ses yeux, comme le recul de la lecture.

Le bras de fer entre les deux camps remonte à l'adoption en 2023 de la loi « *visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs* ». Elle doit atténuer les distorsions de concurrence entre les plateformes comme Amazon, capables de proposer des livraisons à 1 centime d'euro, et les librairies indépendantes, qui n'ont pas les capacités d'offrir

à leurs clients des frais d'expédition aussi bas. Mais, un an après l'entrée en vigueur du texte, la gratuité des frais de port était de retour sur Amazon pour les ouvrages livrés dans un point de collecte, dans un commerce partenaire vendant des livres, ou même dans un casier automatique situé sur le parking d'un supermarché ayant un rayon librairie. Saisi pour avis, le médiateur du livre avait estimé que les « retraits gratuits en casiers », n'étaient pas conformes à la loi française. Amazon n'en avait d'abord pas tenu compte et estime toujours que ses modalités commerciales respectent la législation. S'il y renonce aujourd'hui, c'est parce que ses « lockers » ne constituent qu'une partie minoritaire de ses 3 000 points de retrait. Le groupe a aussi vu en mai son recours demandant l'annulation de l'arrêté pris en application de la loi Darcos rejeté par le Conseil d'État.

le **PLUS** du
FIGARO ÉCO

CANADA

Le géant bancaire
RBC mise
sur l'«association»
avec l'Europe **PAGE 22**

LA SÉANCE

DU VENDREDI 18 SEPTEMBRE 2020

CAC 40
8065,02 -1,49%

 **DOW JONES**
51531,61 -0,48%

ONCED'OR
3989.00 (3800.00)

 **PÉTROLE (Brent)**
104.670 (104.030) **EUROSTOXX 50**
6229,00 -1,33% **FOOTSIE**
10654.81 -1.49% **NASDAQ**
29406.68 -0.14% **NIKKEI**
65018.95 +1.38%

« Les offres vont fleurir » : les épargnants bien placés pour profiter de la flambée des taux

Jorge Carasso

Fonds en euros, obligations, produits structurés... La hausse du loyer de l'argent offre de nouvelles opportunités aux Français désireux de trouver de bons rendements sans prendre trop de risques.

La hausse des taux d'intérêt, conséquence de la poussée de fièvre de l'inflation liée à la guerre en Iran et de l'endettement d'États trop dispendieux, va peser lourdement sur l'économie mondiale. La France emprunte désormais à 4,5 % et les banques centrales (la BCE, la Fed) augmentent progressivement leurs taux directeurs pour lutter contre la hausse des prix. Ce mouvement renchérit le coût du crédit pour les pays, les entreprises et les particuliers. Mais il a aussi un corollaire. Il améliore les revenus des produits de taux : les obligations, les livrets, le fonds en euros... De quoi offrir des opportunités aux épargnants français, dont les bas de laine sont abondants et qui sont pour la plupart avertis au risque. Et d'autres classes d'actifs traditionnellement plus rentables (actions, immobilier) peuvent ouvrir de belles perspectives, mais à condition d'être très sélectif car elles sont aussi plus risquées.

Des fonds en euros encore plus appétissants

Les épargnants français peuvent se frotter les mains. Le fonds en euros de l'assurance-vie, l'un de leurs placements préférés, risque d'être le grand gagnant de l'actuelle flambée des taux. Le fonds en euros est principalement constitué d'obligations d'État. Lorsque la rémunération de ces dernières augmente, les assureurs placent leur argent à meilleur escient, et améliorent mécaniquement la performance globale de leur fonds. « Avec la remontée des taux on pourrait voir des rendements de l'ordre de 3 % en moyenne pour 2026 », estime Cyrille Chartier-Kastler, fondateur du site spécialisé Good Value For Money. Encore mieux donc qu'en 2025 (2,65 %), déjà une bonne année. Mais mieux encore. Les assureurs devraient dérouler le tapis rouge aux épargnants. Comment ? En relançant (ou en maintenant) leur politique de généreux bonus (+1 ou 2 % sur les nouveaux versements) afin de collecter encore plus et profiter des opportunités sur le marché obligataire. « On va être très offensif sur la collecte », confirme Olivier Sentis, directeur de la Mif, dont le fonds en euros a offert jusqu'à 3,45 % en 2025, et près de 4,5 % avec les bonus. L'accent mis sur la collecte est aussi une façon aussi de limiter les retraits. Les obligations déjà en portefeuille, et donc moins rémunératrices, pouvant perdre de la valeur dans ce contexte. « On va avoir un festival d'offres commerciales d'ici la fin de l'année », prédit Cyrille Chartier-Kastler. Ce qui pourrait aboutir à des taux finaux à 5,50 ou 6 %. » L'assurance-vie est déjà sur de très bons rails. La collecte nette (dépôt moins retraits) a atteint plus de 41 milliards d'euros de janvier à juillet. Un engouement jamais vu porté notamment par l'appétit des épargnants pour le fonds en euros. Et qui devrait donc se poursuivre avec la hausse des taux à l'œuvre.

Les obligations à nouveau sous le feu des projecteurs

Les obligations retrouvent la lumière des projecteurs. Ces produits investis dans la dette d'État ou d'entreprises, et qui adaptent leur rémunération aux taux du moment, offrent de belles opportunités pour les épargnants qui y investissent aujourd'hui. « Cette classe d'actifs voit globalement ses rendements croître », constate Raphaël Thuin, directeur des stratégies de marché chez Tikehau Capital. Les fonds obligataires plutôt défensifs, c'est-à-dire avec de la dette émise par des entreprises bien notées, offrent aujourd'hui des rentabilités de l'ordre de 5,5 %. Les plus offensifs, mais aussi plus risqués, dépassent les 10 %. Une aubaine pour ceux qui ont du cash à placer en ce moment. Certes, ces nouveaux épargnants ne sont pas à l'abri d'une remontée des taux. Il y a en effet un vase communicant. Quand le taux des nouvelles obli-



La collecte nette (dépôt moins retraits) de l'assurance-vie a atteint plus de 41 milliards d'euros de janvier à juillet. Un engouement jamais vu porté notamment par l'appétit des épargnants pour le fonds en euros. AZY_BEAR-ADOBESTOCK

gations augmente, celles qui ont des rendements inférieurs voient leur valeur baisser. Mais certains produits permettent aujourd'hui de se prémunir de ce risque. C'est le cas des fonds datés, souscrits pour une durée déterminée, généralement cinq ans, et dont le capital et les intérêts sont remboursés à l'échéance. Une façon de générer des bons rendements tout en se protégeant des secousses du marché qui ne sont pas à exclure.

Le retour en force des produits structurés à rendement garanti

Les produits structurés avec capital et coupon garantis font leur grand retour. Ces placements complexes, adossés à des paniers d'actions ou d'obligations, profitent à plein de la hausse du loyer de l'argent. Une fenêtre d'opportunité pour les épargnants pour avoir du rendement et peu de risque. Les émetteurs de ces produits étant capables de proposer presque en temps réel des générations de produits qui collent au contexte de marché. « C'est assez fou, on voit sortir depuis quelques jours des produits notés 1 ou 2 sur l'échelle de risque, l'équivalent d'un fonds en euros, et rapportant 5 à presque 6 % », indique Jérôme Rusak, président du groupe Rayne, un cabinet de gestion de patrimoine. Des offres que l'on n'avait plus vues depuis fin 2022, lors de la précédente flambée des taux d'intérêt. Et qui ont l'avantage pour l'épargnant d'être lisibles. De quoi séduire. « Ce sont des solutions pertinentes en complément d'un fonds en euros », indique Alexis Trigaut chez Corum.

Les livrets et les comptes à terme à surveiller

L'augmentation du loyer de l'argent rime habituellement avec des offres de produits bancaires plus appétissants. C'est le cas pour les livrets boostés, qui profitent d'un taux bonifié pendant quelques mois seulement. La banque en ligne Fortuneo propose ainsi du 5 % pendant quatre mois (1,6 % après),

Distingo Bank (filiale de Stellantis) affiche quant à elle du 4,50 % (2 % ensuite). Mais en dehors de ces offres, qui permettent de placer de l'argent à bon prix à très court terme, les banques tardent encore à sortir du bois. « L'impact de l'augmentation des taux n'est pas encore très visible », confirme Anna Meylacq, porte-parole du comparateur bancaire Panorabanques.

Les rémunérations des livrets oscillent actuellement entre 1,5 et 2 %. Quant aux comptes à terme, ces comptes bloqués pour une durée fixée à l'avance (1, 2, 5 ans...), ils n'ont guère profité encore du nouveau contexte de taux. Mais de nouvelles offres ne devraient pas tarder. « D'ici la fin d'année, on devrait voir ces propositions fleurir à nouveau », estime Patrick Thiberge, président du courtier en ligne Meilleurtaux Placement. Les banques vont vouloir remplir leurs caisses. » Et les comptes à terme et livrets, en période de hausse de taux, sont une carotte efficace pour attirer de l'argent frais.

Les actions toujours rentables à condition d'être sélectif

En matière d'actions, l'heure est à la sélectivité. En France, la tension sur les taux d'intérêt et les craintes sur le budget de la France pèsent sur le CAC 40 (-5 % en un mois) même s'il reste encore à un niveau historiquement élevé (à 8000 points). Et les mois à venir, qui promettent d'être tendus sur le front économique et social, incitent les gérants à la prudence. Certaines actions pourraient toutefois tirer leur épingle du jeu dans ce contexte difficile comme les bancaires (BNP, Société générale...), qui tirent profit de la hausse des taux, ou celles du secteur de l'énergie (Total-Energies...). Aux États-Unis, en revanche, les actions continuent de touter les sommets. Le S&P 500 navigue à 7625 points (+11 % depuis le début d'année, +71 % en cinq ans). Un effet de la révolution IA, qui fait office de locomotive pour les entreprises de la tech, et pour l'économie outre-Atlantique.

Une résistance qui n'en finit pas d'étonner. D'autant que la période n'est a priori pas propice pour les marchés. La hausse des taux est généralement défavorable aux actions. « Il y a un mythe de retour à la moyenne pour les actions qui grimpent trop vite trop haut, mais ça ne fonctionne pas avec l'IA. Ce qui prédomine, ce sont les gains de productivité dingues induits par ces innovations », rappelle Hervé Thiard, directeur général de Pictet AM France et Belux. Ce qui n'empêche pas la prudence. « On garde bien sûr, les vainqueurs de l'IA que l'on a en portefeuille. Mais en ce qui concerne les nouveaux investissements, on préconise plutôt de rentrer de façon progressive. La profondeur de ce marché est encore inconnue », indique Joachim Savigny, président de Cheval Blanc Patrimoine.

Les SCPI, trier le bon grain de l'ivraie

La hausse des taux est rarement une bénédiction pour l'immobilier. Elle renchérit le coût du crédit, alourdit la dette existante, et pèse sur les prix. Un scénario que les épargnants qui détiennent des parts de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) ont déjà connu en 2023-2024, avec la dévalorisation violente (jusqu'à 80 % parfois) de fonds historiques et la difficulté à vendre. Mais ce changement d'époque fait aussi des heureux. Il a permis de faire émerger de nouveaux champions. Des fonds nés juste avant la crise (Iroko Zen, Remake, Osmo énergie, Comète, Sofidynamics, Wemo one, transition Europe...) et qui ont su tirer leur épingle du jeu en offrant des rendements à plus de 7 % - et parfois autour de 10 % la première année. « La hausse des taux offre des opportunités aux nouvelles SCPI », confirme Foulques de Sainte-Marie, directeur général de Mata Capital, une société de gestion. Les épargnants ne s'y trompent pas. Une dizaine de SCPI (sur une centaine) capte aujourd'hui près de la moitié de la collecte. Cette fenêtre se rouvre avec le retour de la hausse des taux. « Aujourd'hui on achète de l'immobilier avec de

très bonnes signatures à un taux moyen de 8 % », constate Alexis Trigaut, directeur vie et retraite de la société de gestion Corum L'épargne, l'un des principaux collecteurs au premier semestre 2026. De quoi placer son argent à bon compte, à condition de rester sélectif. « Dans ce contexte, il faut privilégier des sociétés peu endettées et qui collectent. Ce qui leur donne la possibilité de saisir ces nouvelles opportunités », juge Foulques de Sainte-Marie

L'or, toujours utile en temps de crise

Le métal jaune reste un bon rempart en cette période compliquée. Et il convient d'en avoir toujours un peu dans son portefeuille. Ce que les particuliers font aisément quand les nuages s'accumulent sur l'économie. « L'or est un anxiolytique, rappelle Patrick Thiberge. Les clients achètent de l'or pour se mettre à l'abri. » Tout épargnant devrait d'ailleurs toujours en avoir un peu pour se couvrir lorsque d'autres classes d'actifs vacillent. « Mais pas plus de 10 % », poursuit Patrick Thiberge. Le précieux métal joue toujours son rôle de parapluie anticrise. Son cours progresse de 20 % sur un an (+143 % sur cinq ans), malgré une baisse ces derniers mois, liée à des prises de bénéfices. Et alors que les taux flambent en ce moment, son cours est demeuré stable ces derniers jours. L'once d'or (31 grammes), sa mesure de référence, reste aujourd'hui à des niveaux historiquement élevés, à 4400 dollars l'once. Certes, la hausse des taux est traditionnellement néfaste pour l'or. La valeur refuge ne produit pas de rendement et souffre donc en principe de la comparaison avec les obligations, qui rapportent 4 à 5 %, avec peu de risque. Mais elle profite d'autres ressorts puissants. « Les achats massifs des banques centrales des pays émergents, qui cherchent à moins dépendre du dollar, ou les investisseurs, qui cherchent à se couvrir du risque de bulle sur l'IA, soutiennent les cours », indique Grégoire Kounowski, conseiller en stratégie d'investissement chez le gérant de fortune Norman K. ■

Elsa Bembaron

La guerre au Moyen-Orient et celle en Ukraine modifient profondément le paysage énergétique mondial. La hausse des cours et les tensions sur les approvisionnements poussent les consommateurs à s'en détourner.

Alors que le prix du gazole a battu un nouveau record en France, le litre dépassant ce vendredi 2,39 euros, le constat dressé par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) est sans appel. La demande mondiale de pétrole va baisser de 2,5 millions de barils par jour en 2026. Certes, cela peut sembler peu sur une demande de 105 millions de barils par jour en 2025. Mais la baisse en elle-même est un changement de paradigme. Cela marque un (léger) coup d'arrêt à une croissance annuelle quasiment constante depuis quatre-vingts ans. Les exceptions se comptent sur les doigts de la main. Depuis le début de ce siècle, la demande de pétrole dans le monde n'a baissé que deux fois : la première en 2008-2009, sur fond de crise financière, et la deuxième en 2020, provoquée par la pandémie de Covid. Phénomène inédit, le fait générateur vient de l'offre, avec une baisse des volumes disponibles et une hausse des prix.

La production mondiale de pétrole a chuté de 1,6 million de barils par jour, à cause de la crise au Moyen-Orient. Elle s'accompagne aussi d'une profonde redistribution des cartes. Les volumes en provenance des pays du Golfe ont reculé de plus de 10 millions de barils par jour (mb/j). Les exportations totales de pétrole des pays de la région au mois d'août sont inférieures de moitié à celles de l'année dernière, sur la même période. En revanche, celles en provenance du « quintet américain » (États-Unis, Canada, Brésil, Guyana et Argentine) continuent leur progression, en croissance de 1,4 mb/j cette année. L'AIE prévoit une nouvelle hausse de 1 mb/j l'année prochaine.

L'envolée des cours du brut est aggravée par l'arrêt des exportations russes de gazole en réponse aux bombardements ukrainiens sur leurs installations. Les prix des produits raffinés (gazole et essence essentiellement) s'envolent et, à la pompe, c'est la valse des étiquettes. Le litre de gazole a



Depuis le début du conflit entre la Russie et l'Ukraine, le litre de gazole a augmenté de 30 % en Allemagne (ci-dessus), 7 % au Maroc, 13 % aux Pays-Bas, 15 % en France, 17 % en Grèce, 20 % aux États-Unis, et même 44 % en Turquie. ANGELIKA WARMUTH/REUTERS

La demande mondiale de pétrole recule, plombée par l'envolée des prix

augmenté de 30 % en Allemagne depuis le début de conflit, 7 % au Maroc, 13 % aux Pays-Bas, 15 % en France, 17 % en Grèce, 20 % aux États-Unis, et même 44 % en Turquie... Avec comme conséquence qu'une partie des consommateurs ne suit plus.

En France, le recul des livraisons de carburants routiers s'est poursuivi en août 2026 pour s'établir à -6,6 % par rapport au même mois, l'année dernière. En cumul depuis janvier, la baisse des livraisons de carburants a atteint 5 % par

Les automobilistes tentent de réduire le nombre de kilomètres parcourus, avec le risque de voir les professionnels les plus exposés aux prix des carburants mettre la clé sous la porte, depuis les artisans aux aides à domicile en passant par les marins-pêcheurs

rapport à 2025, selon les derniers chiffres publiés par le Comité professionnel du pétrole. « Dans ma circonscription, les gens se sont organisés. Il y a davantage de covoiturage, l'utilisation de la voiture pour les loisirs baisse », constate un député. « Sur un an, la facture de gaz va augmenter de 120 euros. Sur la même période, la facture de carburant d'un gros rouleur va tripler », compare un acteur du gaz. Les automobilistes tentent de réduire le nombre de kilomètres parcourus, avec le risque de voir les professionnels les plus exposés aux prix des carburants mettre la clé sous la porte, depuis les artisans aux aides à domicile en passant par les marins-pêcheurs.

« En 2022, lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, une partie de la demande en gaz s'était reportée sur le pétrole. Cette fois, cette demande migre vers le charbon », constate un expert. La Chine, l'Inde ou encore le Japon dans une moindre mesure refondent leur politique énergétique. La Chine, poids lourds de la consommation énergétique mondiale (avec près d'un quart de la demande planétaire) accélère la

construction de moyens de production d'électricité renouvelables et de centrales nucléaires. Depuis le déclenchement des hostilités en Iran, le pays a relancé des centrales à charbon et réduit ses importations de brut. Les experts peinent à savoir si la demande chinoise en hydrocarbures a chuté ou si le pays a puisé dans ses stocks. Seule certitude, son parc automobile s'électrifie. En août, la part de marché des voitures électriques et hybrides neuves vendues dans le pays a dépassé les 60 %. Le gouvernement fixe un objectif de 70 % en 2030. Dans le même temps, il impose aux constructeurs de continuer à améliorer l'efficacité des moteurs thermiques, pour cibler une consommation de 3,3 litres aux 100 km (contre 6,5 litres pour un modèle récent), selon le dernier rapport de l'association chinoise des constructeurs automobiles. La marche vers l'électrification est lancée.

En Occident aussi, une partie de la demande est en train de disparaître, même si la mutation se fait à plus petits pas. Les investissements réalisés dans des moyens de production plus effica-

ces, pour remplacer des chaudières ou fioul chez des particuliers ou dans des entreprises par des solutions électriques, commencent à porter leurs fruits, avec des gains en efficacité énergétique. « Cela illustre une réalité : une partie de la demande en pétrole est effacée et ne reviendra pas sur le marché, même après la fin du conflit au Moyen-Orient », estime un expert du secteur, sous couvert d'anonymat.

L'élasticité de la demande suffira-t-elle à éviter une crise sociale d'ampleur en France ou dans d'autres pays où la tension monte inexorablement ? L'hypothèse d'une baisse des prix des carburants, causée par un effondrement de la demande, est bien évoquée par certains observateurs du marché. Tous s'accordent à dire qu'elle serait synonyme d'une crise économique mondiale. Malgré tout, l'AIE s'attend à une reprise de la demande l'année prochaine, qui devrait augmenter de 2,6 millions de barils par jour, misant sur un relatif retour à la normale dans le Golfe et en mer Rouge en 2027. Un scénario de plus en plus improbable. ■

Comment l'Inde est devenue le premier fournisseur de carburant de la Russie

Emmanuel Derville
New Delhi

On savait l'Inde acheteuse de pétrole russe : la sixième économie mondiale est le deuxième client de Moscou depuis le début de la guerre en Ukraine. Mais une autre facette du commerce entre Moscou et Delhi est en train d'émerger. Le géant d'Asie du Sud lui exporte massivement de l'essence depuis deux mois. Une première.

Ce commerce a commencé à décoller en juillet avant d'atteindre un pic le mois dernier. Le Centre pour la recherche sur l'énergie et la propreté de l'air (Crea) basé en Finlande indique, dans une note du 10 septembre, que la Russie a importé 172 000 tonnes de produits pétroliers raffinés en août, trois fois plus que pour la seule année 2025. 70 % venaient d'Inde qui a comblé 94 % des besoins russes en essence. Le Crea s'appuie sur les données collectées par la société française Kpler. La totalité de ce carburant a été produite sur le site de Vadinar, dans l'État du Gujarat, à partir de pétrole acheté en Russie. Cette raffinerie appartient à Nayara Energy, une coentreprise indo-russe dont Rosneft est action-

naire à 49 %. Selon Kpler, les cargaisons ont été acheminées sur des tankers tous placés sous sanctions.

L'Ukraine cible systématiquement les raffineries russes depuis l'an dernier. En juillet, leur production est tombée à 3,8 millions de barils par jour, au plus bas depuis vingt et un ans d'après Kpler, provoquant des pénuries dans les stations-service. Moscou est obligé d'importer, appelant à l'aide son amie et alliée, l'Inde.

Voilà trois ans que le premier ministre Narendra Modi presse Vladimir Poutine de réduire son excédent commercial. Entre 2021-2022 et 2025-2026, les importations de pétrole russe ont plongé la balance commerciale indienne dans le rouge. New Delhi accuse un déficit qui a été multiplié par sept en cinq ans, à 50 milliards de dollars. La chute de la production russe de produits pétroliers lui offre l'occasion de redresser la barre.

Le gouvernement indien pouvait d'autant moins refuser cette opportunité que le pays est dépendant des engrais russes. La production nationale de fertilisants a reculé en mars et avril, juste après le déclenchement des bombardements sur l'Iran. Les représailles iraniennes contre les sites gaziers dans le Golfe et les tankers dans le détroit

d'Ormuz ont provoqué des difficultés d'approvisionnement en GNL, essentiel pour la fabrication d'engrais. Les bonnes précipitations de la mousson en 2025 ont aussi encouragé les agriculteurs à semer davantage, et donc à utiliser plus de fertilisants.

La hausse des prix des engrais risquait de virer à la crise sociale dans un pays où le poids électoral des agriculteurs est démesuré. Près de la moitié de la population active travaille dans le secteur primaire. Du coup, les livraisons russes ont décollé de 35 % en volume durant l'exercice 2025-2026 qui s'est achevé le 31 mars, puis de 10 % au deuxième trimestre. Moscou est le premier fournisseur d'engrais de l'Inde. « Nous mettons tout en œuvre pour

régler un problème qui affecte les paysans indiens et le secteur agricole. La Russie est en train d'augmenter ses exportations et continuera à le faire », a promis Vladimir Poutine au ministre des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, en visite dans la capitale russe le 24 août.

Les livraisons indiennes d'essence mettent à mal la stratégie militaire de Kiev qui cherche à provoquer des pénuries pour que la population adverse souffre des effets de la guerre. Mais le contexte ne s'est pas propice à des sanctions dans l'immédiat. « Cela rendrait les marchés de l'énergie encore plus tendus », estime Homayoun Falakshahi, analyste chez Kpler. L'agence de notation S&P a indiqué le 15 septembre que les stocks mondiaux d'essence sont au plus bas depuis dix ans. Ceux de diesel tutoient un plancher historiquement faible. « Le marché de l'énergie a tenu le coup dans un premier temps parce que les stocks et la flexibilité de certaines raffineries ont permis d'absorber le choc initial. Ces facteurs sont en train de disparaître », a prévenu Daniel Evans, directeur de recherche chez S&P Global Energy. Le retour à la normale des capacités de raffinage au Moyen-Orient n'est pas prévu avant la fin de l'année prochaine.

Toutefois, Homayoun Falakshahi n'exclut pas que les États-Unis haussent le ton envers New Delhi dans les prochains mois : « Si les Occidentaux sanctionnent les exportations indiennes vers la Russie, elles seront redirigées ailleurs. » Une telle mesure contribuerait à tempérer la hausse des prix à la pompe. Ce scénario est d'autant plus plausible que Washington s'impatiente au moment où le conflit en Ukraine s'éternise. Mercredi, le Congrès a approuvé une loi qui autorise l'exécutif à imposer 100 % de droits douane aux cinq pays les plus gros importateurs de pétrole russe.

En négociation sur un traité de libre-échange avec l'Administration Trump, le gouvernement indien a temporisé jeudi. La législation votée par le Congrès prévoit d'alléger la surtaxe douanière si le pays concerné réduit ses achats en s'approvisionnant ailleurs. New Delhi n'exclut pas des mesures dans ce sens. Le ministère des Affaires étrangères s'est dit « déterminé à garantir la sécurité énergétique de son 1,4 milliard d'habitants. Il continuera à le faire grâce à une diversification des sources d'approvisionnement et en fonction de l'évolution de la dynamique du marché. » ■

172 000 tonnes

Volume de produits pétroliers raffinés que la Russie a importé en août 2026. 70 % venait d'Inde, comblant ainsi 94 % des besoins russes

Fabrice Nodé-Langlois
et Danièle Guinot

Dave McKay, le patron de la Royal Bank of Canada, premier établissement du pays, soutient le virage européen du premier ministre Mark Carney.

Dave McKay ne dissimule pas son enthousiasme. « Ces dernières quarante-huit heures, le premier ministre (Mark Carney) a fait un travail fantastique pour vendre la nouvelle dynamique du Canada. » Ce Canadien qui se réjouit du rapprochement opéré entre son pays et l'Union européenne, avec cette proposition de statut inédit d'association faite mercredi par Ursula von der Leyen, est une voix qui pèse dans son pays. Dave McKay est le PDG de la Royal Bank of Canada (RBC), le premier établissement canadien, aux 20 milliards de dollars canadiens de bénéfice lors du dernier exercice annuel (12 milliards d'euros) et plus de 105 000 employés.

Même s'il ignore - comme tout le monde - ce que pourrait recouvrir précisément cette « association », le PDG, dans un entretien au Figaro, l'accueille de manière positive « si elle facilite les mouvements de main-d'œuvre et de biens » entre les deux rives de l'Atlantique. S'il s'agit d'adopter certaines réglementations européennes, il se montre plus prudent. « Nous devons bâtir une excellente relation commerciale », affirme Dave McKay. « Au contraire de ce que font les États-Unis, je pense que moins il y a de barrières, plus on crée de la confiance, des investissements et des emplois. » Il regrette au passage que l'accord de libre-échange signé entre le Canada et l'UE, le Ceta, mis en œuvre à titre provisoire en 2017, ne soit toujours pas ratifié par dix pays, dont la France. « En ne ratifiant pas ces accords nous donnons un signal aux marchés » susceptible de détourner ailleurs les flux de capitaux. Or, poursuit le banquier, « nous avons un intérêt commun, avec l'UE, la France, l'Allemagne, à faire croître nos entreprises, en particulier dans l'IA, les langages avancés et les technologies de rupture » et à renforcer les partenariats dans la défense.

Mark Carney a accéléré ces dernières semaines le rapprochement avec l'Europe en réaction à la guerre commerciale brutale rallumée par les États-Unis, assortie d'une salve de droits de douane. « Il faut remonter très loin pour retrouver un conflit de cette



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le premier ministre canadien, Mark Carney, mercredi, au Parlement européen, à Strasbourg. YVES HERMAN/REUTERS

principalement dans la banque d'investissement et de financement des grandes entreprises et dans la gestion de fortune, où elle occupe la cinquième place sur ce marché très convoité (entre 700 et 800 milliards de dollars d'actifs sous gestion). Elle dispose également d'une banque commerciale en Californie, City National, qui « accompagne » les professionnels du cinéma et de l'industrie du divertissement depuis soixante-dix ans. « On la surnomme parfois la banque des stars à Hollywood », souligne fièrement Dave McKay.



CHRIS J. RATCLIFFE/BLOOMBERG

Notre ambition est d'accompagner davantage d'entreprises françaises et européennes dans le financement de la défense, de l'énergie, de la transition énergétique

Dave McKay
PDG de la Royal Bank of Canada

L'« association » Canada Europe, une opportunité pour le géant bancaire RBC

ampleur » entre les deux partenaires américains, qui ont échangé pour plus de 700 milliards de dollars de biens l'an dernier, admet le PDG de RBC. « Si je rencontrais un client qui dépend lui-même d'un seul client pour ses ventes, je trouverais qu'il est dans une situation assez risquée », explique le banquier pour souligner que c'est exactement le cas du Canada. Environ 80 % de ses exportations sont destinées aux États-Unis. D'où l'urgence de diversifier ses partenaires. Heureusement, souligne McKay, 80 % des biens échangés échappent aux droits de douane qui frappent tout de même l'acier, l'automobile, l'aluminium, le bois ou les produits laitiers.

La guerre commerciale pèse sur la confiance des ménages canadiens et les investisseurs, résume Dave McKay. « Les ménages qui pensent que la guerre commerciale va affecter leur emploi n'investissent pas dans l'immobilier. » Résultat, le secteur de la construction est en panne. La croissance de l'activité crédit immobilier de la RBC en est affectée, reconnaît son PDG. Côté entreprise, « des investisseurs prêts à venir au Canada et qui ont besoin d'accéder aux États-Unis se mettent en pause dans l'attente d'une clarification des règles du jeu ».

L'économie canadienne est néanmoins « résiliente », se félicite-t-il. Mark Carney a réuni il y a quelques jours à Toronto un sommet de l'invest-

tissement avec des acteurs de 30 pays au cours duquel « les banques canadiennes se sont engagées à fournir 325 milliards de dollars en nouveau financement aux entreprises canadiennes », indique le bureau du premier ministre. À cette occasion, RBC a lancé un fonds de 1,5 milliard de dollars pour soutenir les entreprises canadiennes de croissance. La résistance de la croissance « donne du temps au premier ministre pour négocier un bon accord (avec les États-Unis), nous n'avons pas à accepter un mauvais accord pour le pays ». Dave McKay souhaite bien sûr que les relations s'apaisent entre Ottawa et Washington. Il faut dire que RBC réalise près de 20 % de son activité aux États-Unis,

RBC nourrit désormais de grandes ambitions sur le Vieux Continent. « Le marché européen est très important pour nous. Nous voulons y disposer d'une capacité comparable à celle que nous avons développée aux États-Unis », explique Dave McKay. Le géant canadien, qui jusqu'à présent s'est surtout développé au Royaume-Uni, a déposé une demande d'agrément bancaire auprès de la BCE pour renforcer ses activités dans l'UE. Le siège de cette nouvelle entité, qui devrait être opérationnelle d'ici à janvier 2028, sera installé à Paris. « Notre ambition est d'accompagner davantage d'entreprises françaises et européennes dans le financement de la défense, de l'énergie, de la transition énergétique et du commerce entre l'Europe et le Canada », précise le dirigeant.

L'élection présidentielle française pourrait-elle remettre en cause le choix de la France comme tête de pont européenne ? « Si la France devait s'orienter vers une politique plus hostile aux banques ou moins favorable à l'investissement, nous devrions réévaluer notre stratégie et éventuellement ajuster nos plans », concède Dave McKay, qui à ce stade, assure rester « confiant ». ■

Le transporteur routier Sterne mise sur les services sur mesure

Jean-Yves Guérin

Le leader de la livraison BtoB de nuit table sur une croissance de 20 % de ses ventes dans les trois prochaines années.

« **N**ous ne sommes plus dans une logique d'ouvrir un nouveau pays et de faire des opérations de M & A. » Nommé PDG de Sterne début septembre, Olivier Storch, qui était auparavant le numéro deux de Ceva Logistics, met les points sur les i. C'est que le leader français du transport BtoB de nuit sortait d'une période où il s'était beaucoup développé par croissance externe. En 2021, le groupe bordelais avait racheté son alter ego allemand, Nox NachtExpress, positionné sur le même segment : « Ramasser des pièces ou des documents jusqu'à 21 heures et les livrer à l'autre bout du pays avant 7 heures. »

Un service essentiel qui permet au garagiste d'avoir en temps et en heure la bonne boîte de vitesses, à l'agriculteur de recevoir de nouvelles lames pour sa moissonneuse-batteuse alors que la période des moissons bat son plein... Des prestations sur mesure grâce auxquelles Sterne dégageait des marges confortables. Avec cette acquisition, l'entreprise avait plus que doublé de taille. Profita-

ble, le nouveau groupe pesait alors un chiffre d'affaires de 560 millions d'euros et semblait promis à une forte croissance. De fait, les échanges d'expérience entre Sterne en France et Nox en Allemagne et en Autriche ont bien fonctionné. « Grâce aux Allemands qui livraient beaucoup de matériel agricole de nuit, les Français s'y sont mis », illustre Olivier Storch.

Mais, à côté de cela, les activités historiques comme la banque et l'automobile sont en recul régulier de 1 % à 2 % par an. Le transport dans la nuit de tous les chèques et signature de prêts d'une agence à une autre est moins essentiel avec la digitalisation. Et la crise de l'automobile européenne fait baisser les besoins en pièces de rechange. Du coup, en 2025, Sterne a dégagé un Ebitda entre 2 % et 5 % pour des ventes en légère progression de 570 millions. Olivier Storch, lui, compte impulser une nouvelle dynamique.

D'abord, il a fait le ménage dans les activités qui n'avaient pas la taille critique. Il vient de vendre pour un mon-

tant non communiqué les filiales belge et hollandaise qui faisaient à elles deux des ventes d'une trentaine de millions d'euros. Le repreneur est l'anglais Thinventory, qui exploite des enseignes dans des univers professionnels. Sur-tout, le nouveau PDG porte un vrai projet de développement pour le groupe.

« Grâce aux Allemands qui livraient beaucoup de matériel agricole de nuit, les Français s'y sont mis »

Olivier Storch PDG de Sterne

« Nous tablons sur une progression des ventes de 20 % en trois ans avec un Ebitda compris entre 5 % et 10 % », affirme Olivier Storch, qui a injecté du sang neuf dans son Comex pour relever le défi. Il a notamment créé un poste de directeur commercial qui n'existait pas.

Preuve qu'il croit au projet, le fonds d'investissement Tikehau, qui avait déjà

70 % de Sterne, est un peu monté au capital. Ce grand bond en avant, Sterne compte le réaliser en proposant plus de prestations sur mesure à ses clients avec les marges confortables qui vont avec. « Pour des fabricants d'ascenseurs, nous livrons directement dans le coffre de la voiture du technicien les pièces dont il aura besoin pour faire ses interventions du jour, illustre Olivier Storch. Cela nécessite de gérer des milliers de clés, de badges et de codes d'accès. » Mais le bénéfice est réel pour l'ascensoriste : plutôt que d'aller au dépôt chercher les pièces, ses salariés vont directement en intervention chez le client. Soit un gain moyen de 1 h 30 de travail par jour.

Pour des commerçants dont le TPE tombe en panne en pleine saison touristique, Sterne en achemine un neuf qu'il dépose dans l'agence bancaire la plus proche avant 9 heures le lendemain. Dans un autre genre, pour le compte d'écoles de commerce, il va dans la nuit déposer les copies d'examen dans la boîte aux lettres des professeurs correcteurs. Pour passer à la vitesse supérieure,

le groupe veut d'abord élargir la palette de prestations qu'il propose dans des secteurs où il est présent. Par exemple, dans le domaine de la santé, il achemine déjà dans la nuit des prélèvements pour des laboratoires d'analyses médicales. Il va maintenant proposer de le faire pour des pièces de matériels médicaux comme des IRM. Dans le BTP, il veut développer les livraisons de pièces qui arrivent directement sur le chantier dans des consignés sécurisés.

Mais le groupe va aussi attaquer des métiers où il n'est pas implanté, par exemple ceux des géants des « utilities » qui gèrent des réseaux d'eau, d'énergie, de télécoms... « Pour eux aussi, il y aurait une vraie valeur ajoutée à livrer dans la nuit la pièce manquante à leurs techniciens directement dans le coffre de leur voiture », estime Olivier Storch. L'industrie militaire est aussi dans son viseur. Une offensive tous azimuts loin d'être gagnée d'avance, car aujourd'hui, beaucoup d'entreprises mènent ces opérations de réassort en interne, quitte à ce que les délais de livraison soient plus longs. ■

Les filiales russes d'Auchan, Nestlé et Leroy-Merlin sous administration provisoire

Marie Bartnik
et Alain Barluet
Correspondant à Moscou

Moscou justifie cette opération, prélude à une possible vente forcée, par leur appartenance à des pays « inamicaux » soutenant l'Ukraine

Les entreprises occidentales opérant encore en Russie, sous une forme juridique ou sous une autre, s'efforcent de passer sous les radars médiatiques. Las. Un bruyant coup de cymbales vient d'être donné avec l'annonce d'un décret, signé jeudi par Vladimir Poutine, transférant les actifs en Russie de plusieurs groupes importants, dont Auchan, Leroy Merlin (rebaptisé Lemana Pro en 2024) et Nestlé, à une société russe. « Le décret présidentiel prévoit une administration temporaire des actifs visés, souligne Olivier Attias, associé chez August Debouzy. Les propriétaires actuels conservent formellement leurs titres, mais perdent tous leurs droits : l'administrateur temporaire peut participer aux assemblées, nommer de nouveaux dirigeants, réorganiser la société à sa guise. »

Cette affaire, qui rappelle le cas de plusieurs entreprises étrangères saisies ou contraintes à des cessions à vil prix après le début de la guerre en Ukraine, a pris une tournure politique. « L'un des facteurs pris en compte est qu'il s'agit de pays inamicaux actuellement impliqués de la manière la plus active possible dans des actions militaires contre notre pays », a commenté vendredi le porte-parole du Kremlin. Selon la presse russe, cette décision indiquerait que les autorités russes ont perdu espoir de normaliser leurs relations avec les pays européens dans un avenir proche.

Le décret présidentiel mentionne seize entreprises, dont trois françaises : FM Logistic, qui exploite vingt-cinq sites d'entrepôts en Russie (865 000 mètres carrés au total) et deux sociétés étant liées à la famille Mulliez : Auchan (229 magasins dans 100 villes de Russie) et Lemana Pro,



Les entreprises étrangères encore présentes en Russie font face à un risque de reprise en main de leurs activités par les autorités.

l'ancien Leroy-Merlin, (112 magasins dans 66 villes), leader sur le marché du bricolage, dont les activités russes ont été transférées en 2023 à une direction russe. Depuis, la filiale russe de Leroy Merlin, LeMonlid est détenue à 0,007 % par le français Adeo et pour les 99,993 % restants par Scenari Holding, immatriculé aux Émirats arabes unis. Le lien entre Lemana Pro et Adeo, la maison-mère de Leroy Merlin, est aujourd'hui quasi inexistant. Mais il ne serait pas impossible que cette dernière réintègre ses actifs russes en cas de retour à meilleure fortune.

L'ensemble des sociétés concernées par le décret présidentiel ont été placées sous l'administration provisoire d'une société créée en octobre 2024, à Moscou, L.E.V. Management. Selon la presse russe, son PDG serait le général de division Andreï Kraïouchkine, un ancien militaire du ministère de l'Intérieur ayant notamment occupé le poste de premier directeur adjoint de la Direction des questions migratoires à partir de 2016...

Depuis l'offensive russe en Ukraine en février 2022 et les premières sanctions économiques décrétées par les Occidentaux, de nombreuses multinationales ont quitté la Russie ; d'autres y ont suspendu leurs activités ou ont été transférées à des sociétés russes.

« Historiquement, cette pratique a souvent été le prélude à une vente forcée ou à une expropriation », comme « cela avait été le cas, par exemple, pour Danone et Carlsberg en 2023 », soulignent les analystes de Jefferies dans un commentaire boursier, cité par l'AFP. « La lecture de la situation et de ses conséquences est difficile à faire à date. Les précédents décrets similaires ont abouti à des situations très différentes. Ils ont parfois été annulés. Certains ont abouti à une vente forcée ou à des négociations qui ont pris beaucoup de temps », souligne une source au sein de l'une des entreprises concernées.

Il est difficile de savoir ce qui déclenche la publication de tels décrets. « Par le passé, la crainte du pouvoir russe que

les sociétés visées se retirent du marché russe, ou cessent de s'y développer, a pu être un élément déclencheur », souligne Olivier Attias. À Moscou, plusieurs sources proches des milieux financiers soulignent que les propriétaires du groupe de distribution, l'un des principaux employeurs étrangers en Russie, ont recherché ces dernières années un acquéreur, sans y parvenir.

Une prise de distance progressive

Longtemps, la famille Mulliez s'est accrochée à ses actifs russes, qu'elle avait si bien su faire fructifier depuis la chute du mur de Berlin. La gestion d'actifs en Russie pose toutefois de nombreuses difficultés, du respect des sanctions européennes aux exigences du pouvoir russe. Le risque réputationnel, très intense au début du conflit, s'est peu à peu estompé. Mais il peut resurgir à chaque instant, comme en témoignent les accusations de fourniture de l'armée russe ayant visé Auchan et Bonduelle

en 2024. La famille nordiste, propriétaire des enseignes Leroy Merlin, Decathlon et Auchan, a donc progressivement pris ses distances avec la Russie. La filiale russe d'Auchan a indiqué vendredi avoir demandé des « clarifications » aux autorités.

Nestlé, pour sa part, a publié un bref communiqué disant « prendre note » du décret présidentiel et être en train « d'évaluer la situation et ses options ». Le géant suisse de l'alimentation souligne son intention de « prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger ses droits et assurer la continuité de ses activités ».

À travers ses deux filiales, le groupe suisse ne réaliserait en Russie que moins de 2 % de son chiffre d'affaires. « Une cession ou une expropriation » pourrait forcer Nestlé à passer des dépréciations pour ses liquidités en Russie, estiment les analystes de Jefferies. Le montant est « difficile à quantifier », reconnaissent-ils, « mais nous supposons qu'il pourrait atteindre environ 1 milliard de francs suisses » (1,05 milliard d'euros). ■

L'étonnante réussite de Sulo, le roi français des poubelles

Emmanuel Egloff Langres

Cette ex-filiale de Plastic Omnium, qui fabrique des bacs à déchets en plastique, a doublé son chiffre d'affaires depuis 2018.

C'est un monstre en métal de 500 tonnes, peint en blanc, bardé de 500 capteurs et parcouru par 13 kilomètres de câbles. Pour l'installer, une fosse de plus de 2 mètres de profondeur a été creusée dans le sol de l'usine Sulo de Langres (Haute-Marne), avant que du béton armé y soit coulé pour le stabiliser. Il a fallu un an de travaux pour mettre en place cette nouvelle presse de grande puissance. Et l'investissement de 10 millions d'euros représente le plus important de l'histoire du numéro un européen de la fabrication de poubelles et bacs destinés aux collectivités et aux commerces. Cette presse va permettre de fabriquer des grands bacs à quatre roues de 660 ou 770 litres de contenance d'une manière bien plus efficiente. « Cette usine de Langres était déjà extrêmement moderne, mais il fallait aller encore plus loin. Avec cette nouvelle presse, nous sommes capables de fabriquer un bac toutes les 2 minutes, contre 3 minutes 50 auparavant », explique Federico Pellegri, le directeur du site de Langres. Soit un gain de presque 100 % !

« La compétitivité de nos usines est un élément absolument vital », reconnaît Thierry Koskas, PDG de Sulo. C'est ce qui permet de faire face à une concurrence relevée provenant d'Allemagne,

d'Espagne ou d'Europe de l'Est. Mais pas encore de Chine, le transport des bacs étant trop coûteux sur de telles distances. Dans sa forme actuelle, la société existe depuis 2018, quand le fonds d'investissement Latour Capital a racheté l'activité « environnement » au groupe Plastic Omnium (aujourd'hui OPmobility). Mais cette activité était présente au sein de Plastic Omnium depuis bien plus longtemps. En réalité, le groupe est un acteur du plastique depuis sa création, en 1946, dans son premier atelier parisien. Et l'usine de Langres est même la première du groupe à avoir été mise en service, en 1963, quand il commence à prendre de l'importance. Elle s'est spécialisée dans les bacs et poubelles dans les années 1990.

« Nous prenons en charge tout ce qui contribue à la précollecte des déchets, depuis la fabrication des bacs, des points d'apport volontaire et des machines à compacter les déchets », explique Thierry Koskas. Et nous offrons toute la couche de services qui vont avec. » Le groupe est donc un spécialiste de l'injection plastique mais il est également présent dans le métal avec les points d'apport volontaire et les machines à compacter. L'entrée dans le giron de Latour Capital lui a permis de changer de dimension. « Depuis 2019, l'entreprise a énormément

grandi, en particulier par croissance externe, précise le dirigeant. Aujourd'hui, nous sommes le leader européen du secteur, avec, l'an dernier, un chiffre d'affaires de 600 millions d'euros. Notre activité a quasiment doublé depuis 2018. »

« La compétitivité de nos usines est un élément absolument vital »

Thierry Koskas
PDG de Sulo

Sulo dispose de positions très fortes dans certains pays, comme la France, l'Allemagne, l'Espagne et en Scandinavie. Thierry Koskas, en place depuis juin 2025, a proposé une stratégie alliant à la fois croissance raisonnable et amélioration des marges à son actionnaire. « Nous visons une croissance organique de 7 % par an, en profitant de la hausse naturelle du marché et, surtout, en gagnant des parts de marché dans les pays et secteurs où nous sommes faiblement présents », précise-t-il. C'est le cas en particulier de l'Angleterre, de l'Italie ou de l'Europe de l'Est, mais aussi sur certains segments comme les points d'apport volontaire. Sulo va continuer à

procéder à des acquisitions de taille modeste pour booster sa croissance, mais elles ne sont pas incluses dans le plan de marche, car difficiles à anticiper. « L'an dernier, nous avons acquis deux distributeurs, un dans les Émirats arabes unis et un au Danemark, indique Thierry Koskas. Nous espérons pouvoir faire une petite acquisition cette année. »

Le second volet du plan stratégique est d'améliorer la performance financière de la société. Et la nouvelle presse, en augmentant la productivité, va y contribuer. Fabriquer des bacs à déchets en plastique peut sembler simple. Ce n'est pas le cas. La R&D est importante. « Nous produisons des bacs avec des parois fines, mais tout aussi solides que celles avec des parois plus épaisses car elles peuvent absorber des chocs en se déformant, un peu comme des pare-chocs », précise Thierry Koskas. Ce qui a posé des problèmes pour le processus de fabrication des bacs. « La fabrication de tels bacs a nécessité des machines spécifiques avec plusieurs points d'injection », reconnaît Federico Pellegri. « Nous avons une des usines les plus compétitives d'Europe », se félicite Thierry Koskas. Avec la maîtrise de ses prix de vente et la baisse des frais généraux, le groupe compte « gagner à peu près cinq points d'Ebitda (excédent brut

d'exploitation, NDLR) entre le début et la fin du plan, en 2029 », précise le dirigeant.

Autre levier : l'utilisation de plastique recyclé. « Il affiche un coût significativement moins cher que le plastique vierge », explique Thierry Koskas. L'enjeu, c'est de pouvoir utiliser le plus possible du plastique recyclé, ce qui est à la fois un sujet de R&D et un sujet commercial. C'est un sujet de R&D parce qu'on essaye de faire de plus en plus de couleurs avec du plastique recyclé. Et un sujet commercial parce qu'on doit convaincre les clients de l'utiliser avec un choix de couleurs plus limité. » Mais cela avance très bien. Une bonne part de la surface de l'usine de Langres y est d'ailleurs consacrée, car Sulo s'occupe lui-même du processus. Le plastique usagé est reçu sur le site. Il faut ensuite le broyer pour en faire des granules, le dépolluer, le « démétalliser », le trier par couleur avant qu'il intègre le processus permettant la fabrication de nouveaux bacs en plastique. « À Langres, nous utilisons entre 80 % et 85 % de matière première recyclée », se félicite Federico Pellegri. Cela permet à Sulo de gérer la hausse actuelle des prix des matières plastiques primaires, fabriquées à base de pétrole, lui-même en forte hausse à cause du conflit dans le golfe Persique. ■

Transformation : quand la culture d'entreprise fait la différence

Corinne Caillaud

Pour les directions, sa dimension stratégique peut se révéler clé. Mais elle peut aussi être à double tranchant.

S'appuyer sur sa culture d'entreprise en période de turbulences est utile pour une organisation et peut se révéler source de performance. C'est ce qui ressort de l'enquête « Culture d'entreprise : levier de performance à l'agenda des directions générales ? », menée par le cabinet Heidrick & Struggles auprès des dirigeants et directeurs des ressources humaines (DRH) d'une trentaine d'entreprises de toutes tailles.

S'ils constatent qu'il n'existe pas une seule définition de la culture d'entreprise, ils s'accordent aussi sur le fait qu'elle repose sur trois composantes principales, à commencer par la « culture déclarée », soit toute forme de récit affiché par l'organisation. Il peut s'agir de valeurs, d'une raison d'être ou encore d'un manifeste. La culture d'entreprise s'incarne aussi dans les comportements des collaborateurs, que ce soit dans la façon dont les décisions sont prises ou dans les rituels et pratiques, c'est-à-dire ce qui est quotidiennement observable dans l'entreprise. Enfin, elle prend aussi forme dans l'implicite, comme des normes informelles, l'ADN historique de la structure ou encore des croyances ancrées.

Une des finalités de la culture d'entreprise, pour la majorité des personnes interrogées, consiste à apporter un avantage compétitif à une organisation, la distinguant de ses concurrents. Si un candidat a plusieurs opportunités de recrutement, la culture d'entreprise peut faire la différence. Vu de l'extérieur, elle représente donc un facteur d'attractivité. En interne ? elle fait aussi office de filtre. Grâce à ce filtre culturel, l'entreprise sélectionne non pas les meilleurs profils mais ceux qui sont bons pour elle. C'est particulièrement vrai dans les groupes en fort développement.

Depuis son arrivée chez Koesio en 2017, Erwan Monot, le secrétaire gé-

ral, a vu l'entreprise de services numériques réaliser de nombreuses acquisitions, passant de 400 à 4500 salariés. « Quand vous intégrez autant de personnes en aussi peu de temps, le sujet de la culture d'entreprise est très important », souligne-t-il. Chez Koesio, poursuit-il, « si nous croyons en l'acculturation du middle management et du top management, il nous est déjà arrivé d'expliquer à un dirigeant qu'il ne pouvait pas faire partie de la suite de l'aventure. Nous estimions qu'il n'était pas capable de porter les sujets de transformation culturelle dont son entreprise avait besoin. »

Axes communs

Cette acculturation des nouveaux collaborateurs passe par leur rapide intégration, en quelques mois, via un processus bien rodé. « Lorsque nous rachetons une entreprise, nous changeons très vite les couleurs des bâtiments, les voitures, les mails. Nous lançons aussi un questionnaire de satisfaction de qualité de vie au travail (QVT). Ce n'est pas une simple prise de température, car des plans d'action découlent de cette enquête. Des programmes de formation sont également mis en place au sein de l'université Koesio », détaille Erwan Monot.

Outre les moments où une organisation change de dimension, c'est aussi dans les périodes d'inflexions stratégiques que la culture d'entreprise devient une priorité. Depuis trois ans, c'est la réalité du Groupe Rocher, qui s'est recentré sur son cœur de métier, avec ses marques de beauté et de soin. L'an dernier, il s'est séparé de la marque de vêtements pour enfants Petit Bateau, dans son giron depuis 1988. « Cette vente implique déjà un fort changement d'identité, avec le départ de collaborateurs qui vont vivre une autre aventure », remarque Jeanne Renard, directrice people, mission et transformation du Groupe Rocher.

La deuxième secousse est venue des changements opérés après que la famille

Une des finalités de la culture d'entreprise consiste à apporter un avantage compétitif à une organisation, la distinguant de ses concurrents.

ABOUTLIFE/ADOBE STOCK

a demandé d'améliorer la rentabilité du groupe. Les structures de coûts fixes ont été passées au crible pour aboutir à de nouvelles organisations des postes. « Ce fut un choc culturel car cela n'avait jamais été entrepris dans une telle ampleur depuis soixante-cinq ans », pointe Jeanne Renard. Enfin, le Groupe Rocher a engagé une troisième transformation avec un nouveau modèle opérationnel, passant d'un compte de résultat piloté non plus par marques mais par pays.

Pour atteindre la croissance visée, le groupe a insufflé une nouvelle culture d'entreprise en définissant des comportements sur lesquels s'appuyer. Ils sont déclinés en trois grands types, avec un premier comportement « racine » porté par l'engagement. L'agilité, la bienveillance et la collaboration s'inscrivent dans la catégorie des comportements « moteurs ». Quant aux comportements « booster », ils sont en cours de défini-

tion et concerneront plus particulièrement les équipes chargées de l'innovation et de la conquête client. Pour mettre en œuvre ces concepts, le groupe a travaillé sur des axes communs qui puissent toucher les 9000 collaborateurs via le management quotidien. L'ensemble des managers est donc en train de se former à de nouvelles méthodes pour inciter les équipes à plus d'exigence et de performance. « Chez nous, la culture d'entreprise est presque le premier objet de notre stratégie », assure Jeanne Renard.

« Piloter la performance »

Cependant, lorsque le poids de l'histoire est trop fort, la culture d'entreprise peut aussi être un frein à sa transformation. En l'espèce, le fabricant de tubes pour l'énergie Vallourec est un cas d'école. Longtemps profitable, l'activité du groupe s'est dégradée de 2010 à 2021. « À notre arrivée, il y a quatre ans, nous nous sommes vite rendus compte avec Philippe Guillemot, le PDG, que la culture d'entreprise avait été responsable des contre-performances de Vallourec tout en lui permettant de résister pendant plus de dix ans alors que les résultats n'étaient pas là », expose Ludovic Oster, le DRH de Vallourec.

Durant cette période, l'attachement des collaborateurs pour le produit et le

service sont restés forts alors que la performance financière déclinait. Lorsque, en 2022, Ludovic Oster se penche sur les entretiens de performance, il constate que la part des leaders évalués au-dessus des attentes un an plus tôt est de 70 %. Les bonus étaient conséquents alors que le groupe était au bord de la faillite. « Comme l'entreprise allait très mal, les dirigeants de l'époque redoutaient les départs. Ils estimaient que le problème était lié au marché et faisaient de la rétention de talent pour avoir toutes les compétences au moment de la reprise. Ils ne cherchaient pas à changer les choses. Un des éléments de la culture d'entreprise, c'était le statu quo », analyse le DRH du groupe qui a engagé une profonde transformation culturelle.

La nouvelle équipe dirigeante a été très explicite sur la culture d'entreprise qu'elle souhaitait instaurer. Cela est notamment passé par la mise en place de nouveaux comportements dont le premier est : assumer la responsabilité de ses actions. Le deuxième, indique le DRH : « C'est piloter la performance. Nous sommes tous acteurs de la performance. Le troisième c'est collaborer pour l'efficacité. Là, les deux termes sont clés. » Le développement des collaborateurs est essentiel, tout comme « l'exemplarité du top management », ajoute Ludovic Oster. ■



LES DÉCIDEURS

nominations@lefigaro.fr

CHRISTOPHE CURT Back Market

Après la nomination de Clément Petit comme directeur général de Back Market avant l'été, Christophe Curt le remplace en tant que directeur financier du groupe. Il exerçait dernièrement comme directeur administratif et financier puis directeur général du PMU. Il rejoint désormais le comité exécutif du spécialiste de reconditionné, ainsi que Caroline Levard, qui supervise les activités juridiques, réglementaires, fiscales, affaires publiques et de durabilité.

ALEXANDRE COO Blancheporte



L'e-commerçant du Nord Blancheporte recrute Alexandre Coö comme directeur financier et des opérations, siégeant au comité de direction. Il s'agit d'une création de poste, en allégeant de ces fonctions Franck Duriez, le PDG, pour renforcer la gouvernance.

YANN FOURMY Casino

Le groupe Casino procède à deux nominations. Arrivé dans l'équipe fusions-acquisitions du groupe en 2020, Yann Fourmy, passé par KPMG et Alstom, en prend la tête. Ancien de PwC et d'Ingenico, Adrien Nevers arrive quant à lui en qualité de directeur du contrôle de gestion.



Une ex-L'Occitane nommée à la tête du chocolatier Yves Thuriès

En apparence, rien ne relie crèmes pour les mains et ganaches, sinon leur onctuosité. La nomination de Florence Lagarde à la direction générale du chocolatier Yves Thuriès révèle une autre similitude : ses douze ans chez L'Occitane lui ont appris à déployer une marque, irriguer un réseau et ciseler une expérience client. Autant de recettes précieuses pour piloter cette PME de 140 salariés.

Cette Toulousaine a d'abord rejoint les rangs de l'école de commerce Neoma, à Reims. Puis, au terme d'une année en Nouvelle-Zélande pour perfectionner son anglais - et profiter de la Coupe du monde de rugby -, elle a saisi l'occasion d'effectuer un VIE à Milan pour l'entreprise provençale de cosmétiques. « Mon poste de rêve », résume-t-elle. Elle a prolongé l'aventure transalpine dans la filiale en tant qu'analyste d'affaires à l'issue du volontariat.

Florence Lagarde a progressivement élargi son périmètre jusqu'à récupérer les rênes du marketing et du retail. « J'évoluais dans une petite équipe, nos bureaux se situaient dans un appartement et nous disposions tous d'un double des clés », se souvient-elle. Une configuration qui lui a rapidement donné le goût de l'autonomie. En 2019, elle a souhaité regagner l'Hexagone avec son mari, posant ses

valises dans sa ville natale. Elle supervisait la quarantaine de points de vente que comptait l'enseigne dans le Sud, ce qui lui a garanti un contact permanent avec le terrain. Et de glisser : « Je peine à avancer sans la validation des consommateurs. »

Lors de la crise sanitaire, la fermeture des boutiques a bouleversé son quotidien et elle a planché sur les réouvertures au sein des différentes branches à l'international. « Je discutais avec des collaborateurs japonais le matin, des Brésiliens l'après-midi. Durant six mois, je m'évadais en visio », relate-t-elle. Après la pandémie, elle a été promue aux commandes de la vente de détail pour la France, multipliant les allers-retours entre la Cité des violettes et Paris. Elle a notamment accompagné la transformation de la stratégie.

Aussi a-t-elle éprouvé le besoin de s'accorder une pause en 2024. Deux ans plus tard, elle n'a pas résisté à la proposition d'Yves Thuriès. « Désormais, je veux m'inscrire dans la continuité tout en imprimant mon style, en valorisant l'ensemble de nos spécificités et en assurant la performance, pour rendre le développement durable », liste celle qui s'est formée aux codes de l'artisanat avec son ancien employeur. Dans sa ligne de mire, figure l'ambition de passer de 80 à 100 magasins d'ici à cinq ans, en accélérant le recours à la franchise.

MAUD KENIGSWALD

ALEXANDRE ARNAULT Nike



Nike accueille Alexandre Arnault au sein de son conseil d'administration. L'équipementier sportif loue la solide réputation qu'il s'est forgée « en accompagnant des marques de classe mondiale et emblématiques », souligne Mark Parker, le président exécutif du conseil. Le fils du PDG de LVMH, Bernard Arnault, officie actuellement comme directeur général adjoint de Moët Hennessy, la branche de vins et de spiritueux du groupe de luxe, après avoir siégé aux conseils d'administration de Carrefour, Birkenstock ou Moncler.

DELPHINE AGUILÉRA CARON Novartis

Le laboratoire Novartis désigne Delphine Aguiléra Caron à la présidence de la filiale française, un rôle qu'elle exerçait chez Johnson & Johnson. Elle succédera le 1^{er} novembre à Thibaut Victor-Michel, en poste depuis juin 2022 et qui poursuivra son parcours dans la branche étasunienne.

CHARLOTTE LE MONNIER Finary

Après neuf ans à gravir les échelons au sein de Tylia, fintech d'investissement non coté, Charlotte Le Monnier rejoint Finary comme directrice de la conformité, dans un contexte de renforcement de la régulation des fintechs. ■

Comment diversifier son PEA grâce aux ETF internationaux

Hervé Rousseau

Ces fonds cotés en Bourse, pratiques et accessibles, offrent une palette d'investissements extrêmement large.

Bonne nouvelle pour les 7,3 millions de détenteurs de plan d'épargne en actions (PEA). Ils vont pouvoir continuer à investir dans les indices internationaux tels le Nasdaq, le Standard & Poor's 500 ou encore le Nikkei. Cet été, le gouvernement a envisagé d'exclure les ETF «swappés», permettant aux épargnants de s'exposer aux performances des indices non européens, du PEA. L'idée a finalement été abandonnée. Mais, pour bon nombre d'observateurs, cette mesure a de fortes chances de revenir sur le tapis à plus ou moins brève échéance.

Pour les épargnants, il est donc urgent de se pencher sur ces produits, au succès fulgurant. Un ETF (ou «exchange trade fund») est un fonds coté en reproduisant l'évolution d'un indice. Il existe deux grandes familles d'ETF : les ETF «physiques», qui achètent le panier d'actions composant l'indice qu'ils cherchent à répliquer, et les ETF «swappés» ou «synthétiques». Ces derniers détiennent un portefeuille d'actions (en l'occurrence éligibles au PEA), mais ils signent parallèlement un contrat avec une banque (appelé contrat de «swap»), qui leur permet d'échanger la performance de leur portefeuille avec celle de l'indice recherché. Un tour de passe-passe qui permet à certains ETF reproduisant des indices internationaux (S & P 500, Nasdaq...) d'être éligibles au PEA. Ces ETF sont un formidable outil de

diversification pour les détenteurs de PEA. Ils permettent en effet avec une mise modique (à partir de quelques euros) et des frais réduits de s'exposer en une seule fois à des centaines, voire des milliers de valeurs. Et, comme ils sont cotés en Bourse, il est possible de faire volte-face à tout moment. BlackRock constate d'ailleurs une forte accélération de la demande pour ce type de trackers (l'autre nom des ETF). Le moment est bien choisi. Actuellement, les professionnels réduisent la toile sur les actions européennes pour se tourner vers d'autres marchés. «La croissance anémique sur le continent et l'approche de l'élection présidentielle en France incitent à une extrême prudence», estime Neufilze OBC.

Un large choix d'ETF éligibles

Les marchés d'actions européens perdent d'ailleurs du terrain face notamment à leurs rivaux américains. Depuis le début de l'année, l'indice large européen Stoxx 600 progresse d'un peu plus de 8 %, contre plus de 11 % pour le S & P 500 et près de 17 % pour le Nasdaq 100. Rien d'étonnant pour les professionnels. «Wall Street est le marché d'action le plus profond, le plus liquide et le plus performant au monde depuis de nombreuses années», constate Natixis IM. En trois ans, le S & P 500 a plus que doublé de valeur (contre un gain d'environ 12 % pour le CAC 40) et il est en route pour boucler une quatrième année de hausse à deux chiffres. Il existe un large choix de trackers éli-

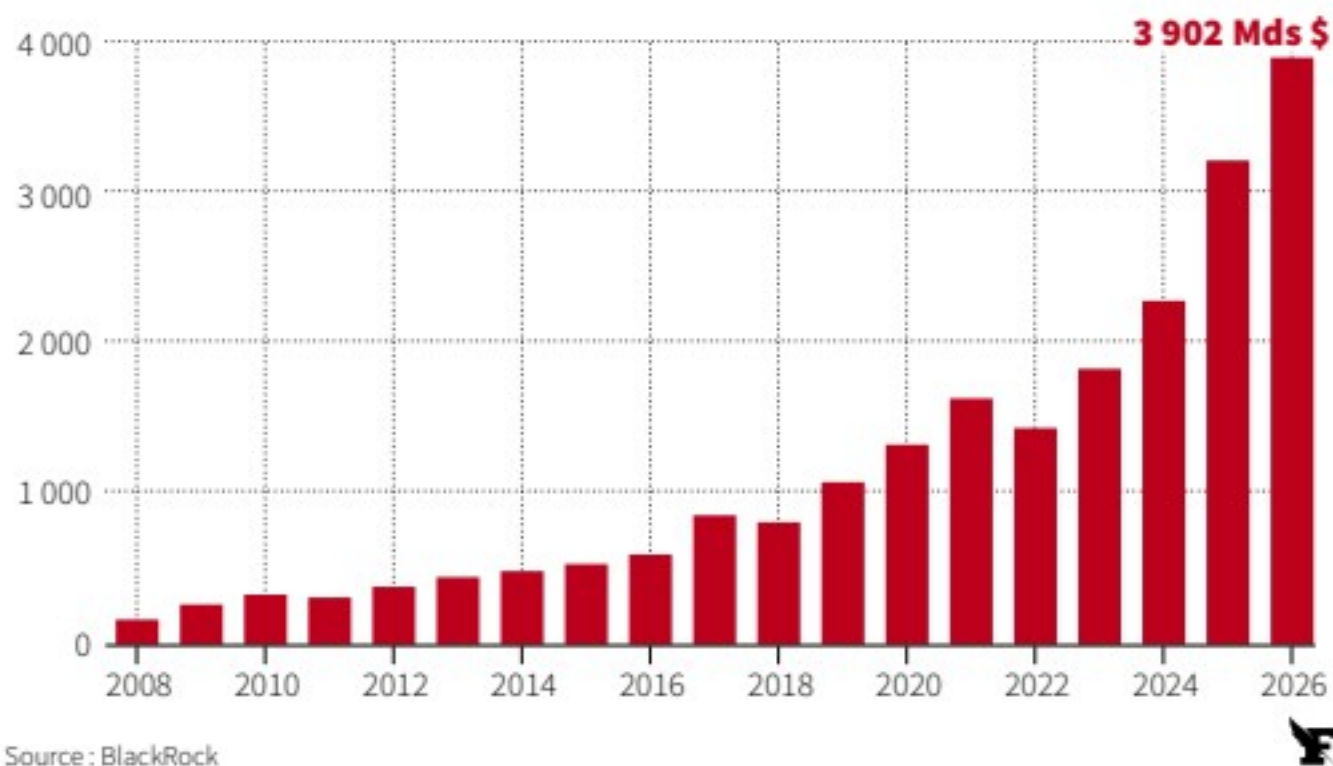
gible au PEA permettant de reproduire les performances de Wall Street. «Il faut toutefois avoir conscience de la large domination des valeurs technologiques sur la Bourse de New York», prévient-on chez BlackRock. Le secteur de la technologie représente en effet près de 40 % de la capitalisation du S & P 500 et trois sociétés (Nvidia, Microsoft et Apple) pèsent à elles seules plus d'un cinquième de l'indice.

Il existe toutefois des parades pour limiter l'influence des mastodontes américains. Certains ETF reproduisent par exemple le «S & P 493» (le S & P 500 privé des sept plus grandes capitalisations de Wall Street). D'autres proposent de miser sur le Nasdaq 70, concentré sur les 70 plus petites valeurs du Nasdaq 100. D'autres ETF encore reproduisent les indices équilibrés, comme le S & P 500 «equal weight», dans lequel les 500 valeurs composant l'indice ont le même poids. Dans le même esprit, l'antique Dow Jones, qui regroupe 30 grandes entreprises américaines de secteurs variés, dont le poids dans l'indice est pondéré par le prix de leurs actions et non par leur capitalisation, retrouve également les faveurs de nombreux investisseurs.

Les trackers spécialisés dans les marchés émergents ont également le vent en poupe auprès des investisseurs à la recherche de nouveaux horizons. La Bourse japonaise attire aussi de nombreux adeptes. Elle échappe en grande partie aux tensions géopolitiques. Cette économie semble avoir vaincu son principal ennemi, la déflation, qui décourage les investissements et la consommation. Dans le même temps, les entreprises nippones, autrefois réputées pour leur faible rendement, distribuent désormais de copieux dividendes et multiplient les programmes de rachats d'actions. Pour autant les valorisations restent raisonnables. Le Nikkei a doublé de valeur en trois ans, mais de nombreux analystes estiment que le potentiel de ce marché lointain, délaissé pendant des décennies, est encore loin d'être épuisé. ■

Les ETF ont conquis l'Europe

Encours des ETF en Europe, en milliards de dollars



Source : BlackRock

LA SÉANCE DU VENDREDI 18 SEPTEMBRE

LE CAC											
	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12		JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR
ACCOR	45,58	-0,37	46,05	45,15	0,473	-5,47	L'OREAL	376,05	-1,07	381,4	375,85
AIR LIQUIDE	163,16	-1,26	164,94	162,46	0,418	+11,99	LEGRAND	135,8	-0,37	137,5	135,4
AIRBUS	193,38	-1,08	197,6	192,9	0,331	-2,53	LMVH	402,8	-2,3	410,25	401,4
ARCELOMITTAL SA	63,12	-3,69	65,66	63,02	0,369	+61,47	MICHELIN	33,08	-1,37	33,56	33,02
AXA	44,73	-0,73	44,82	44,11	0,613	+9,2	ORANGE	15,03	-5,83	15,525	15
BNP PARIBAS ACT.A	100,74	-2,93	103,5	99,8	0,498	+24,69	PERNOD RICARD	59,44	-1,13	59,98	59,24
BOUYGUES	43,38	-3,28	44,81	43,22	0,414	-2,19	PUBLICIS GROUPE SA	97,52	0	98,16	96,98
BUREAU VERITAS	27,22	-1,34	27,68	27,22	0,481	+0,15	RENAULT	27,41	-5,32	28,55	27,05
CAPGEMINI	104,35	-2,57	107,7	103,55	0,556	-26,64	SAFRAN	323	-2,59	331	321,7
CARREFOUR	16,435	-2,23	16,74	16,39	0,664	+15,5	SAINT GOBAIN	69,12	-1,73	70,48	68,54
CREDIT AGRICOLE	18,19	-2,23	18,585	18,13	0,273	+3,65	SANOFI	74,05	-1,61	75,34	74,01
DANONE	60,54	-1,37	61,16	60,02	0,489	-21,15	SCHNEIDER ELECTRIC	285,75	-0,47	289,3	284,8
DASSAULT SYSTEMES	20,56	-0,1	20,8	20,38	0,258	-13,76	SOCIETE GENERALE	72,59	-2,12	75,07	72,11
EIFFAGE	106,3	-1,57	107,9	105,8	0,803	-13,15	STELLANTIS NV	4,199	-5,43	4,444	4,155
ENGIE	24,03	-0,91	24,22	23,63	2,257	+7,23	STMICROELECTRONICS	43,455	+2,39	43,67	43,025
ESSILORLUXOTTICA	139	-1,73	140,6	138,3	0,378	-48,5	THALES	238,2	-0,04	241,9	236,8
EUROFINS SCIENT.	76,44	-0,57	77,86	76,44	0,507	+22,5	TOTALENERGIES	79,32	-0,39	79,71	78,34
EURONEXT	157	-0,25	157,4	155,7	0,344	+22,66	UNIBAIL-RODAMCO-WE	93,12	-1,34	93,94	92,76
HERMES INTL	133,15	-3,16	137,5	132,0	0,251	-37,25	VEOLIA ENVIRON.	31,74	-1,15	32,06	31,48
KERING	233	-2,75	239,25	232,1	0,693	-22,59	VINCI	110,8	-1,86	112,65	110,2

LES DEVISES

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6095	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,6056	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8588	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,9903	HKD
JAPON	YEN	180,94	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9462	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,146	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,38	TND
MAROC	DIRHAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	55,9077	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	59,76	EGP
CHINE	YUAN	7,6755	CNY
INDE	ROUPIE	109,8755	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	153,96	DZD

L'OR

Lingot 1KG	121490€	31/12
Lingotin 100g	12 750€	+3,84%
Lingotin 50g	6 495€	+0,31%
Lingotin ONCE (31,10g)	3 989€	+1,64%
Lingotin 10g	1 240€	+7,81%
Lingotin 5g	674€	-5,7%
20Fr NAPOLEON	728,7€	+2,12%
20Fr SUISSE	712€	+1,79%
		-0,15%

CRYPTOMONNAIES

Bitcoin	80 957,11€	-8,29%
Ethereum	2 596,4€	-13,05%
BNB	760€	-11,79%
Solana	112,52€	-10,98%
XRP	1,382€	-26,02%

QUESTIONS D'ARGENT

LeParticulier

www.leparticulier.fr

Énergie : pourquoi opter pour une pompe à chaleur ?

Se chauffer aux énergies fossiles va coûter plus cher. Le prix repère de vente du gaz a bondi de près de 24 % depuis avril 2026, et le coût d'entretien du réseau de transport devra, à l'avenir, être supporté par un nombre plus restreint de consommateurs. Pour faire des économies, les particuliers sont encouragés à remplacer leur chaudière au gaz ou au fioul par une pompe à chaleur (PAC). Dans son plan d'électrification, le gouvernement veut interdire l'installation des chaudières au gaz dans les constructions neuves dès la fin 2026 (celle des chaudières au fioul est pros- crite depuis juillet 2022). Et, depuis le 1^{er} septembre, les ménages qui conser- vent un chauffage au gaz ne peuvent plus bénéficier de MaPrime Rénov' lorsqu'ils engagent une rénovation globale de leur logement individuel.

1 Quel est le coût à prévoir ?

Contrairement à une chaudière classique, qui produit de la cha- leur en brûlant un combustible, une PAC air/eau puise les calories présentes dans l'air extérieur. Elle les restitue sous forme d'eau chaude dans le circuit de chauffage de la maison (radiateurs, plancher chauffant) et assure parfois la production d'eau chaude sanitaire. Son prix est plus élevé qu'une chaudière à gaz. « Le coût moyen d'installation d'une PAC air/eau atteint 15 000 euros, mais il dépend de la surface du logement, du ma- tériel choisi et de sa puissance », souligne Céline Laruelle, coordonnatrice de pro- grammes à l'Agence de la transition éco- logique (Ademe). D'autres frais sont sou- vent à prévoir. Avant d'acheter une PAC, il faut vérifier si l'installation et le tableau électrique sont adaptés. « Il est conseillé d'augmenter la puissance de son abonne- ment d'au moins 3 kilo-voltampères », précise Matthieu Crubézy, de chez Milton Habitat Solutions. Par ailleurs, une PAC fonctionne mieux si le loge- ment est bien isolé. « Faire des travaux d'isolation avant d'installer une PAC permet de réduire les besoins de chauffa- ge et donc la puissance nécessaire, mais aussi d'améliorer le confort des occupants », souligne Céline Laruelle.

2 Quelles sont les aides à l'achat ?

L'installation d'une PAC air/eau

donne droit à des primes permettant d'amortir son coût plus rapidement. En plus de la TVA réduite à 5,5 %, certains particuliers peuvent bénéficier de MaPrimeRénov', qui oscille entre 3 000 et 5 000 euros. Mais elle est réservée aux ménages à revenus « très modestes », « modestes » et « intermédiaires » (par exemple, inférieurs à 60 051 euros par an pour un couple vivant en Île-de- France). À cela s'ajoute le dispositif « coup de pouce chauffage », lié aux certificats d'économies d'énergie (CEE), et accessible à tous les foyers. « Le mon- tant des primes a été revalorisé en octobre 2025. Il oscille entre 1 200 et 6 500 euros selon la zone climatique du logement, sa surface et le niveau de revenus du foyer », explique Nicolas Moulin, président de PrimesEnergie.fr, société spécialisée dans la valorisation des CEE. La France se partage en trois zones selon le climat : H1 étant la plus froide et H3 la plus chaude. En pratique, la prime est versée directement par le fournisseur d'énergie ou déduite de la facture des travaux si l'installateur est partenaire d'un dispo- sitif CEE. Depuis le 1^{er} septembre 2026, les PAC air/eau doivent disposer d'un numéro d'agrément européen pour être éligibles au coup de pouce chauffage.

3 Quelles sont les économies envisageables ?

Selon une étude de l'Ademe pu- bliée fin 2025 et portant sur les perfor- mances d'une centaine de PAC air/eau, lorsqu'elle est correctement réglée et installée, une PAC permet, en moyenne, de diviser par deux sa facture annuelle de chauffage par rapport à une chaudière au gaz. Et ce, quelle que soit la zone géogra- phique. « Sous l'effet de la hausse des prix du gaz et du renforcement des aides, le temps de retour sur investissement d'une PAC s'est réduit », affirme Pierre- François Morin, directeur de l'activité rénovation de la plateforme Hello Watt. Mais attention, la rentabilité d'une PAC dépend avant tout de la qualité de son installation et de son réglage. Autre élé- ment déterminant : le choix de l'équipe- ment. La performance d'une PAC se me- sure avec des indicateurs comme le coefficient de performance (COP), qui indique combien de kWh de chaleur sont produits pour 1 kWh d'électricité consommé. Pour plus de fiabilité, les ins- tallateurs se basent aussi sur l'efficacité thermique annuelle saisonnière (Etas), qui mesure la consommation réelle né- cessaire pour chauffer un logement, par rapport à ses besoins sur une saison. « Pour être optimal, il doit être supérieur à 140 % pour les PAC de moyenne et haute température », ajoute Matthieu Crubézy. Dans son étude, l'Ademe considère que la performance d'un tiers des PAC pourrait encore être améliorée. ■

PAULINE JANICOT

LA VALEUR DU JOUR

Warren Buffett quitte la présidence de son empire

Après plus de six décennies à construire l'empire Berkshire Ha- thaway, devenant l'une des figures les plus emblématiques de la finance mondiale, Warren Buffett abandonne la présidence du groupe. À 96 ans, «l'Oracle d'Omaha» passe le relais à son fils Howard, 71 ans. Warren Buffet est nommé président émérite, avec effet immédiat, et continuera de siéger au conseil.

Le milliardaire avait cédé la direc- tion générale du conglomérat en dé- cembre, passant la main à Greg Abel, son bras droit de longue date. «Le temps finit toujours par l'emporter. Il s'est toutefois montré généreux à mon égard», écrit Warren Buffet dans une lettre aux actionnaires. «Greg dirige l'entreprise, Howard veillera à sa cultu- re et à ses valeurs - deux éléments qui valent bien plus que tout ce qui figure à notre bilan», poursuit le financier. Warren Buffett a bâti sa fortune, et celle des actionnaires de son conglom-

mérat, en privilégiant des investisse- ments de long terme dans des entre- prises qu'il jugeait sous-évaluées et dont il estimait avoir une parfaite compréhension, se positionnant sou- vent à rebours des effets de mode agitant Wall Street.

Sous son règne, Berkshire Hathaway a constitué un empire allant de l'assu- reur Geico, au réseau ferroviaire BNSF et passant par d'importantes partici- pations dans des sociétés comme Apple ou Coca-Cola. Le groupe est aujourd'hui valorisé environ 1100 mil- liards de dollars en Bourse. Lorsqu'il prend le contrôle de Berkshire Hathaway, en 1965, l'entreprise est un groupe textile en grande difficulté. Il en fera un géant de la finance. L'action Berkshire a progressé en moyenne de près de 20 % par an pendant les six dernières décennies, un cas unique dans la finance mondiale. Les action- naires de Berkshire Hathaway vouent un véritable culte au nonagénaire. ■

Le poids inédit de Netflix dans la création effraie le secteur

Amélie Ruhlmann

La plateforme devient le premier financeur privé de la production dans l'Hexagone et pourrait bientôt dépasser France Télévisions.

Netflix est désormais le premier financeur privé de la production française au titre de ses obligations légales. Selon le bilan du soutien à la création publié par l'Arcom, le géant du streaming américain a totalisé 308 millions d'euros d'investissement dans la production tricolore l'an passé, 250 millions d'euros dans la fiction et 58 millions d'euros dans le cinéma. Certes, la plateforme américaine reste très loin derrière France Télévisions, qui totalise 476 millions d'euros investis au titre de ses obligations dans les deux circuits. Son investissement dans le ci-

néma est sans commune mesure avec celui de Canal+, qui a déboursé 156 millions d'euros dans la production pour le grand écran l'an passé (sur un total de 230 millions). Mais, à l'horizon 2030, la plateforme pourrait dépasser France Télévisions et devenir le premier contributeur obligé au financement de la création française, selon l'Arcom.

Un basculement inouï : jusqu'en 2021, seuls les groupes de télévision français (TF1, France Télévisions, Canal+, M6...) étaient tenus à des obligations d'investissement dans la création française. Entré en vigueur le 1^{er} juillet 2021, le décret SMAD (services de médias audiovisuels à la demande) a



Netflix a totalisé 308 millions d'euros d'investissement dans la production tricolore l'an passé, 250 millions d'euros dans la fiction et 58 millions d'euros dans le cinéma.

ISABELLE SOURIMENT/HANS LUCAS VIA AFP

permis d'intégrer les plateformes de vidéo à la demande dans ce système de financement. Les principaux services étrangers de vidéo sur abonnement doivent depuis consacrer chaque année 20 % de leur chiffre d'affaires réalisé en France à la production de films, téléfilms, séries... En 2025, ces plateformes (Netflix, Disney+, Prime Video...) ont injecté 525 millions d'euros dans la création tricolore, contre 397 en 2024. Elles financent désormais un tiers de la création française, la production audiovisuelle essentiellement (389 millions investis, en hausse de 22 % en un an).

L'an passé, les chaînes ont supporté 68 % du financement réglementé des œuvres, soit un total de 1,1 milliard d'euros : 476 millions pour France Télévisions, 241 millions pour TF1, 230 millions pour Canal+... Une enveloppe globale en baisse de 8 %, en raison, essentiellement, de la moindre contribution de Canal+ au financement du cinéma français l'an passé. Mais l'investissement des chaînes dans les séries et les téléfilms était lui aussi en recul, de 5 % sur un an. La conséquence d'une double contraction : celle du budget de l'audiovisuel public d'une part, celle des recettes publicitaires du privé de l'autre.

Les prémices d'une crise qui va tout droit en s'aggravant. France Télévisions, qui doit réaliser 150 millions d'euros d'économies en 2026, en raison de la baisse de sa dotation publique, a déjà réduit ses investissements dans la création de 440 à 420 millions d'euros pour l'année. TF1, tenu de consacrer 12,5 % de son chiffre d'affaires net à la production audiovisuelle, est aussi sous pression. Ces baisses de revenus commencent déjà à avoir des conséquences. Habités à investir plus que leurs obligations, France Télévisions et TF1 produisent « moins » de fiction et « commandent au compteur », selon une productrice.

France Télévisions a déjà « abandonné » cette année le développement d'une dizaine de téléfilms. L'effort budgétaire du groupe public devrait s'élever à 90 millions d'euros en 2027, et son enveloppe dévolue à la création, se réduire à 380 millions d'euros. Si TF1 et M6 ont tenu à maintenir une offre de fiction ambitieuse en cette rentrée, l'état dégradé du marché publicitaire devrait aussi les inciter à la plus grande prudence pour la suite. L'USPA estime que les investissements des chaînes vont diminuer de 70 millions d'euros.

Ces tendances, appelées à durer et à s'amplifier, vont recomposer le financement obligatoire de la production en 2030, selon l'Arcom. La contribution globale des diffuseurs devrait mécaniquement baisser. Malgré un ralentissement attendu de leur croissance, les plateformes américaines pourraient supporter plus de 40 % des obligations de financement à la fin de la décennie. Résultat : c'est Netflix qui devrait être amené assumer la part la plus importante du financement de la création française.

« Les obligations de financement seront au mieux stables en euros courants d'ici à la fin de la décennie », a indiqué Martin Adjari, président de l'Arcom, lors de son discours prononcé vendredi à La Rochelle. Ce qui signifie que l'essor de la contribution des SMAD devrait grosso modo compenser le recul des

obligations des chaînes. « Ces plateformes sont désormais des partenaires intégrés », s'est réjoui le dirigeant. Mais « un euro investi par Netflix, Prime Video ou Disney+ ne produit pas exactement les mêmes effets qu'un euro investi par France Télévisions, TF1 ou Canal+ », a-t-il ajouté. « À montant égal, les plateformes financent généralement moins d'œuvres, moins de jours de tournage et une diversité de genres plus réduite. »

Le régulateur de l'audiovisuel n'est pas le seul à s'inquiéter d'un risque de déséquilibre. « Ce qui se dessine, c'est que les plateformes étrangères consentiront bientôt les plus gros investissements dans la création française, a souligné la présidente de France Télévisions, Delphine Ernotte-Cunci, dans une interview au Monde. Est-ce qu'on souhaite cette forme de vassalisation ? C'est-à-dire des séries et du cinéma décidés, financés, castés, écrits, conçus par les Américains ou les Chinois ? » Mais le plus préoccupé par ce scénario est sans doute Netflix lui-même.

« Un euro investi par Netflix, Prime Video ou Disney+ ne produit pas exactement les mêmes effets qu'un euro investi par France Télévisions, TF1 ou Canal+. À montant égal, les plateformes financent généralement moins d'œuvres, moins de jours de tournage et une diversité de genres plus réduite »

Martin Adjari Président de l'Arcom

Jeudi, la vice-présidente de Netflix France, Pauline Dauvin, a une nouvelle fois appelé au plafonnement des obligations d'investissement de la plateforme. « Si rien n'est fait, Netflix sera d'ici 2030 le premier investisseur dans la création française. Cela n'est tenable ni pour le secteur, ni pour Netflix. C'est pourquoi nous demandons un plafonnement de nos obligations afin de pérenniser nos engagements dans la création française. »

Les chaînes militent, elles, pour que l'asymétrie réglementaire qui les fragilise face aux plateformes soit corrigée. Dans un courrier adressé en juillet au premier ministre, le PDG de TF1, Rodolphe Belmer, demande d'assouplir rapidement les règles encadrant la publicité télévisée afin de rétablir une concurrence plus équitable avec les géants du numérique, notamment YouTube. D'autant que les plateformes de partages de vidéos ne sont pas assujetties à des obligations de financement de la création comparables à celles des autres diffuseurs. Le dirigeant plaide pour que ce soit le cas, avec un taux de 25 %. Il n'a toujours pas reçu de réponse de Matignon. Martin Adjari a remis vendredi une pièce dans la machine, en appelant à « faire entrer l'exception culturelle dans l'ère de YouTube ». Il propose de faire davantage contribuer les plateformes de partage de vidéos au financement de la création, notamment en réexaminant l'abattement de 66 % dont elles bénéficient aujourd'hui dans le calcul de la taxe sur les services de vidéo. ■

LE NOUVEAU LUXE CONTEMPORAIN

Découvrez le nouveau F

mardi 22 septembre avec votre quotidien Le Figaro

LE FIGARO et vous



SPECTACLE

« SINGIN' IN THE RAIN » REVIENT AU LIDO, À PARIS, DANS UNE VERSION IMMERSIVE RÉJOUISSANTE

PAGE 30



VIN

DANS LE ROUSSILLON, LA REPRISE RÉUSSIE DU DOMAINE DU ROC DES ANGES

PAGE 32

Ce patrimoine, chéri par tous, mais malmené

MARIA-HELENA BUCKLEY: ROC DES ANGES; MATAREZOW/NDIA.FR; PAM STUDIO; STUDIO DES FLEURS - LAURENT FAU



Visite du parc du château de Caradeuc, à Bécheref (35).

Le patrimoine en péril est le thème des journées qui lui sont consacrées ce week-end. Une manière de sensibiliser les visiteurs, dont l'affluence habituelle témoigne d'un fort attachement à sa préservation. **PAGES 28 ET 29**



Départ en fanfare pour Bertrand Noeureuil à L'Orangerie

PAGE 33



Les feux d'artifice, un art comme les autres ?

Alban Barthélemy

La 10^e édition des Masters de feu de Compiègne réunit samedi près de 12 000 spectateurs, dans un contexte difficile pour la profession.

Pour les artificiers, la saison estivale s'achève dans un contexte morose. La faute aux nombreuses annulations ou reports, décidés en raison de la canicule, particulièrement autour des fêtes du 14 Juillet. La Fédération nationale des comités et organisateurs de festivités évoque une perte de chiffres d'affaires allant jusqu'à 68 % pour certaines entreprises sur la période.

Dans ce contexte, les Masters de feu, qui fêteront leur 10^e an-

niversaire ce samedi 19 septembre, redonnent un peu d'espoir. L'événement affiche complet : près de 12 000 personnes sont attendues à l'hippodrome de Compiègne, pour voir s'affronter devant un jury composé d'équipes professionnelles issues de plusieurs pays - pour cette édition, les Pays-Bas, la Pologne et le Portugal - avec des créations originales de quinze minutes respectant un thème imposé.

« La pyrotechnie est un art, au même titre que le cinéma ou le théâtre », estime Édouard Gré-

goire, à l'origine de la manifestation. Ce dernier aimerait que les pouvoirs publics soient davantage à l'écoute des professionnels du secteur : « *Légalement, nous sommes toujours considérés en France comme des prestataires techniques; mais cela ne prend pas en compte la dimension artistique de ce métier.* »

Une pétition lancée

Les critiques n'ont toutefois pas manqué, cette année : une pétition, lancée par l'association Picardie Animaux, a réuni

quelque 18 000 signataires pour demander l'annulation de l'événement, en raison notamment des conséquences potentielles sur la faune locale. Au sein du conseil municipal de Compiègne, l'opposition a également questionné en juillet dernier le partenariat entre la ville et les organisateurs : « *Les moyens matériels ainsi que le personnel mis à disposition pourraient être utiles ailleurs. Sans parler du bruit et de l'impact sur l'environnement, estime Claire Reboisson. C'est un*

divertissement majestueux, mais qui, pour moi, est d'un autre temps. » Le maire LR, Philippe Marini, rappelle quant à lui les mesures rigoureuses prises pour la protection du site, et les retombées économiques importantes générées par l'événement.

Ces reproches, Édouard Grégoire y est habitué : « *Je peux entendre que certains n'aiment pas les feux d'artifice. Mais il s'agit aussi d'une culture patrimoniale qui existait déjà du temps des rois de France, et qui*

continue à rassembler les gens. » Ce qui n'empêche pas des évolutions pour limiter la pollution. Le spectacle de clôture des Masters fera ainsi voler cette année près de 800 drones en même temps. « *Ils permettent d'amener une dimension plus contemplative, au même titre que les jets d'eau ou les lasers. Mais, expérience à l'appui, ils ne remplaceront jamais l'émotion du feu.* » Ce samedi, les spectateurs présents à Compiègne pourront se faire leur propre opinion. ■

Le patrimoine, toujours plébiscité par les Français, mais plus que jamais en péril

Claire Bommelaer

Fortes de leur succès, les Journées du patrimoine incitent cette année les visiteurs à se pencher sur les monuments et sites en péril. Des coupes budgétaires aux aléas climatiques, ils sont menacés.

Les 19 et 20 septembre 2026, des milliers de monuments, de sites, de musées, d'ateliers ou de châteaux vont ouvrir, dont certains de manière exceptionnelle. Le succès, pour cette manifestation créée en 1984, est prévisible : l'année dernière, elle a attiré 7,4 millions de visiteurs, et pas seulement à l'Élysée ou au Sénat (les deux grands sites prisés des Français ces jours-là). Le thème de cette 43^e édition « Patrimoine en péril : raviver, résister, réimaginer » donne tout de même le ton. Au-delà de l'émerveillement, les visiteurs sont incités à toucher du doigt la grande fragilité du patrimoine français.

Selon le ministère de la Culture, 18 % des monuments historiques nécessitent des travaux de restauration lourds, et 5 % sont dans un état de dégradation tel qu'ils représentent un danger. Le petit patrimoine n'est pas forcément mieux loti. La Fondation du patrimoine estime que sur 295 800 édifices non classés (théâtres, églises rurales, moulins, phares, maisons de caractère, lavoirs, ponts...), 67 400 sont dans un état critique.

L'âge de ces monuments, le tourisme de masse ou encore les actes de vandalisme expliquent pour une large part cet état de fait. S'y ajoutent les sinistres - en six ans, une centaine d'entre eux en a subi un - et depuis quelques années les effets du dérèglement climatique. Même sur des monuments ayant traversé les siècles, ils se font sentir : sous l'effet des chaleurs ou au contraire de trop longues saisons humides, les pierres des façades s'effritent et les arbres des jardins remarquables sont malades.

On dira que face à ces plaies les Français ne restent pas les bras ballants. Ils militent ou prêtent leur temps à des centaines d'associations de sauvegarde, se battent pour redonner un destin à des sites abandonnés, financent les restaurations en versant la somme qu'ils peuvent (en 2025, 3 581 projets de la Fondation du patrimoine ont été soutenus et 1 027 sites ont été sauvés), jouent chaque année au loto du patrimoine (28 millions d'euros récoltés en 2025) ou font pression sur leurs élus pour conserver leur cadre de vie. Il faut croire que cet attachement pour le patrimoine et l'histoire n'est pas toujours entendu.

Chantiers à l'arrêt

Dans *Le Figaro*, Sébastien Lecornu vient d'annoncer qu'il réclamerait 54 milliards d'économies sur le budget de l'État, et chaque ministère, y compris celui de la Culture, s'attend à un tour de vis. Déjà les directions régionales de l'action culturelle, chargées de répartir les crédits, parlent de possibles baisses de 30 % pour la restauration des monuments historiques. Ce qui signifie que des travaux vont être stoppés net, entraînant dans leur sillage des difficultés pour les entreprises spécialisées et les métiers d'art privés de chantier.

« Après les moyens historiques dédiés au patrimoine en 2024, les baisses de crédit successives et celles annoncées pour 2027 risquent de fragiliser profondément et durablement notre patrimoine », regrette le député et rapporteur du budget patrimoine, Jérémie Patrier-Leitus (Horizons), « il faut parvenir à une programmation pluriannuelle des crédits et passer d'une culture des grands travaux à une autre, centrée sur l'entretien régulier et la réparation ».

Sur le site internet des Journées du patrimoine, la ministre de la Culture, Catherine Pégard écrit que la préservation du patrimoine n'est pas seulement une « nécessité mais un choix de société ». Dans le tumulte actuel, cette parole est elle aussi fragilisée. ■



Les architectes des Bâtiments de France : « des empêcheurs de

Haro sur les architectes des Bâtiments de France (ABF) ! Sommés de s'expliquer sur leur opposition supposée à la pose de blocs de climatisation et de volets sur des bâtiments patrimoniaux, ces 190 fonctionnaires du ministère de la Culture subissent les foudres populaires et politiques depuis les épisodes de canicule. Protectors légaux du patrimoine et des sites classés, agissant à coups d'autorisations ou au contraire de refus au moment des permis de construire ou de démolir, ils sont devenus le symptôme d'une France décalée. Celle qui s'accrocherait à une délicate notion de beauté et de cadre de vie, quand la planète est en train de basculer vers l'enfer et que des vies sont en jeu.

« C'est bien la première fois que nous subissons une telle fronde », reconnaît Fabien Sénéchal, ABF en Bretagne et président de l'Association nationale des architectes des Bâtiments de France (ANABF). « Au cœur de l'été, les polémiques étaient si virulentes que le bruit a même couru que l'un d'entre nous était en dépression et un autre, sous protection judiciaire. Ce n'est pas exact, mais je comprends la peur de mes homologues en lisant des articles qui nous traitaient à demi-mot de meurtriers. » Des boîtes mails et des comptes X personnels de ces « empêcheurs de tourner en rond » ont tout de même été inondés d'injures.

La fronde est évidemment partie des centres-villes, là où l'air ne circule pas et là où la densité de population est la plus forte. Avec 42 degrés au plus fort de l'été, les Bordelais logeant dans les immeubles haussmanniens du cœur historique de la ville ont senti dans leur chair ce que le manque de volets impliquait. « Soit on bricolait, soit on mourait

de chaleur », témoigne un d'entre eux. Cuisant eux aussi à petit feu, les habitants des barres d'immeuble de la rue du Lac, à Lyon, structure datant des années 1970 conçue par l'architecte Jean Zumbunnen, ont aussi souffert de l'absence de persiennes. Au point de lancer une pétition qui a recueilli 59 000 signatures : « Pas de volets, pas de loyer. » « Nous n'en pouvons plus de vivre dans des bouillottes thermiques. Les propriétaires nous ont renvoyés vers l'ABF en disant que c'était lui qui bloquait », assure aujourd'hui Fabien, un des locataires de l'immeuble.

« Nous arrivons à faire du cas par cas avec les architectes, mais à ce rythme la moitié de la population parisienne va crever »

Dan Lert Adjoint à la mairie de Paris

D'habitude si feutrés, les architectes ainsi cloués au pilori ont eu toutes les peines du monde à répondre qu'ils n'avaient pas toujours la main. Ou qu'ils n'étaient pas fondamentalement contre ces affreuses climatisations, si tant est qu'elles soient correctement intégrées dans le paysage. « La pose de volets, à Lyon, relève des propriétaires des appartements, pas de nous. Mais qui s'en soucie ? », se désole Gabriel Turquet de Beauregard, ABF dans le Maine-et-Loire.

Créé en 1946, ce corps héritier de Prosper Mérimée et des architectes des Bâtiments de France a pour mission de veiller à la préservation des espaces protégés, au moment des projets d'aménagement ou de travaux. Outre

leur mission de conseil - « Nous sommes les seuls fonctionnaires à répondre encore au téléphone ! », remarque l'un d'entre eux -, ils se prononcent à coups d'accord ou de refus. Dans un pays d'histoire comme le nôtre - 45 000 abords de monuments historiques, 1 000 sites patrimoniaux remarquables ou 2 700 sites classés -, leur point de vue est déterminant. « Nous sommes une digue contre la France moche », assure un architecte.

Selon l'ANABF, près de 530 000 demandes - pour des volets, de l'insolation par l'extérieur, des Velux dans des toits d'ardoise, des grilles devant les châteaux, une démolition, une extension, une véranda... - passent chaque année sous ses fourches caudines. Sous l'effet du Covid, de l'arrivée des panneaux solaires ou de la possibilité de faire des demandes dématérialisées, le nombre de demandes a grimpé de 40 %, alors que le nombre d'ABF n'a évidemment pas suivi.

À Paris, leur charge donne le tournis : les neuf ABF gèrent 13 500 demandes par an, sachant que 93 % des immeubles parisiens sont sous une protection patrimoniale à un titre ou un autre (classés, inscrits, dans un des deux secteurs...). Cet été, ce sont les toitures en zinc, à la fois piège à chaleur et classées au Patrimoine mondial de l'Unesco, qui ont déchaîné les passions. « Nous arrivons à faire du cas par cas avec les architectes, mais à ce rythme la moitié de la population parisienne va crever », a cinglé Dan Lert, adjoint à la mairie de Paris, affirmant qu'« un tiers des projets de rénovation énergétique parisiens sont bloqués par les ABF ». Ces derniers s'en étonnent et contestent ce pourcentage astronomique. L'association est formelle : moins de 7 % des demandes sont refusées, chiffre qui

tombe à moins de 1 % après que la décision a été transmise au préfet de région, ultime recours.

Là où le bât blesse, c'est qu'un certain flou entoure les décisions de ces héritiers du patrimoine. Les propriétaires se repassent des histoires édifiantes de fins de non-recevoir - untel à qui on a interdit de repeindre la chambre de son fils car la couleur aurait pu se voir depuis une basilique, untel qui n'a pas pu reconstruire son mur à la bonne hauteur, un autre, encore, qui a dû réduire la taille de ses Velux pour ne pas injurier la vue depuis une église. « Je me suis vue refuser la pose de cadres de fenêtre en PVC car ma maison était voisine d'une chapelle classée. Or, non loin de chez moi, le lycée est pourvu de fenêtres bleues contemporaines. Pourquoi deux poids deux mesures ? », s'interrogeait fin août sur France Inter, une habitante de Bourgogne. Dans un rapport sur l'adaptation des logements aux transitions environnementales, l'ancienne députée Véronique Louwagie et la députée Annie Vidal enfoncent le clou : « Sur la question de l'isolation des bâtiments par l'extérieur, les ABF disposent d'un pouvoir discrétionnaire, encadré par aucune directive et qui confine parfois à l'arbitraire. Surtout, s'ils partent en croisade. » Cinglant !

D'autant que si l'été a été délétaire pour ces fonctionnaires, l'automne ne s'annonce pas mieux. En octobre, l'Assemblée nationale examinera le projet de loi Jeanbrun sur la relance et la décentralisation du logement, qui prévoit de se passer de l'avis des ABF pour certaines opérations immobilières, dites « d'intérêt local ». Après avoir été accusés de laisser mourir les gens à petit feu, les voilà soupçonnés d'être contre la relance du pays.



1. La ferme Nord, à Zuydcoote (Nord), lors des Journées du patrimoine, en septembre 2025.
2. Fermée au public depuis 1955, la chapelle des Récollets, à Rouffach (Haut-Rhin), rouvre pour les Journées du patrimoine.
3. Le moulin à huile du Pré-Conduit, à Bargemon (Var), restauré grâce au Loto du patrimoine.
4. Inspection de la charpente de l'aile François-1^{er} du château de Chambord (Loir-et-Cher).
5. Visite guidée du château d'Amboise (Indre-et-Loire).

PHOTOPQR/SEBASTIEN JARRY/VOIX DU NORD/MAXPPP;
PHOTOPQR/ANTONIN UTZ/L'ALSACE/MAXPPP;
PHOTOPQR/FLORIAN ESCOFFIER/NICE MATIN/MAXPPP;
LÉONARD DE SERRES; S BUCHWALDER

tourner en rond» malmenés

«Lorsque l'on cherche des coupables, nous sommes faciles à trouver», a regretté une délégation d'architectes des Bâtiments de France, reçue au ministère de la Culture par la directrice générale du patrimoine, début septembre, avant qu'elle parte faire un tour de France des services où ils œuvrent. Tour à tour, chacun a raconté les dizaines de réunions préalables aux chantiers censées désarmer les conflits, les heures passées à conseiller des propriétaires ou des élus pour trouver des solutions acceptables et éviter un refus final. Tout cela pour aboutir dans un océan de critiques. «Il faut mettre fin à l'idée que vous agissez de manière arbitraire. L'enjeu est de mieux expliquer votre rôle, de réaffirmer que vous ne vivez pas dans le passé en proposant des solutions pour lutter contre le réchauffement climatique», leur a-t-elle répondu.

«Ce n'est pas la pose d'un Velux sur un toit d'ardoises qui nous dérange, mais la pose de 40 qui mettront à mal l'allure d'un village»

Fabien Sénéchal ABF en Bretagne et président de l'Association nationale des architectes des Bâtiments de France

Exercice délicat ! Si les Français sont très attachés à leur grand patrimoine et sont fiers de leurs villages historiques, ils ne savent pas clairement ce qu'ils doivent à ces architectes, en dehors des refus de véranda. Pourtant, il y a à peine vingt ans, on s'offusquait des grands panneaux publicitaires posés à l'entrée des villes. Ils ont largement disparu

sous l'effet de l'action des ABF. Il y a dix ans encore, les panneaux solaires mobilisaient les propriétaires. On les a vus fleurir depuis, parfois masqués, parfois intégrés, et le sujet est derrière.

«Nous prenons une somme de décisions qui finissent par former un ensemble. Ce n'est pas la pose d'un Velux sur un toit d'ardoises qui nous dérange, mais la pose de 40 qui mettront à mal l'allure d'un village. Quant aux volets, on ne les refuse jamais, sauf s'ils sont en PVC et roulants et sont destinés à un bâtiment patrimonial», résume Fabien Sénéchal.

L'exemple édifiant de Lyons-la-Forêt, une des Plus Beaux Villages de France, dans l'Eure, les conforte dans l'idée que la somme des intérêts particuliers ne fait pas toujours l'intérêt général. Estimant que l'ABF locale était une sorte d'ayatollah, le maire a autorisé de son propre chef les demandes de travaux, laissant fleurir des fenêtres blanches en PVC ou des grilles contemporaines en lieu et place d'ouvrages en fer forgé. Le 2 septembre, il a été condamné pour faux et a fait appel. «Il faut savoir ce que la nation, l'État, les collectivités et les élus souhaitent : veulent-ils préserver ses paysages, le cadre de vie des Français et ce patrimoine que le monde nous envie et qui attirent les touristes internationaux ?», s'interroge encore Fabien Sénéchal.

Après un XIX^e siècle pendant lequel ils ont été beaucoup détruits, le XX^e a lentement classé les monuments, puis les objets puis les sites naturels, parvenant à faire du pays ce qu'il est aujourd'hui. À la veille des Journées du patrimoine, où des millions de visiteurs vont célébrer les monuments, parions que personne, même les écologistes parisiens, ne voudrait d'un retour en arrière. ■

C.B.

Le «Je t'aime, moi non plus» d'Emmanuel Macron

Le fort Boyard (Charente-Maritime) attendait de pied ferme la visite d'Emmanuel Macron, envisagée pour marquer le coup à la veille des Journées du patrimoine. La situation politique et internationale ne s'y prêtait pas. Le déplacement est finalement tombé à l'eau. En deux mandatures, Emmanuel Macron n'aura que très rarement dérogé au rite des Journées du patrimoine, insistant chaque année pour accompagner Stéphane Bern au pied d'un monument immanquablement situé hors de Paris.

Bern ! Sa mise en orbite pour animer la Mission patrimoine et le Loto aura été un des grands coups de l'Élysée. «Il m'a nommé en 2018, et m'a laissé carte blanche», assure aujourd'hui l'animateur. La liberté de ton de ce dernier a provoqué, parfois, des bas dans les relations avec le Palais. Il n'empêche, avec une régularité de métro-nome, Emmanuel Macron a participé aux déjeuners annuels de la Mission patrimoine. Avec à ses côtés Brigitte Macron, qui jouait, selon Bern, «les bonnes fées».

On ne sait si l'opinion imputera un jour au président le redressement des centaines d'édifices dus au Loto, la personnalité populaire de Stéphane Bern écrasant tout. «C'est pourtant une décision populaire et politique. Restaurer le patrimoine, c'est s'occuper de notre maison commune et lutter contre un sentiment de délitement», indique l'entourage du président, qui met en avant l'implication d'Emmanuel Macron pour restaurer Notre-Dame de Paris en cinq ans, le lancement présidentiel d'une souscription nationale pour les églises rurales, son opiniâtreté enfin à restaurer le château de Villers-Cotterêts, dans l'Aisne, alors en ruine et pour lequel personne ne savait quoi faire. Ou encore, le lancement de grands travaux au Louvre, pour 800 millions d'euros, à la fois nécessaires et non financés. Le «quoi qu'il en coûte» a cours chez Macron, lorsque le patrimoine est en jeu. «Ne m'em... pas avec vos comptes d'apothicaire», dit-il à ceux qui ont les yeux rivés sur l'argent.

Le président, qui affirmait à ses débuts qu'il n'y avait «pas une culture française,

mais des cultures françaises», provoquant la stupeur générale, aura aussi occupé le terrain du patrimoine au nom de la grandeur de la France. N'a-t-il pas organisé son intronisation en déambulant dans le Louvre, ancien palais royal devenu le musée le plus visité au monde ? Prisant jusqu'à l'écœurement les hommages nationaux, Emmanuel Macron aura tenté d'accrocher son image à ce que le pays a produit de mieux - Invalides et Panthéon en tête.

Au milieu de ses discours culturels, un mot reviendra régulièrement, celui de «palimpseste», manuscrit dont on a effacé la première écriture pour pouvoir en tracer une nouvelle. Quoi de plus efficace pour indiquer que l'on ne souhaite pas laisser les monuments s'enfermer dans le passé, comme pourraient le faire d'autres forces politiques ?

«Rendre l'impossible possible»

Hélas, le président n'aime rien tant que le sentiment d'avoir réussi à aller contre les «conservatismes». Lesquels habitent souvent, à ses yeux, le milieu du patrimoine. Début septembre, au British Museum de Londres, on l'a vu rayonnant aux côtés du roi Charles III, savourant l'arrivée de la tapisserie de Bayeux, prêtée aux Anglais. «On nous a expliqué que la tapisserie ne pourrait pas être prêtée, car trop fragile et irremplaçable. Il aura fallu de la patience !», se vantait-il, en prenant sur lui la capacité à «rendre l'impossible possible». «On», ce sont les experts pointus de la tapisserie médiévale, renvoyés soudain dans le camp de l'immobilisme. Le lancement d'une commande de vitraux contemporains pour Notre-Dame de Paris, rejetée par les historiens de l'art et les experts du patrimoine, relève de la même logique. Souhaitant au départ voir une flèche contemporaine s'ériger sur les toits de la cathédrale, il avait dû renoncer face à la bronca. Les vitraux, annoncés en décembre 2023, serviront de lot de consolation. En cours de réalisation, ils font l'objet de recours, et laisseront aussi une impression de fait du prince dans ces années de mandature. ■

C.B.

JEAN-LOUIS LIVI
PRODUCTEUR

FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2026
COMPÉTITION

HAFSIA HERZI BENOÎT MAGIMEL BASTIEN BOUILLON ET MONICA BELLUCCI

HISTOIRES DE LA NUIT

UN FILM DE
LÉA MYSIUS

TAWBA EL GHARCHI PAUL HAMY ALANE DELHAYE SERVANE DUCORPS TATIA TSULADZE

D'APRÈS LE ROMAN DE LAURENT MAUVIGNIER "HISTOIRES DE LA NUIT" LES ÉDITIONS DE MINUIT
PRODUIT PAR JEAN-LOUIS LIVI

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

LE FIGARO

LiRE magazine

Konbini

madame

france.tv

france inter

Ariane Bavelier

Robert Carsen et Jean-Luc Choplin plongent le spectateur dans une version inégalée du musical. Y a d'la joie et du plaisir !

Miroir de nos contes les plus fous, les plus swings, miroir inondé de soleil dont on sait bien l'éclat après la pluie. Tel est *Singin' in the Rain*, dans la version créée ce 17 septembre par Robert Carsen pour le Lido, à la demande de Jean-Luc Choplin. Carsen-Choplin, c'est un tandem à succès qui a signé cinq productions en trente ans. Ils avaient déjà, voici onze ans, produit pour le Châtelet cette comédie musicale transportée ensuite au Grand Palais. Le brio de ce premier *Singin'* « made in France » était tel qu'on pouvait craindre que tout n'y ait été déjà montré, chanté et dansé. Tant s'en faut, se dit-on à la sortie de cette première au Lido. La version du Châtelet brille seulement comme un rayon supplémentaire de la merveille. Après le film de 1952, et le premier musical montré à Londres puis à Broadway trente ans après.

Il y a entre Carsen, Choplin et le chef-d'œuvre de Betty Comden et Adolph Green sur des chansons de Nacio Herb Brown et Arthur Freed une compréhension intime. Pour Choplin, parce que son compagnonnage avec les monstres sacrés de Noreev à Disney ou Wilson lui a appris que « la vie ça n'est pas d'attendre que l'orage passe mais d'apprendre à danser sous la pluie ». Pour Carsen, elle tient à l'élégance naturelle de la fin des années 1920, où se situe le passage au cinéma parlant. Elle tient aussi à l'idée que ce conte de *Cendrillon* revisité par Broadway – pour les chansons – et Hollywood – pour l'histoire du cinéma – peut bien être indestructible, son existence tient du miracle. *Singin'* n'est pas né d'un coup. C'est une composition « juke-box », dit Carsen : elle rassemble diverses chansons composées vingt ou trente ans plus tôt, à partir desquelles, après plusieurs vains essais, s'invente finalement un scénario aussi évident que l'histoire du cinéma. *Singin'* est l'histoire d'un film faite film. Premier miroir que Carsen va démultiplier à l'infini sur la scène du Lido, créant un vertige irrésistible et enchanteur.

Rien de gagné d'avance, pourtant. La scène du Lido sans cintres, sans hauteur de plafond, sans fosse d'or-



« Singin' in the Rain » fait le beau temps au Lido

chestre, et bordée d'une salle où les spectateurs regardent l'action assis à des tables en buvant une coupe de champagne est une sorte de piège pour un metteur en scène. Carsen ne se laisse pas démonter. *Singin'* est une planète en soi. Il en dessine la rotondité et y enferme les spectateurs avec autant de doigté que d'efficacité. Agrandissant la scène dans sa largeur, la bouclant avec des écrans courbes qui renvoient la décoration des murs art déco du Lido. Au centre, un rideau de scène. Voilà le public embarqué.

On rit comme des enfants

Au-dessus de lui, de part et d'autre, caché dans les sommets et faisant entendre comme une musique céleste les grands airs de *Singin'*, l'orchestre. Les stars et les élégants, mis sur leur trente-et-un dans des tenues d'or et de perles, relevées jusque dans leurs coiffures et leurs bijoux, pour assister à la première du *Royal Rascal*, traversent la salle parmi les spectateurs pour entrer dans leur salle de cinéma à eux. Une bande-son renvoie leurs réactions et leurs applaudissements. Les spectateurs de la salle d'abord interdits jouent vite le jeu.

Dès lors, les frontières se brouillent et irrésistiblement les spectateurs basculent de l'autre côté de l'écran comme dans *La Rose pourpre du Caire*. Ni tout à fait ailleurs, ni tout à fait ici, mais dans un entre-deux qui célèbre le caractère

prodigieux du cinéma. Carsen joue sur toute la gamme de ses illusions, poudre aux yeux aussi ensorcelante que celle jetée par la fée marraine de *Cendrillon* qui transforme les haillons en robe de bal, la citrouille en carrosse et les souris en attelage.

Mémorable leçon de cinéma, oubli des repères, régal des outrances dans une élégance maximale et le plus grand respect des codes de la séduction des années 1950 à Hollywood – que d'aucuns jugeraient entreprenants à l'outrance aujourd'hui. Aucune autre relecture que celle de l'humour, du raffinement et de la splendeur dignes des grandes heures des studios américains. Les scènes du *Royal Rascal*, tournées dans l'escalier du château de Versailles, donnent le ton : costumes, maquillages, cascades, invectives entre les héros, dont l'un finit troué d'un coup de rapière au pied de la statue de la Justice... Laurel et Hardy, Chaplin ou Groucho Marx n'auraient pas fait mieux. On rit comme des enfants. Autre figure du cinéma : celle à la Busby Berkeley quand Kathy Selden chante *Beautiful Girl*. Clins d'œil encore de cinéma dans le cinéma avec les travellings, les grands décors peints puis filmés, la petite caravane de tournage où Lamont prend ses cours de diction, les trucs de scène pour une déclaration d'amour dans le brouillard d'un clair de lune, les essais de play-back ou les grandes affiches de

films shakespeariens inspirés des rêves de Kathy. Silence, on tourne : la machine à rêves fonctionne à plein, et emporte les nôtres.

Le trio Don Lockwood (Ashley Day, vu dans *Funny Girl* au Marigny), Cosmo Brown (Charlie Waddell) et Kathy Selden (merveilleuse Maddie Waller, découverte dans un casting à Londres, qui n'a rien à envier ici à Debbie Reynolds) domine la distribution. Excellents comédiens et chanteurs, excellents danseurs aussi, avec des lignes parfaites et le physique de l'emploi, ils ont leur place naturellement en stars de cinéma. Le reste se met au diapason, avec Natasha O'Brien en Lina Lamont couinante, narcissique et méchante à souhait, Julius D'Silva en magnat de Monumental Pictures, à la fois dictatorial et incertain dans ses audaces, Russell Wilcox en réalisateur buté ou Daniele Coombe, inénarrable en professeur de diction. Y a d'la joie et Carsen n'y glisse aucune ombre ! *Singin' in the Rain* est aux antipodes de *Sunset Boulevard* créé sur la même trame du passage du muet au cinéma parlant. On aimerait croire qu'un spectacle aussi entraînant naîtra un jour de nos peurs sur le passage à l'IA.

Y a d'la joie mais aussi de la pluie. Forcément : le miracle de ce musical, à savourer dans nos temps moroses, consistant à prouver que le savoir-vivre se mesure au plaisir pris à sauter

Humour, raffinement et splendeur dignes des grandes heures des studios américains, *Singin' in the Rain* emporte le spectateur.

VALENTIN FOLLIER

dans une flaque. Parce qu'elle tombe bien sûr et pas simplement sur l'écran. Une belle pluie lourde et grise qui éclabousse. Une pluie comme la France en rêve depuis cet été de canicule qui ne semble pas vouloir finir : « Elle tombe grâce à un système merveilleux qu'on a développé. Au Châtelet, enfermée dans une poche placée dans les cintres, elle tombait de 9 ou 10 mètres. Là, on a juste 4 m 50 de hauteur et pas de cintres. La pluie, pour produire de l'effet, doit tomber de très haut. Ça nous a demandé beaucoup de réflexion. Elle arrive de haut dans quelque chose qui absorbe, filtre, chauffe, recircule. Je voulais que chacun ait un grand sourire sur le visage à cause de cette beauté de la pluie », dit Robert Carsen. De son côté, Jean-Luc Choplin jubile : « *Singin'*, sommet de la comédie musicale, reste une œuvre rarement montée sur scène à cause de cette difficulté justement à faire tomber la pluie. J'ai voulu l'installer au Lido sur les Champs-Élysées comme une attraction immersive », dit-il. Pari gagné : bravo l'artiste ! ■

Au Lido 2 Paris (Paris 8^e).

BA Productions et MB & Associés présentent

IA ou pas IA ?

UN PUR CHEF-D'ŒUVRE

Une comédie de Alain Sachs ?
Mise en scène de l'auteur

AVEC
Léa Py – Isabelle Tanakii – Emilien Fabrizio
Jacques Fontanel – Alain Sachs – Stéphane Titeca

« Une comédie déjantée » Rue du Théâtre
« Gorgé de fantaisie et d'intelligence » Artistikrezo
« Une interprétation remarquable » Spectatiff

À PARTIR DU 22 SEPTEMBRE

THEATRE DE PASSY
DIRECTION JEAN-GEORGES THARAUD
RÉSERVATIONS 01 82 28 56 40 WWW.THEATREDEPASSY.FR
95 RUE DE PASSY 75016 PARIS 16^e ARRONDISSEMENT

Faire jouer un acteur qui n'a pas répété ? Le pari fou de « Casting Lear »

Nathalie Simon

À chaque représentation, Andrea Jiménez propose à un comédien différent d'incarner le roi shakespearien et son père. Pascal Greggory s'est jeté à l'eau.

La proposition est intrigante. On ignore quel comédien choisit Andrea Jiménez pour incarner *Le Roi Lear* de Shakespeare. Enfin dans une version personnelle audacieuse rebaptisée *Casting Lear*, car la comédienne et metteuse en scène espagnole parle de sa relation compliquée avec son propre père. Sur le plateau du Théâtre de la Ville-Les Abbesses, à Paris, est posée une estrade rectangulaire. La trentenaire, en polo et pantalon sombres, endosse, elle, le rôle de Cordélia, un avatar d'elle-même. « Veuillez accueillir Pascal Greggory par un tonnerre d'applaudissements ! », lance-t-elle, telle une Madame Loyal derrière son micro.

Tout de noir vêtu, l'acteur révélé au cinéma par André Téchiné et proche de Patrice Chéreau entre en scène. Ce mercredi soir, il succède entre autres à Marcel Bozonnet et Nicolas Bouchaud. Arthur Nauzyciel l'a précédé la veille. Éric Ruf et Denis Podalydès ont testé le concept au dernier Festival d'Avignon, d'autres suivront pour les représentations en province. « Pascal, vous êtes le 138^e acteur à jouer le *Roi Lear*. Êtes-

vous d'accord pour faire tout ce que je vous dirai ? (...) À dévoiler vos fragilités ? » lui demande Andrea Jiménez. « Je n'ai pas le choix », répond l'intéressé sur un ton docte, regard fixe et mains croisées. « Vous avez quel âge ? », « Pouvez-vous dire que vous n'avez pas vu d'autres représentations et que vous n'avez pas répété ? »

« Dans cette scène habituellement, le roi Lear se déshabille, vous faites ce que vous voulez, c'est vous qui décidez »

Andrea Jiménez
Comédienne et metteuse en scène

Andrea Jiménez nous prévient, elle se sert de la pièce pour régler des comptes avec son paternel qui aurait aimé qu'elle prenne sa suite dans ses affaires. Mais elle a préféré le théâtre. Il ne le lui a jamais pardonné. « Comme Cordélia, il m'a répudiée », regrette l'actrice. Qui dirige en

direct Pascal Greggory à l'aide d'oreillettes tandis que Matthieu Luro lui souffle le texte. Au début, mal à l'aise, sans doute en raison de la méthode employée, le comédien s'impose de plus en plus. « Dans cette scène habituellement, le roi Lear se déshabille, vous faites ce que vous voulez, c'est vous qui décidez », l'assure la volcanique Andrea Jiménez.

On assiste au théâtre en train de se faire. La metteuse en scène, qui a, au début, résumé la tragédie de Shakespeare en trente secondes, mêle fiction et réalité, répliques originelles et personnelles, avec une bonne dose d'autodérision. « Je suis une metteuse en scène émergente ! », s'esclaffe-t-elle. Andrea Jiménez a rêvé que son père vienne voir son spectacle. Est-il possible de renouer avec lui, de pardonner ? Des années de psychanalyse n'ont pas suffi à la réconcilier avec son paternel. Le théâtre l'aide peut-être. « Je fais du fric avec mon trauma », indique d'ailleurs cette grande bavarde à Pascal Greggory. « Vous êtes maligne », observe l'acteur. Il n'a pas tort. ■

« *Casting Lear* », les 19 et 20 novembre à Bonlieu, Scène nationale d'Annecy (74).

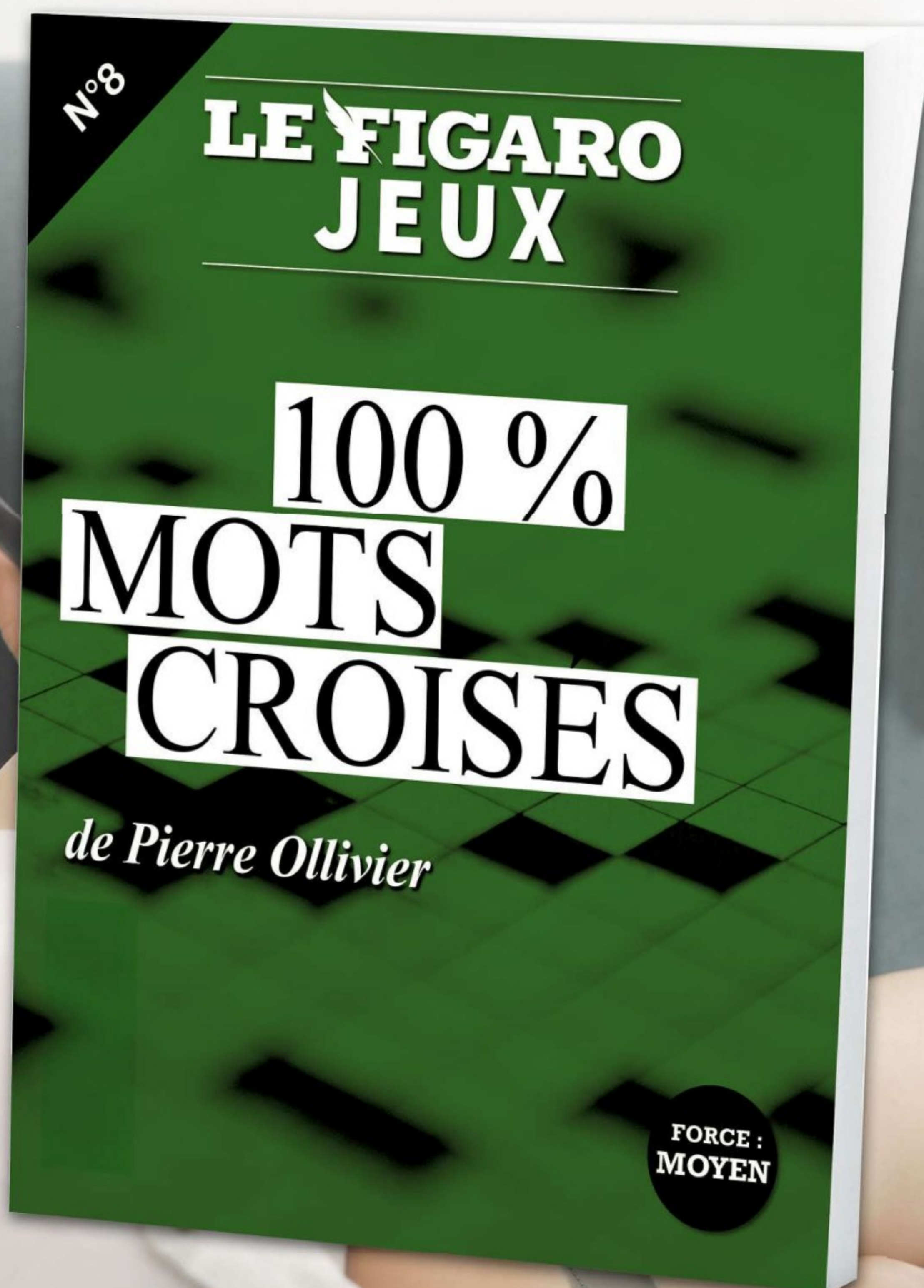
N°8
NOUVEAU

LE FIGARO

présente

LES MOTS CROISÉS

DE PIERRE OLLIVIER



6 €
,90

EN VENTE ACTUELLEMENT

chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr



ROC DES ANGES : FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

Dans le Roussillon, le Roc des Anges entre de bonnes mains

Au pied des Pyrénées, à Latour-de-France, le domaine du Roc des Anges rassemble une mosaïque de terroirs, à l'origine de vins qui marient maturité et fraîcheur.

Martin Lemaire

Repris par le vigneron Thibault Ponthier, le domaine ne devrait pas faiblir en qualité.

Le premier souvenir dont se rappelle Thibault Ponthier, c'est une chambre d'hôte. La seule à des kilomètres à la ronde, celle qu'il occupait alors qu'il effectuait de nombreuses visites dans le Roussillon. À l'époque, en 2023, il est en plein rachat du domaine du Roc des Anges, à Latour-de-France. « Comment peut-on avoir un si beau vignoble et ne pas le faire savoir ? », se demande-t-il aujourd'hui, en référence à la faible proposition d'hébergement. Il est vrai que le Roussillon n'est pas connu comme la région viticole qui accueille le plus d'amateurs en quête de visites de domaine. L'œnotourisme n'a pas encore fait sa révolution dans la Catalogne française, alors que les arguments ne manquent pas. Dans l'armoire à souvenirs de Thibault Ponthier, il y a aussi ce vent qui se lève au couchant et qui a fait

comprendre à ce « néovigneron » un élément stylistique essentiel des vins de la propriété, qui ont acquis une belle réputation auprès des amateurs avertis. Avec des écarts de températures significatifs entre le jour et la nuit, c'est précisément cette brise qui participe à la fraîcheur des cuvées du Roc des Anges.

Thibault Ponthier, un Corrèzien, n'a certes rien d'un vigneron à l'origine, mais les jus, il connaît. Ou plutôt les pulpes. Le trentenaire a longtemps dirigé l'entreprise familiale de production de pulpe de fruits haut de gamme à destination des chefs pâtisseries. « J'ai grandi à la campagne, au milieu des vergers. La dureté d'une vie à exploiter la terre, ce n'est pas abstrait pour moi. J'ai donc passé mon enfance à me dire : jamais de la vie », dit-il. Le voilà pourtant installé dans l'un des terroirs viticoles français les plus compliqués à travailler, au cœur du département le plus sec du

pays. Dans la vallée de l'Agly, posséder 50 hectares de vignes n'a jamais fait de personne un roi du pétrole. Les bonnes années, les rendements dépassent rarement les 20 hectolitres à l'hectare. Le vin n'est décidément pas un business comme les autres. « C'est le choix du cœur. J'ai visité plein d'autres domaines où les vins se vendaient tout seuls. Avant cela, j'étais à deux doigts de m'associer avec une société de climate tech qui marche très fort », retrace Thibault Ponthier, sans une once d'amertume.

Reconversion réussie

C'est aussi la mosaïque de terroirs et de vieilles vignes qui dessine ce vignoble en forme de patchwork qui l'a convaincu. « À quelques kilomètres de distance, un même cépage peut raconter quelque chose de complètement différent. Notre travail consiste avant tout à écouter ces lieux et à essayer de les faire parler le plus

justement possible dans le verre », raconte-t-il. Tout cela ressemble donc à une reconversion réussie. Une ombre au tableau, quand même ? Un petit grain de sable, tout au plus : le temps passé derrière son ordinateur. Lorsqu'il s'est engagé, il n'avait pas signé pour ces kilos de paperasse administrative à avaler, dont de plus en plus de vignerons se plaignent. « Du coup, quand je suis dans les parcelles, je profite », sourit-il.

Rome ne s'est pas faite en un jour, le Roc des Anges non plus. Marjorie et Stéphane Gallet, qui n'étaient pas du coin, comme Thibault Ponthier, ont tout bâti en vingt-cinq ans. Les rachats de parcelles se sont faits progressivement - le domaine en compte aujourd'hui 80 -, les certifications se sont succédé - en biologique puis en biodynamique et la reconnaissance s'est approchée à pas feutrés. Les temps où il était difficile d'exister en dehors du Bordelais et de la Bourgogne ne sont pas immémoriaux. Au milieu des années 2010, la presse spécialisée commence à s'intéresser à ce couple aux idéaux tranchés. Leurs vins passionnent ou provoquent une certaine défiance, à une époque où l'on réclamait encore du corps et de l'épaisseur aux vins. Marjorie et Stéphane Gallet étaient, par exemple, toujours les premiers à vendre. « Il faut trouver un équilibre entre la juste maturité et la fraîcheur », estime pour sa part Thibault Ponthier, qui s'inscrit quand même dans une certaine forme de continuité. Après trois ans de tuilage à leurs côtés, 2026 sera son



« J'ai grandi à la campagne, au milieu des vergers. La dureté d'une vie à exploiter la terre, ce n'est pas abstrait pour moi », confie Thibault Ponthier, qui a longtemps dirigé l'entreprise familiale de production de pulpe de fruits avant de reprendre le Roc des Anges.

premier millésime seul à la barre. « Marjorie et Stéphane ont construit quelque chose de très fort. Mon rôle aujourd'hui est d'en poursuivre l'histoire, avec beaucoup d'humilité et une vision de long terme », confie Ponthier. Son dessein est aussi collectif. « La reconnaissance des vins du Roussillon à l'étranger est encore naissante », fait-il remarquer. Il s'apprêtait, lors de notre rencontre, à s'envoler pour New York. Puis ce sera Londres. « Il faut aller montrer nos vins », juge-t-il avec fougue. Les siens méritent leur success-story partout dans le monde. ■



MUSÉE GRANET
AIX-EN-PROVENCE

PAUL
Mc CARTNEY

4 JUILLET
2026

3 JANVIER
2027

PHOTOGRAPHE, 1963-64

EYES OF THE STORM





Coup de cœur pour le blanc de noirs du domaine de Vénus

Stéphane Reynaud

Le 100 % grenache se révèle être une petite bombe aromatique. À déguster absolument.

Jean-Luc Coupet compte parmi ces nouveaux vignerons qui, au fil des millésimes, depuis le début des années 2000, construisent la réputation de la vallée de l'Agly, dans les Pyrénées-Orientales. Ce qui demande une certaine dose de courage. Si les paysages y sont d'une grande douceur, le quotidien dans ces zones reculées se révèle parfois rugueux. Du côté des gorges de Galamus, sous ces terres posées à 450-500 mètres d'altitude, même en hiver, les nappes phréatiques restent à un niveau très bas. Là-bas, malgré ces conditions extrêmes, Jean-Luc Coupet et l'œnologue Nathalie Abet produisent aujourd'hui en bio une belle collection de cuvées. Notamment L'Effrontée, un vin blanc d'une grande fraîcheur, rond et salin à la fois, que l'on prendrait presque pour un riesling, et la cuvée

Passions, un rouge aux arômes de mûre et d'olive noire, aux notes épicées, qui allie puissance et finesse. Il y a quelques mois, le néovigneron lançait une nouvelle cuvée. Son nom : La Catalane. Un succès chez les cavistes parisiens. Soucieux d'étoffer sa gamme, voilà le passionné qui remonte au créneau avec un blanc de noirs, un 100 % grenache noir vinifié en blanc. Une petite bombe aromatique à la robe pâle qui associe des notes de fruits blancs, des touches pierreuses et l'indispensable fraîcheur plébiscitée par les amateurs d'aujourd'hui. Un vin tout en élégance, en IGP Côtes catalanes, proposé à un prix correct. Une excellente option pour un choix de cuvée gastronomique qui vous accompagne tout au long du repas. ■ Blanc de noirs, domaine de Vénus, 23 €.



MOTS FLÉCHÉS GÉANTS DU SAMEDI N°4557

BOCK DE BIÈRE

RAFS-TOLAGE

OUATANT

REVÊTIR DE MÉTAL

POUR LA GAGNER IL FAUT LA JOUER

INTRODUIT UN SOUHAIT OS DE MAM-MOUTH

LÈVRE INFÉRIEURE

LABEL DE VINS DE COULEUR HORIZON

FEMME QUI GUETTE

ESCLAVE MÉDÉVAL ENFILE

C'EST LA MATRICE

ENFANT DE DAIM

PLANTE LACUSTRE SENSIBLE CAPACITÉ

AVERSION DOUE DE RAISON

QUIN'EST PAS COLLECTIF

UN PEU NIAIS SOUS LE SOL

SANS RETARD AUCUN

EXCLAMATION ARBUSTE FLEURI

DU FIL À RECOUDRE MAL BLANC

ÉCRIVAIN MARGINAL

FAIRE DES CALCULS

PAYS DES APPALACHES ODES ET SONNETS

CUBAS POUR APPELER DISCRÈTEMENT

ARRIVE À SA FIN BOURREAU DES CŒURS

REFOURGUE ENTENDU DANS LA DOULEUR

LAGUNE FLAMANDE DÉPLACÉ

ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

ELLE A UNE VRAIE TÊTE DE MULE PIGE

MOT DE JEUNE RÉVOLTE AMI DE FIDEL

ABSENCE TOTALE D'INTÉRÊT ÉLECTRODE

CIRCUIT DE BAS-KETTEURS

EAU DE COLOGNE ESPAGNOL D'AUTREFOIS

OFFICIER DE LA COUR DU SULTAN

CAUSEUR À PLUMES POINTE BRETONNE

BOUTON D'OR DE BRETAGNE

SEINS FAMILIERS

NAVIRE À RAMES RÉEMPLOIE

ILS SONT PRIS EN MER SANS EAU

CONTRE ALLER! DANS LA GAMME

FAMEUX COLLEGE ANGLAIS DÉTIENS

COURTE LIGNE VENT DU LANGUEDOC

SALUT ITALIEN BRUIT DE MOTEUR

ENTRE NORD ET OUEST ARTISTES GRECS

TOURNER AU PLUS JUSTE

CONFIRME UN OUI ACCOMPAGNÉE

VIEILLE PIÈCE DE CHINE SACRÉ JURON!

TITRE À ÉTON COLORANT ROUGE

PREND LES ORDRES À CRAN

IL A UNE INFINIE PATIENCE

CONTINENT DOUBLE SOCLE DE BALLE

SPÉCIALISTE DU 1500 MÈTRES

FAUTEUR DE TROUBLES ÉTALAGE VANITEUX

OUVERTURE SUR LA MER OU L'OCEAN

INS-PIRATRICES

ON S'Y BALANÇAIT DAME DU PREMIER

PERCER C'EST LA COMPAGNIE

HACHIS D'AUBERGINES AMOUR DE ZEUS

MOYEN DE TRANSPORT FRANCIEN UNTEL

AIGUS C'EST PAS UNE REINETTE (O)

VILLE DE THERMES EN ARIÈGE

LARGE AU BOUT

NEUF À POMPEI

IL A DROIT AU SIEGE OU AU BAISER

SCANDIUM DE CHIMISTE C'EST LA FRANCE

CORDAGE DE VOILE À REMETTRE

SIGLE D'UNE UNION

ÎLE DU FINISTÈRE PIÉGÉ

EAU DE GRENOBLE PASSAGE DELACET

IL FAUT ÉVITER DE SE LES ROMPRE

GROSSE POUTRE DE SOUTIEN HARMONIE

PRODUIT HALLUCINOGENE DÉCILITRE

AMORPHES, APATHIQUES UN VÉLO

CALE QUI DOIT SON NOM À SA FORME

IL N'Y A PAS MIEUX

BOITE À MITAINES

PARCOURS D'ÉTUDIANT

FORTUITE DÉFAUT D'EXPRESSION

AUTOSUFFISANCE L'OR AU LABO

LIEU COUVERT MUETTE

BLASON SUR BLAZER RAMASSÉE

AMPLIFICATEURS C'EST DONC NICKEL!

GALLINACE QUI CRIAILLE FERME

CALE D'AVION PLATEAU DE VIEUX VOLCAN

AVANT L'ÉGYPTE ACTUELLE

AU MOINS DEUX MANCHES AU BRIDGE

BAIE AU PAYS DU SOLEIL LEVANT

COURONNES D'ÉTOILES PIQUE FORT

TOURNURE DE LANGAGE À BAMAKO

BELLE ALLURE À VINCENNES UNE LETTRE

ABRUTIR GROUPE D'IMMÉDIBLES

IL PRÉCÈDE LA MANIÈRE PRIMATES

TOUCHER DU BOUT DES DOIGTS

PRÉFIXE SIGNIFIANT AVEC

TRAVAIL IMPOSÉ EN 1943 RIVALE JURÉE

QUINE MANQUE PAS D'AIR

ARTICLE CASTILLAN

QUINE CONNAIT RIEN

TOUR ABRÉGÉ C'EST TROIS EN UN

RONGEUR ELLE ÉQUILIBRE UN MISSILE

EMBLEME DE LA ROYAUTE MANGE (SE)

IL EST SELECTIF POUR LES DÉCHETS

VOIE D'ÉTAT RAC-CORDER

ABANDON DE COQUILLE

LEVÉES DES CORPS

BIEN OU MAL ÉDUCUE VAISSEAU DE JADIS

CÂBLE DE BOUÉE BIEN COUPÉ

QUIN'EST PLUS À APPRENDRE

PARVENU JUSQU'À NOUS GRÂCE À LA MÈRE

COMÉDIEN FRANÇAIS

CHANGER LE TON ESCARGOT NUDISTE

BLUM OU ZITRONE

CŒUR DE DRUPE FRUIT D'UN PALMIER

POISSON DU MIDI

COMME UN RÉGIME SANS ALCOL

LE FIGARO Jeux

UN CLIC

MILLE DÉFIS GRATUITS !

SANS PUB

7 jeux faciles d'accès et stimulants pour l'esprit. Mots mêlés, Solitaire, Sudoku, Takuzu, Kemaru, 7 Lettres et Mots fléchés vous attendent. Revenez tous les jours pour entraîner votre cerveau !

jeux.lefigaro.fr/

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

F	G	C	S	T	A	I	E	H	R	F	E	L											
B	A	I	L	L	O	N	N	E	R	B	E	D	E	P	H	I	L	E	R	O	G	U	E
B	R	U	I	R	E	A	U	M	O	N	E	S	A	L	E	R	T	E	A	R	S		
P	R	O	A	P	A	U	M	E	R	S	T	A	S	E	S	A	R	A	R	A	T		
I	N	T	I	M	E	E	A	D	D	I	T	I	V	E	S	A	B	O	R	D	E		
S	C	I	E	A	D	E	N	U	E	S	M	A	S	S	I	C	O	T	E	T	H		
A	S	S	E	C	H	E	R	S	E	R	V	A	L	A	V	E	U	C	R	E	T		
A	N	E	S	T	H	E	S	I	E	E	A	L	T	A	I	E	R						
T	R	O	N	E	R	G	R	E	V	E	I	N	S	I	S	T	E						
A	S	A	N	A	E	P	E	E	S	L	I	F	T	E	R	E	T						

Quelle est la clé de la réussite, depuis maintenant cinq ans, de l'émission « Le Figaro la nuit » ? La capacité de son présentateur, Thibaut Gauthier, à mettre en confiance ses invités au fil d'une déambulation dans la capitale. Une itinérance à pied, en voiture, un dîner partagé au restaurant, chaque étape de la rencontre est propice aux confidences. Dans cette chorégraphie, le mouvement est essentiel.

« Quelque chose de physique se joue. Cela influence beaucoup le rapport avec la personnalité reçue. L'invité n'a pas l'impression d'être piégé sur un plateau avec un présentateur qui est dans son environnement, qui a tout prévu sur ses fiches, confie l'animateur. Bien sûr, j'ai travaillé, j'ai préparé quelques questions, mais en réalité je dois être prêt à tous les imprévus. Par exemple, quand je suis dans la rue, je dois gérer l'entretien mais aussi le passage piéton, le feu rouge, le cameraman pour qu'il ne se prenne pas un poteau, l'heure qui tourne, etc. Et donc l'invité sent que c'est la vraie vie, il n'est pas opprimé et c'est comme cela qu'on rentre dans une discussion naturelle. » De cette spontanéité, jaillit l'émotion.

Celle exprimée par Philippe Besson, dont la rencontre est diffusée ce dimanche à 21 heures, est saisissante. L'écrivain, qui raconte ce qui l'a conduit à l'écriture dans son nouvel ouvrage *La Première Phrase du premier livre* (Julliard), se confie dans l'émission sur une période horrible. Dans le Marais, il marche et lance : « Ce qui a été terrible, puisqu'on parle (...) des années 1990 et du milieu homosexuel, c'est évidemment les années qui sont impactées par le sida. Et ça, pour le coup, on a oublié. Il faudrait avoir de la mémoire,

« Le Figaro la nuit » : l'émotion en liberté

Blaise de Chaballier

Gros plan sur l'émission itinérante présentée par Thibaut Gauthier dans laquelle ses invités, ce dimanche l'écrivain Philippe Besson, se confient comme nulle part ailleurs.



Thibaut Gauthier :
« Dans "Le Figaro la nuit", l'invité sent que c'est la vraie vie, il n'est pas opprimé et c'est comme cela qu'on rentre dans une discussion naturelle. »

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

c'est-à-dire qu'on a oublié que nous avons vécu une extinction, une extermination. Je veux dire, moi, il y a une photo avec dix de mes amis prise à la fin des années 1980 début des années 1990, ce cliché-là, je le regarde dix ans plus tard, il y en a huit qui sont morts. »

La surprise de Sylvain Tesson

Comment se fait le choix des lieux de tournage ? « On demande à ceux que nous recevons où ils souhaitent aller. Certains nous disent que ça leur est égal. Philippe Besson, lui, voulait aller dans le Marais, dans le quartier où il est arrivé quand il est monté à Paris dans sa jeu-

nesse. Il voulait aller dans le restaurant Les Marronniers, où il déjeunait quand il travaillait au BHV dans les ressources humaines, mais aussi dans la librairie Les Cahiers de Colette, où il a fait ses premières rencontres littéraires, et au Café Beaubourg, qui a nourri sa créativité », détaille Thibaut Gauthier.

Parmi les moments particulièrement forts du « Figaro la nuit », la rencontre avec Gilbert Montagné, en mars dernier. « Nous lui avons proposé de l'emmener dans le métro, et il a été enthousiaste à l'idée de retourner dans un lieu où il n'avait plus mis les pieds depuis quarante ans », indique l'animateur.

L'émotion est intense de voir le chanteur et l'animateur bras dessus bras dessous pour descendre les marches d'un lieu dont les manques en termes d'accessibilité sont flagrants. « Ce que je veux dans les stations qui ne sont pas adaptées, c'est qu'il y ait des balises sonores », lance la star malvoyante.

Autre instant intense, avec Dominique Farrugia en mai dernier. Le cinéaste apparaît sans fard, en fauteuil roulant. Habituellement, le public ne s'aperçoit pas de son handicap dû à la sclérose en plaques, une maladie dont il parle longuement à Thibaut Gauthier. Quant à Éric-Emmanuel Schmitt, en octobre 2025, il

exprime pour la première fois en public son bonheur d'être papa d'une petite fille. Enfin, émotion encore, avec Sylvain Tesson, en février 2024. « Ce n'était pas prévu, et d'un coup, le voilà qui décide d'escalader un mur ! En plus il pleuvait ! », se souvient le présentateur. Prochains rendez-vous à sensation : l'humoriste Samuel Bambi le 27 septembre, Bartabas le 4 octobre et Guillaume de Tonquédec le 11 octobre. ■

« Le Figaro la nuit »
Dimanche à 21 h sur Le Figaro TV
Notre avis : ●●●●

Kad Merad, invité du « Papotin » : humour, musique et sensibilité

Emmanuelle Litaud

Le comédien ouvre la cinquième saison inédite du programme à succès animé par des reporters porteurs de troubles autistiques.

La quatrième saison des « Rencontres du Papotin » s'est avérée aussi riche et intense que les précédentes. Des invités marquants, venus d'horizons divers (Yannick Alléno, Orelsan, Muriel Robin, Gad Elmaleh...), ont découvert la franchise déconcertante et la sensibilité extrême dont font preuve les journalistes atypiques de l'émission.

Tous ont été séduits, secoués ou attirés par leurs questions et leur forte présence à l'instar de Catherine Deneuve, émue en évoquant Françoise Dorléac, sa sœur disparue, Franck Dubosc, touchant de sincérité, ou encore le brillant Pierre Niney, record de la saison avec 3,34 millions de fans (19 % de part

d'audience). Les reporters, porteurs de troubles autistiques, accueillent ce samedi Kad Merad, premier invité de la cinquième saison inédite du programme à succès de France 2. Le comédien était curieux de cette rencontre - l'une de ses qualités, dévoile-t-il durant l'entretien - et en est ressorti conquis.

Une vocation née en cours d'espagnol

Comme toujours, les « Papotins » ont balayé sa carrière mais aussi sa vie personnelle, passant d'interrogations inattendues (« est-ce que tu pues des pieds ? » ou « est-ce que les guêpes sont poilues ? ») à des questions très profondes sur la peur de vieillir, l'enfance ou

la mort. Kad Merad, très à l'aise, est par exemple revenu sur ses difficultés à l'école et l'arrêt de sa scolarité au lycée. « J'avais l'impression que les études, ce n'était pas fait pour moi. Je suis un peu hyperactif, je ne suis pas très concentré et l'école, ça a été très difficile pour moi. J'ai beaucoup souffert », a-t-il confié avant de dévoiler la genèse de sa vocation d'acteur, née au lycée, grâce à une professeur d'espagnol qui proposait des cours de théâtre dans la langue de Cervantès. Une « chance » pour Kad Merad, mais surtout une véritable révélation : « C'est grâce à cette approche que j'ai mis pour la première fois mes pieds sur une planche de théâtre et que j'ai dit :

« C'est l'endroit où je voudrais faire mon métier », s'est-il souvenu.

L'acteur a aussi été interrogé sur son éducation et la sévérité de son père à son égard. « Il était sévère, dur, a-t-il confié. Il avait envie que ses enfants soient bien éduqués, bien élevés. On était dans une ville où il y avait beaucoup de problèmes. Je pense qu'il voulait qu'on évite les mauvaises fréquentations. C'est vrai qu'il avait une tendance à être très sévère, mais ça ne m'a pas empêché de l'aimer et de reconnaître que, finalement, son éducation m'a beaucoup servi à être respectueux envers les gens. »

Kad Merad a aussi dévoilé le cauchemar qui hante ses nuits depuis le tournage du film *Safari*, détaillé son lien

avec son complice Olivier Baroux ou évoqué son rapport aux femmes. Il a aussi révélé d'où il tenait son humour. « Je pense que c'est une nature qu'il y avait chez mes parents. J'ai toujours essayé de prendre la vie du bon côté », a-t-il expliqué. Entre rire et émotion, ce passionné de musique n'a pas hésité non plus à pousser la chansonnette et à étonner, claquettes aux pieds. « Je ne savais pas ce qui allait m'arriver et j'ai trouvé incroyable cette expérience », a-t-il conclu visiblement ému. ■

« Les rencontres du Papotin »
Samedi à 20 h 35, sur France 2
Notre avis : ●●●●

PLEIN ÉCRAN

Berlin. Juin 2026. Une atmosphère solennelle flotte dans la grande galerie rococo du château de Charlottenbourg. Un jeune homme en uniforme naval se regarde dans le miroir et ajuste ses rangs de colliers cérémoniels. Son allure est inspectée par quatre jeunes femmes en robe et voile noir de deuil. Une heure plus tard, changement radical d'ambiance. Les flashes crépitent. Une porte claque. Un jeune couple s'éclipse. Elle (Alicia von Rittberg), robe trapèze des années 1970 et petit bouquet de fleurs à la main, lui (Edvin Endre), chemise blanche et bretelles. Elle lui murmure : « Le plus dur est fait. » Il lui répond, sibyllin : « On verra bien. » Il ne faudra pas beaucoup d'imagination aux Suédois pour y reconnaître deux moments clés de la jeunesse de leur souverain Carl XVI Gustaf. Ses premiers pas de monarque sous le regard de ses sœurs et l'annonce de ses fiançailles avec l'interprète brésilien-ouest-allemande Silvia Sommerlath, le 12 mars 1976.

Bienvenue sur le tournage de la série événement *Queen Silvia*, qui revient sur ce coup de foudre royal, né dans l'ombre des JO de Munich, en 1972, et sur les quatre années d'idylle clandestine menées entre Stockholm, Berlin et la Côte d'Azur et dignes des plus beaux récits d'amour impossible. Carl Gustaf a dû attendre



« Queen Silvia » : le « The Crown » suédois reconstitue un coup de foudre royal

Constance Jamet Envoyée spéciale à Berlin

Dévoilé dans quelques semaines au Mipcom, le projet se focalise sur les débuts clandestins de la relation entre le roi Carl XVI Gustaf et sa future épouse.

Alicia von Rittberg et Edvin Endre campent de jeunes Silvia Sommerlath et Carl Gustaf, dans la série Queen Silvia.

le décès de son grand-père, conservateur, et prédecesseur sur le trône, pour épouser sa dulcinée roturière.

Appétit des producteurs

Le succès de *The Crown*, sur Netflix, a aiguisé l'appétit des producteurs européens. « J'ai vécu en Angleterre. Je sais ce que la famille royale représente pour chacun, comment elle forge l'identité. Les Allemands étaient fous d'Elizabeth II et regrettaient souvent de ne pas avoir de reine. Pourtant, nous avons bien une Allemande sur le trône... en Suède », raconte le showrunner de *Queen Silvia*, Carsten Kelber. Pendant deux ans, ses documentalistes et scénaristes ont potassé vingt biographies, officielles comme officieuses, et compilé coupures de presse et interviews pour comprendre ce qui s'est passé loin des regards. « Silvia n'est pas une héroïne à la Cendrillon. Issue d'une famille privilégiée, elle n'était pas impressionnée par le cirque de la cour. Quand on regarde ses interviews, on est frappé par sa modestie », souligne Carsten Kelber. Pourtant, les intéressés ont peu goûté au

projet. Carl XVI Gustaf s'est fâché dans le quotidien *Dagens Nyheter* : « J'aurais pu accepter une série historique diffusée après notre disparition. Pour nous incarner, les acteurs doivent accentuer nos défauts. » La reine Silvia a surenchéri : « Nous allons devoir vivre avec des semi-vérités. Nous serons sans doute jugés à travers cette série à laquelle nous ne participons pas. »

Le réalisateur de *Queen Silvia*, Miguel Alexandre, comprend cette réaction. « Qui voudrait voir sa vie rejouée par des acteurs ? Mais cela a toujours été le rôle de la fiction de peindre des personnalités à destin dans notre époque contemporaine. » Et de professer : « Nous sommes guidés non par le scandale, mais par le respect, l'empathie et l'envie de raconter une histoire d'amour authentique entre adultes, qui doit surmonter conflit et obstacles pour se réaliser. »

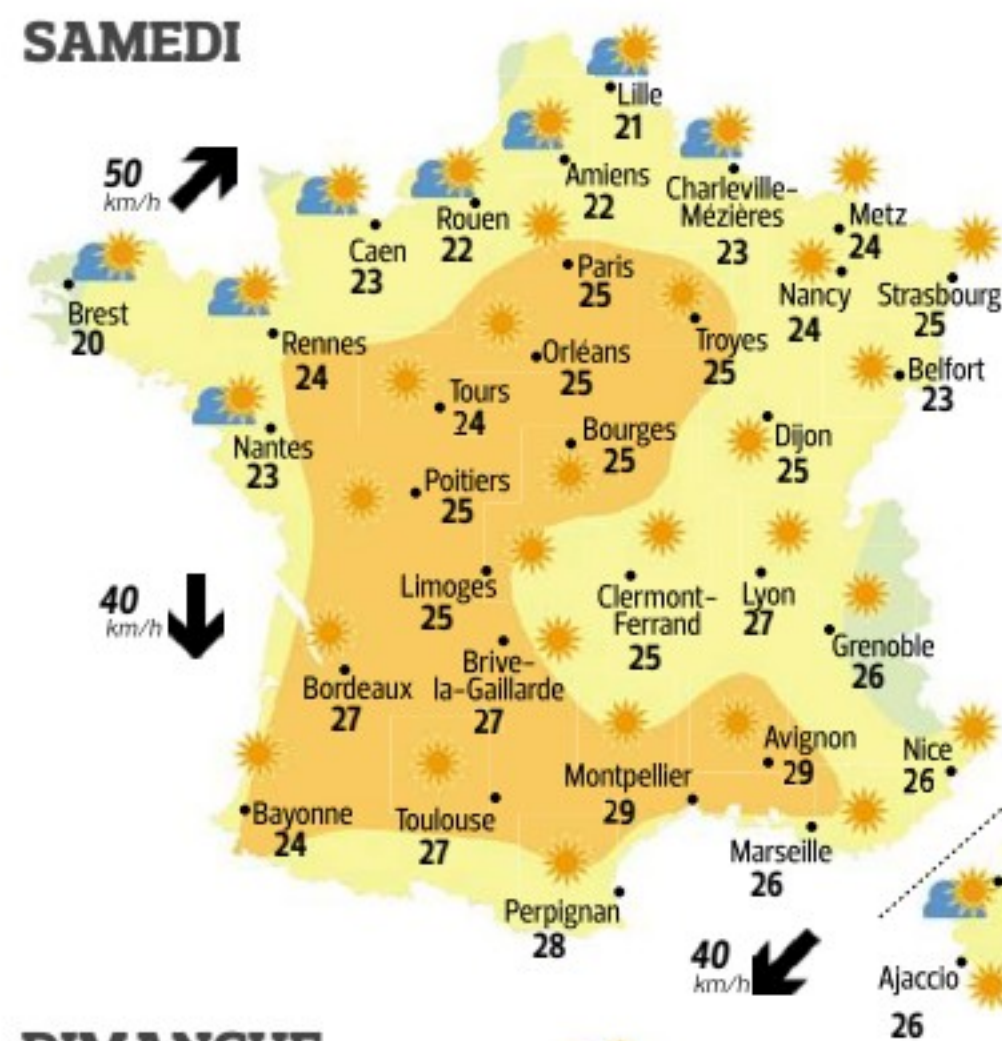
En s'arrêtant en 1976, la série évite le terrain miné des révélations sur le père de Silvia, encarté chez les nazis, des infidélités de Carl Gustaf et de l'anorexie de leur aînée, Victoria. Les professionnels pourront se faire une opinion dès mi-octobre. *Queen Silvia* sera projeté en avant-première au marché audiovisuel du Mipcom. L'occasion pour des diffuseurs non scandinaves de manifester leur intérêt. ■



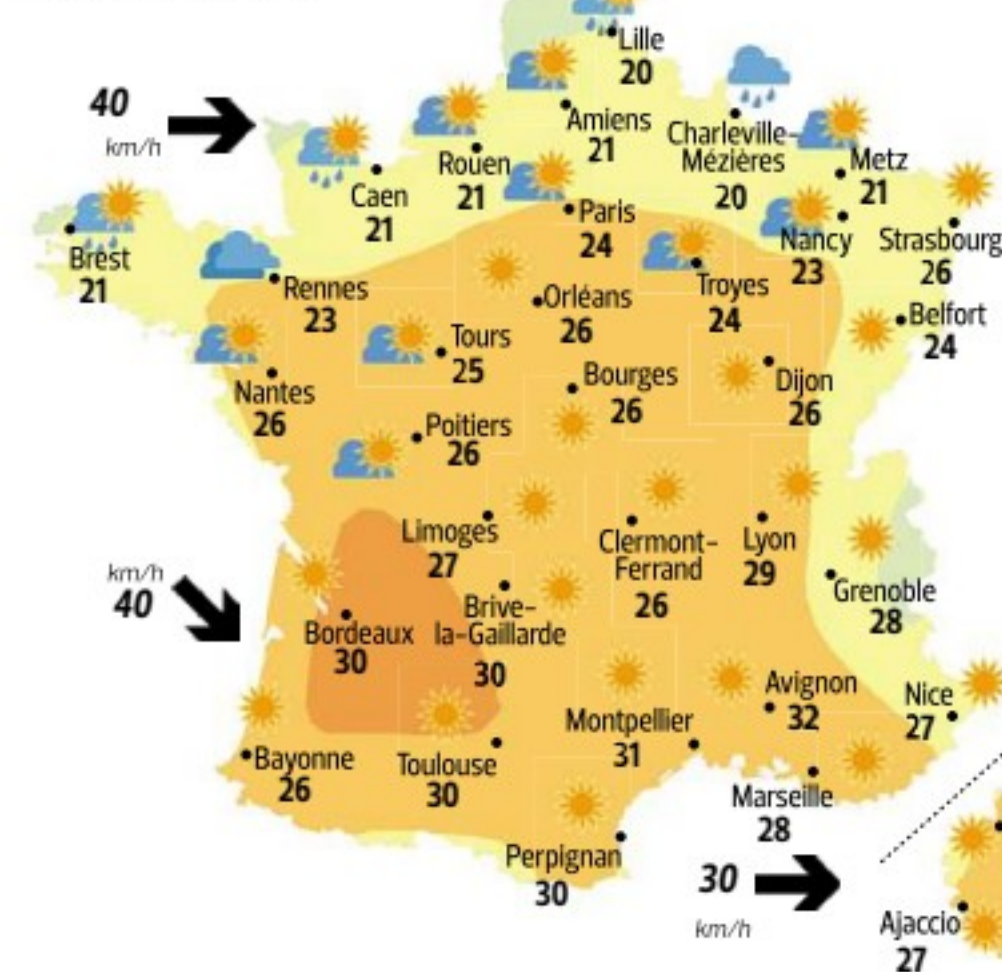
ÉPHÉMÉRIDE Ste-Emilie

Soleil : Lever 07h32 - Coucher 19h55 - Premier quartier de Lune

SAMEDI



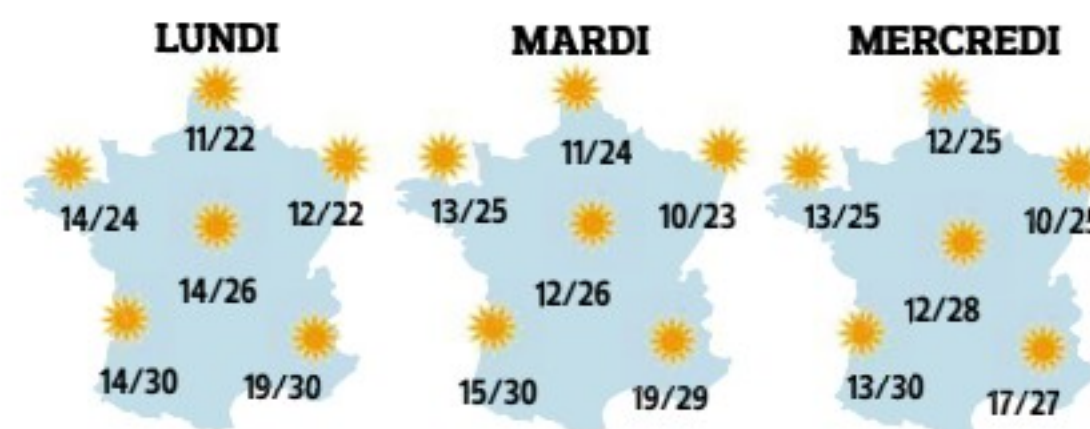
DIMANCHE



T (en °C) <10 0 10 20 30 >40

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	22/28	AMSTERDAM	17/20	ATHÈNES	17/30
BARCELONE	19/26	BELGRADE	17/28	BERLIN	12/20
BERNE	9/23	BRUXELLES	15/21	BUDAPEST	15/26
COPENHAGUE	15/18	DUBLIN	15/18	LISBONNE	17/31
LONDRES	17/20	MADRID	16/28	PRAGUE	11/23
RABAT	17/30	ROME	19/28	TUNIS	22/27



la chaîne météo lachainemeteo.com

LIVE 24/24 CANAL+ Sur L'APPLI GRATUITE La Chaîne Météo

TF1

21.10

The Voice Kids

Divertissement



Prés. : Nikos Aliagas. 2h20. Inédit. Patrick Fiori, Santa, Matt Pokora et Soprano sont de retour pour une nouvelle aventure. Les quatre coachs affichent une complicité exception-nelle qui se traduit par des séquences aussi drôles que inattendues.

23.30 Vendredi, tout est permis avec Arthur. Divertissement.

CANAL+

21.00

Rugby : Top 14

Sport

3^e journée : Vannes - Toulouse. En direct. Le promu vannetais a fait le choix de quitter le stade de La Rabine pour s'installer dans l'enceinte du Stade Rennais, au Roazhon Park.

22.57 Canal Rugby Club le débrief.

23.16 Greenland : Migration. Film.

LCP

PUBLIC SENAT

20.03 Michel Debré et La Réunion, dérivés d'une ambition républicaine.

21.01 Darons, darons, dans le labyrinthe scolaire

Documentaire. Une plongée dans le quotidien de parents d'élèves, entre réunions, devoirs, choix d'orientation, stratégies, angoisses et espoirs.

22.01 Un monde en doc. Débat. **22.36** 9h59, 11 septembre 2001. Doc.

france 5

20.00 C à vous la suite. Talk-show.

21.05 Échappées belles Magazine. Prés. : Ismaël Khelifa. 1h30. Finistère, les rivages au bout de la terre. Inédit. Ismaël Khelifa part à la découverte du Finistère, ce bout du monde façonné par les vents, les marées et une nature restée sauvage.

22.40 Échappées belles. Magazine. Week-end à Amsterdam.

france 2

21.15

The Floor -

À la conquête du sol



Jeu

Prés. : Cyril Féraud. 2h15. Un sol géant constitué de 100 cases, 100 candidats, avec 100 000 euros à la clé ! Les participants vont se défier dans des face-à-face, tout en images. Leur objectif ? Conquérir la totalité du sol pour repartir avec le jackpot !

23.30 Quelle époque ! Talk-show.

arte

20.55

Le château de Schönbrunn : Les fastes de la cour de Vienne

Documentaire

Aut / All. 2026. Réal. : K. Steindl. 1h31. Inédit. Visite d'un joyau de l'art baroque.

22.25 Versailles : Le palais retrouvé du Roi-Soleil. Documentaire.

W9

17.30 La petite histoire de France.

21.10 La petite

histoire de France Série. Humouristique. Fra. 2026. Avec Maxime Gasteuil. Les péripéties de quatre personnages oubliés de l'Histoire de France : les cousins de Vercingétorix, Jeanne d'Arc, Louis XIV, et Napoléon Bonaparte.

23.00 La petite histoire de France.

RMC

DECOUVERTE

18.10 Pêche XXL. Documentaire.

21.10 Habitations en péril

Documentaire. 1h42. La menace de l'ours. Inédit. En Alaska, après un incendie qui a ravagé une grande superficie de forêt, des ours bruns envahissent une propriété isolée de la péninsule de Kenai.

22.55 Habitations en péril. Documentaire. Espoir à Black Hills.

france 3

21.10

Cassandra

Série. Policière



Fra. 2026. Avec Gwendoline Hamon, Alexandre Varga, Dominique Pinon. Les inconnus du Sapey. Inédit. Sur le col du Sapey dominant le lac d'Annecy, un randonneur découvre, dans une grotte, le corps d'une femme, tuée d'une balle en plein cœur, à côté de deux autres cadavres.

22.45 Cassandra. Série. Policière.

6

21.10

The Rookie : Le flic de Los Angeles

Série. Policière

EU. 2026. Saison 8. Avec N. Fillion. L'ouragan Smitty. Inédit. Smitty n'a pas suivi la nouvelle procédure d'enregistrement des pièces à conviction.

21.55 The Rookie : le flic de Los Angeles. Série. Policière. 5 épisodes.

TMC

19.55 Une famille en or. Div.

21.15 New York Unité Spéciale

Série. Policière. EU. 2018. Avec Mariska Hargitay. 2 épisodes. Des cambriolages de plus en plus violents se multiplient. Les policiers enquêtent sur un groupe connecté pour identifier les suspects.

22.55 New York Unité Spéciale. Série. Policière. 2 épisodes.

HISTOIRE TV

20.15 Les dernières heures...

Documentaire. Diên Biên Phu.

20.50 Cloisters, l'odyssée des cloîtres

Documentaire. Fra. 2025. Réal. : Marc Azéma. 1h30. Inédit. Ce documentaire retrace l'incroyable odyssée de quatre cloîtres médiévaux français.

22.20 Quand l'histoire fait dates. Documentaire. 2 volets.

L'essentiel du dimanche

TF1 21.10 Equalizer 3

Film. Action. EU/Ita/Aus. 2023. Réal. : Antoine Fuqua. 1h49. Avec Denzel Washington, Dakota Fanning, Eugenio Mastrandrea. Inédit. Retiré dans le sud de l'Italie après une carrière controversée au sein des services secrets américains, un ancien espion est amené à reprendre du service.

france 2 21.10 Un métier sérieux

Film. Comédie dramatique. Fra. 2023. Réal. : Thomas Lilti. 1h40. Avec Vincent Lacoste. Inédit. Stressé à l'heure d'affronter sa première rentrée scolaire, un jeune professeur découvre un univers surprenant où la solidarité est le maître-mot.

france 3 21.10 Brokenwood

Série. Policière. NZ. 2025. Saison 11. Avec Neill Rea. La cupidité, c'est mal. Inédit. Les habitants les plus aisés de Brokenwood commencent à agir de façon étrange et bientôt le corps de l'un d'entre eux est retrouvé, révélant ainsi jalousies et désirs de revanche.

CANAL+ 21.05 Rugby : Top 14

3^e journée : Bordeaux-Bègles - Stade Français Paris. En direct. En débutant sa campagne par un carton face au Racing 92 (64-5), l'UBB a envoyé un signal fort en ce début de saison, et voudra confirmer ses ambitions face au Stade Français.

arte 21.00 Le Parrain 2

Film. Thriller. EU. 1974. Réal. : Francis Ford Coppola. 3h09. Avec Al Pacino. Depuis la mort de son père, Michael dirige les affaires de la famille Corleone. Alors qu'il s'apprête à conclure un contrat avec Hyman Roth, qui voit en lui son successeur, il manque d'être la victime d'un attentat. Il feint d'attribuer la responsabilité du crime à un clan mineur.

6 21.10 Capital

Magazine. Prés. : Julien Courbet. 2h05. Étiquettes : le vrai prix de ce que vous achetez. Inédit. Derrière les promotions et les produits qui imitent les grandes marques, qu'est-ce qui se cache ? Zoom également sur la filière essence et ses multiples intermédiaires.

Pour regarder le Figaro TV ?

Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box

SFR 194

Free 203

Orange 118

Bouygues 247

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7340

HORIZONTALLEMENT

1. Forts courants d'air dans un couloir. - 2. Prise dans les branches. - 3. A cessé d'être isolée peu après avoir atteint la quarantaine. A mené la vie dure. - 4. Portiers de nuit. - 5. Peut être papillon ou domino. Abréviation souveraine. - 6. Se plie facilement. - 7. Nous aide à mieux acheter. Pouvait incommoder Clodion mais pas Charles II. - 8. Tombe bien. Se présentent après vous. - 9. Précision horaire. Centre de tir. - 10. Gâcha le plaisir sauf devant Rowlands. Sofia l'utilisait pour échanger. - 11. Récit d'un voyageur en exil. - 12. Mystiques complètement perchés.

VERTICALEMENT

1. Ils font briller le coton comme de la soie. - 2. À perpétuité. - 3. Visage marqué du crime. A pris l'eau à Waterloo. - 4. En outre. Descendance étrangère. Couche dans une baignoire. - 5. Proche de Jésus. A un jeu en milieu de semaine et une manche à la fin. - 6. Éclaireur autrichien. Menace estivale pour le matin. - 7. Perçus. Jamais sans sa Têt aqueuse. - 8. Secousse dévastatrice. Elles montent et descendent dans le bois et ici aussi.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7339

HORIZONTALLEMENT 1. Partagée. - 2. Usurpent. - 3. Mis. Four. - 4. Pastelle. - 5. Étiolé. - 6. Refus. Cn. - 7. Istrie. - 8. Ide. RER. - 9. Ci. Dunes. - 10. Kat. Doué. - 11. Épineuse. - 12. Loculées.

VERTICALEMENT 1. Pumpernickel. - 2. Asiate. Diapo. - 3. Russifié. Tic. - 4. Tr. Tous. Nu. - 5. Apfelstrudel. - 6. Géole. Renoué. - 7. enuL. Cireuse. - 8. Étrenne. Sées.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



SU|DO|KU

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.

Chaque jour un peu plus difficile

GRILLE 5568

FACILE

6			5	3	2	1	7	
	3	2		9	4			
	2	8			9	3		
9	4		2					
	8	6	3		7	4		
			1		5	9		
6	4				8	9		
	1	5		4	3			
3	9	2	1	8		7		

GRILLE 5569

DIFFICILE

9	1							
		4	2		3			
	4	5				2		
	9	3			8	4		
			7	9				
6	2			9	5			
7	1					4		
	8	5	6					
8	6							

GRILLE 5570

DIABOLIQUE

		4	3		1	2		
	1	8		7	6			
	9		2		7			
1		9	4	2			6	
2							9	
5			7				3	
		1	5					
		6						
	8				5			

LETTRES EN PLUS

Composez un mot de six lettres avec la lettre en plus.

C	R	I	E	R	+	H	=							Priser
I	S	S	U	E	+	S	=							Écureuil canadien
R	E	P	I	T	+	V	=							Oiseau frappeur
R	O	T	I	N	+	T	=							Sirène au masculin

LETTRES EN MOINS

Dans chacun des mots horizontaux, rayez une lettre afin de créer un mot nouveau et reportez cette lettre dans la colonne vide. Vous découvrez alors verticalement le mot mystère.

P	R	I	M	E	U	R		L	A	C	H	E	R	
L	A	M	B	A	D	A		A	S	S	I	S	E	
D	O	U	B	L	E	R		A	C	E	R	B	E	
C	R	O	Q	U	E	T		G	I	R	O	N	D	
E	M	E	T	T	R	E		D	O	U	C	H	E	

SOLUTION DES MOTS MÉLANGÉS
LE MOT À TROUVER EST : IMPACT.

Evan Spiegel, le plus francophile des patrons de la tech



PAR
Keren Lentschner

Le PDG de Snapchat vient de donner le coup d'envoi de ses lunettes de réalité augmentée qui seront vendues cet automne. C'est l'un de ses paris les plus ambitieux.

Comme un acteur de film hollywoodien en promotion, il enchaîne les interviews toutes les dix minutes. Evan Spiegel, en jean et tee-shirt noir, son uniforme quotidien, ne boude pas son plaisir. C'est pour la bonne cause. Près de dix ans après avoir sorti la première génération de « Spectacles », il a lancé ce mercredi à Los Angeles les « Specs », ses lunettes de réalité augmentée, devant un parterre de 400 journalistes, développeurs, influenceurs et partenaires. Des lunettes conçues comme un accessoire branché, avec leur monture noire épaisse, qui seront vendues à partir de cet automne au prix fort (2295 euros). « C'est un sentiment incroyable, confiait-il la veille au Figaro. Nous avons fait notre dernière répétition générale ce matin devant l'équipe. Même l'un de mes fils était là ! Cela me rend très enthousiaste que ce moment arrive enfin et que les gens puissent les essayer et juger par eux-mêmes. C'est vraiment excitant ! »

Evan Spiegel, 36 ans, l'inventeur du réseau social Snapchat, qui frôle le milliard d'utilisateurs, a dû faire preuve de ténacité, notamment auprès de ses actionnaires. Son projet, qui a coûté plus de 3 milliards de dollars à Snap depuis ses débuts, a contribué à faire plonger son cours de Bourse. L'un de ses investisseurs l'a même sommé d'y mettre fin au printemps dernier. En coulisses, certains managers de Snap lui reprochent d'y consacrer plus de temps qu'à son réseau social. Le pari n'est pas gagné d'avance en raison du prix de l'équipement et de la domination sur ce marché en pleine effervescence des Ray-Ban Meta, avant l'arrivée prochaine de Google puis d'Apple.

Pas de quoi entamer sa détermination. Il se donne jusqu'à la fin de la décennie pour voir ses lunettes décoller. « Ce qui passionne Evan Spiegel, c'est de créer de nouveaux produits, insiste l'un de ses proches. La réalité augmentée, c'est une passion qui va au-delà du raisonnable. Il se bat pour démontrer qu'il a raison. Il s'acharne parce qu'il pense qu'il tient quelque chose de différent. » Le jeune dirigeant puise notamment son inspiration auprès de

l'un de ses héros, Steve Jobs, l'inventeur d'Apple. Il cite également l'influence du photographe Edwin Land et de la designer Ray Eames.

Cette détermination n'a jamais quitté cet ancien « geek ». Fils de deux avocats, il grandit dans le quartier chic de Pacific Palisades, à Los Angeles. À la maison, la télé est interdite. À l'école, il préfère fabriquer son propre ordinateur plutôt que de jouer au foot avec ses amis. Le jeune Evan se lance dans des études de design produit à Stanford. À la fac, les soirées de la fraternité Kappa Sigma qu'il organise sont souvent animées. Pas question de laisser des photos embarrassantes. Avec ses copains, Bobby Murphy et Reggie Brown, il imagine un moyen d'échanger des messages textes et photos qui disparaissent quelques secondes après leur consultation. Picaboo, bientôt rebaptisé Snapchat, voit le jour à l'été 2011.

Quand l'entreprise au logo jaune et blanc fait ses débuts, Facebook a déjà sept ans, Twitter cartonne. Instagram vient de démarrer. Snapchat est le premier réseau social à se lancer directement sur mobile. En s'ouvrant sur l'appareil photo plutôt que sur un fil d'actualité, il prend le contre-pied des autres. Rapidement copié par ses rivaux, le jeune dirigeant invente les stories, les filtres, la géolocalisation, les « flammes » qui récompensent l'assiduité des abonnés... « C'est un génie, un visionnaire, qui a toujours été d'une incroyable maturité malgré son âge », confie son ami Xavier Niel, qui avait fait le déplacement à Los Angeles.

« C'est un génie, un visionnaire, qui a toujours été d'une incroyable maturité malgré son âge »

Xavier Niel Homme d'affaires

L'entreprise grossit très vite. Deux ans après sa création, il écarte d'un revers de la main une offre à 3 milliards de dollars de Mark Zuckerberg, PDG de Facebook (devenu Meta). En 2015, Evan Spiegel devient à 24 ans le plus jeune milliardaire au monde. Deux ans plus tard, son entreprise fait son entrée à Wall Street. La suite est plus compliquée. Snapchat a plus de mal que Google et Meta, les deux géants mondiaux de la pub, à attirer les annonceurs. La croissance des nouveaux abonnés ralentit. Au printemps dernier, il a dû licencier 10 % de ses effectifs.

Avec son sourire enjôleur, ses cheveux courts, et ses airs de gendre idéal, Evan Spiegel irrite une partie de la Silicon Valley. Il aime jouer les bons élèves face aux géants de la tech, accusés d'abrutir les ados du monde entier. Il fustige régulièrement le « concours de popularité » qu'impose la course aux amis et aux likes sur les applis de ses rivaux. Mais cela ne l'empêche pas de se retrouver, en 2024, devant le Sénat, sur le banc des accusés, au côté de Mark Zuckerberg ou encore Shou Zi Chew



Evan Spiegel (ici, en juillet, en Californie) lance les « Specs », des lunettes vendues 2295 euros, dès cet automne.

(TikTok). En costume cravate pour l'occasion, il doit répondre, comme les autres, des effets addictifs des réseaux sociaux sur les mineurs. Snapchat subit également les foudres de la Commission européenne. Fin août, c'était au tour du procureur de Pennsylvanie de l'attaquer en justice.

Jouant les David contre Goliath, il dénonce des « concurrents en situation de monopole ». Sur la course à l'IA, il ne se prive pas de mettre en garde contre le risque de voir monter une « forte opposition de la société ». Quid des prophéties catastrophistes des patrons d'OpenAI et Anthropic, et des appels à la régulation ? « Je trouve encourageant que les gouvernements mais aussi les entreprises travaillent à la mise en place d'un cadre international pour s'assurer que cette technologie puisse être utilisée

avec sécurité et responsabilité », répond-il. Si la plupart des patrons des Big Tech ont fait allégeance à Donald Trump, il ne partage pas, publiquement en tout cas, leur ferveur. Il était l'un des rares absents à l'investiture de Trump.

Face à un Mark Zuckerberg au look très étudié, adepte du MMA, Evan Spiegel revendique une certaine discrétion. Ce père de quatre garçons, qui se couche rarement après 21 heures, accompagne sa progéniture tous les matins à l'école. Son mariage avec la top-modèle australienne Miranda Kerr lui vaut quand même quelques photos dans la presse people. Fan de Milan Kundera, il reconnaît passer plus de temps ces temps-ci à lire Peppa Pig avec son plus jeune fils. Comme le patron de Meta, il a fait de la philanthropie l'une de ses priorités, soucieux de « contribuer

à un monde meilleur ». Avec sa fondation familiale, Evan Spiegel est notamment venu en aide aux victimes des incendies qui ont ravagé Los Angeles l'an passé. Il est aussi l'un des mécènes d'institutions culturelles comme le Château de Versailles.

Il tient cet attachement à la France de sa grand-mère, passionnée de cuisine française, qui lui a également transmis l'amour de la langue de Molière qu'il apprend assidûment. Evan Spiegel a acquis la citoyenneté française en 2018. Outre ses longues marches dans la capitale avec son ami Xavier Niel, il se passionne pour la politique française dont il a rencontré certains poids lourds (Emmanuel Macron, François Hollande, Gabriel Attal...). Il aurait même envisagé un temps de s'installer dans l'Hexagone... ■



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Liste (lis-t') n. m. Tableau de maîtres.

Zinédine Zidane a dévoilé sa première liste : celle des joueurs amenés à figurer sur la feuille des prochains matchs de l'équipe de France.

Le mot vient de l'italien *lista*, qui a d'abord désigné une lisière, puis une série de mots ou de noms.

S'il fallait sacrifier au franglais - pourquoi pas ? on est au football -, on dirait que cette énumération de noms est une *playlist* : celle de ceux qui vont jouer.

Leur présence sur cette liste fait de tous ces joueurs des colistiers.

À eux de devenir dans les semaines qui viennent des coéquipiers.

Avec une telle pléthore de joueurs de talent (qu'on appellera France liste), Zidane, qui fut le chef d'orchestre des Bleus, est devenu compositeur : il compose la future équipe de France. Cette liste est d'abord celle de ses envies.

Qui dit liste dit rituellement journalistes ; ceux-ci étaient impatients de la découvrir. Ils sont maintenant avides de la commenter.

Mais elle provoque aussi l'apparition de spécialistes autoproclamés qui s'empressent de critiquer et d'amender une liste, à leurs yeux si vile. ■

NOUVEAU

LE FIGARO

PRÉSENTE

LE FIGARO

NUMÉRO SPÉCIAL 2026-2027

DOSSIER QUÉBEC

Pages 90 à 130

VIVRE AU CANADA

D'EST EN OUEST, les NOUVEAUTÉS pour S'INSTALLER

Étudier : des formations d'excellence

Travailler : des opportunités à saisir

Entreprendre : des règles plus souples

Retrouvez notre plateforme d'information actualisée VIVRE AU CANADA sur www.lefigaro.fr/canada

8€

132 pages. En vente actuellement chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr

Hermès, à toute bride

